

FONDS AFRICAIN DE DEVELOPEMENT ADF/ZG/ADF-VII/CM.5/94/SR  
Original : ANGLAIS/FRANCAIS



**COMPTE RENDU ANALYTIQUE PROVISoire DE LA  
CINQUIEME REUNION CONSULTATIVE DE LA SEPTIEME  
RECONSTITUTION GENERALE DES RESSOURCES DU FAD**

**BERNE, (SUISSE)  
LES 21 ET 22 AVRIL 1994**



**COMPTE RENDU ANALYTIQUE PROVISOIRE DE LA  
CINQUIEME REUNION CONSULTATIVE  
tenue au "Salon Royal" à l'Hôtel Bellevue Palace, Berne (SUISSE),  
le jeudi 21 avril à 9 h 45**

- PRESIDENT** : **M. Ruud TREFFERS**  
Directeur général adjoint de la Coopération internationale, Ministère des Affaires Etrangères, Pays-Bas
- POUR LE GROUPE  
DE LA BANQUE** : **M. Babacar NDIAYE**  
Président
- SECRETAIRE** : **M. H. MELIANE**  
Secrétaire Général
- SOMMAIRE** :
- Cérémonie d'ouverture : Allocution de M. Matthias Meyer, Gouverneur temporaire représentant la Suisse
  - Allocution d'ouverture du Président
  - Adoption de l'ordre du jour (point 1 de l'ordre du jour)
  - Adoption des comptes rendus analytiques de la quatrième réunion consultative tenue à Copenhague (Danemark), les 20 et 21 janvier 1994 (point 2 de l'ordre du jour)
  - Examen du projet de rapport sur la réunion consultative sur la septième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement (point 3 de l'ordre du jour)
  - Scénarios de reconstitution du FAD-VII et partage des coûts (point 5 de l'ordre du jour)



## CEREMONIE D'OUVERTURE

1. Le **PRESIDENT**, après avoir souhaité la bienvenue aux Délégués à Berne, et noté en particulier la présence de la délégation argentine, invite M. Matthias Meyer à prendre la parole au nom du gouvernement suisse.
2. **M. MEYER**, Gouverneur temporaire pour la Suisse, accueille officiellement les délégués à la cinquième réunion consultative sur la reconstitution du FAD-VII. Il espère que malgré le mauvais temps, ils pourront voir quelque chose du pays.
3. Il fait observer que l'Afrique est une région très importante pour le peuple suisse, qu'elle compte pour moitié dans son aide bilatérale, et que cet intérêt particulier provient d'une préoccupation profonde sur les sévères difficultés politiques et économiques auxquelles sont confrontés beaucoup de pays africains. Le jugement sur la situation présente est très sévère, à cause du manque de perspectives d'ajustement et de croissance en Afrique, dont l'expérience contraste avec les changements rapides que l'on observe dans beaucoup de pays asiatiques et latino-américains.
4. La présente réunion du Fonds africain de développement doit être vue sous cet angle. Il faut aussi tenir compte de cette réalité que le Groupe de la Banque africaine de développement, en tant qu'institution, est actuellement aux prises avec des défis particuliers. En plus de la nécessité d'une reconstitution rapide des ressources du FAD, il y a d'autres problèmes non moins sérieux à examiner. Par exemple, le rapport du Groupe spécial sur la qualité des projets est prêt maintenant. En fait, le moment de la présente réunion a été fixé pour que l'on puisse prendre connaissance du document qui, entre autres choses, traite des questions plus vastes de l'adéquation du capital de la Banque et de ses politiques financières.
5. La BAD est aussi confrontée à des problèmes institutionnels ardues concernant ses principaux organes statutaires, la structure des pouvoirs de vote, le fonctionnement des Conseils d'administration et les relations entre eux et la Direction ; ils demandent tous une attention pressante.

T/FT

6. En conclusion, il attire l'attention des participants sur le passage des recommandations du Groupe spécial concernant l'amélioration de la qualité des prêts qui dit en substance que cette fin exigera l'action concertée de tout le personnel, de la Direction, du Conseil d'administration et des Gouverneurs représentant ses 76 pays actionnaires. Les carences relevées dans ce rapport sont de leur responsabilité collective, tout autant que les forces et les faiblesses de la Banque en tant que première institution financière de l'Afrique.

7. Le **PRESIDENT** remercie M. Meyer pour ses mots encourageants sur l'Afrique et le Fonds africain de développement. Il fait remarquer que l'importance cruciale de la présente réunion réside dans la combinaison de plusieurs éléments importants. En premier lieu, elle se tient juste avant les célébrations du 30ème anniversaire de la Banque et les Assemblées annuelles de Nairobi, au cours desquelles on s'attend à ce que des décisions importantes soient prises.

8. A cet égard, il renvoie à la réunion informelle des membres non régionaux de l'OCDE tenue à Londres fin mars, au moment où le Bureau du Conseil des gouverneurs, d'autres gouverneurs et le Président de la Banque donnaient des indications sur les problèmes revêtant une grande importance pour le Groupe de la Banque et où le Groupe de travail sur la qualité des projets s'acheminait vers la fin de sa tâche. Au cours de sa réunion informelle, le groupe des non régionaux a pensé qu'il était temps d'énumérer les questions jugées avoir une grande importance pour l'avenir du Groupe de la Banque.

9. Ils se sont rendu compte que quoique ces questions soient étrangères au FAD lui-même, il y a un lien intime entre la Banque et le Fonds. Il a donc été mandaté pour transmettre les idées et les préoccupations du Groupe au Président et aux membres du Bureau des gouverneurs, ainsi qu'au Président de la Banque, à travers une lettre datée du 15 avril 1994, dont des exemplaires ont été distribués aux Plénipotentiaires.

10. Les membres non régionaux de l'OCDE ont tenu une autre réunion la veille pour poursuivre la réflexion sur leurs préoccupations sur le FAD et se prononcer sur ce qu'ils pensent que devraient faire toutes les parties concernées. Il a eu lui-même des entretiens avec les membres de la Direction et le Bureau. Il serait opportun de faire un tour de table dans  
T/FT

l'après-midi pour demander les points de vue des Plénipotentiaires sur les aspects propres au FAD et les questions plus vastes touchant le Groupe de la BAD qui ont été soulevées dans la lettre, et ce en présence du Président des Conseils des gouverneurs et du Président de la Banque, qui sera alors arrivé. Il proposerait qu'ils fassent connaître leurs réactions le lendemain matin, particulièrement les idées et stratégies de la Direction, pour le suivi du rapport Knox.

**ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (ADF-VII/CM.5/94/28) (point 1 de l'ordre du jour)**

11. Le **PRESIDENT** invite les Plénipotentiaires à adopter l'ordre du jour en y prévoyant un échange de vues sur la lettre du 15 avril 1994 mentionnée ci-dessus.

Les Délégués adoptent l'ordre du jour de la Cinquième Réunion consultative sur la Septième Reconstitution générale des ressources du FAD tel que reproduit en annexe.

**ADOPTION DU COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA QUATRIEME REUNION CONSULTATIVE TENUE A COPENHAGUE LES 20 ET 21 JANVIER 1994 (ADF/ZG/ADF-VII/CM.4/94/SR.) (point 2 de l'ordre du jour)**

12. Le **REPRESENTANT de la FRANCE** remercie la Direction d'avoir transmis le document aux Délégués suffisamment de temps à l'avance pour leur permettre de proposer les amendements qu'ils aimeraient y voir introduits. Il demande que les amendements écrits de sa délégation aux paragraphes 130, 257 et 445 du compte rendu analytique soient traités comme faisant partie intégrante du document.

Les Délégués adoptent le Compte rendu analytique de la Quatrième réunion consultative tenue à Copenhague les 20 et 21 janvier 1994 sous réserve de l'incorporation des amendements de la délégation française.

T/FT

**EXAMEN DU PROJET DE RAPPORT SUR LES REUNIONS CONSULTATIVES SUR LA SEPTIEME RECONSTITUTION GENERALE DES RESSOURCES DU FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT (ADF-VII/CM.5/94/Rev.2) (point 3 de l'ordre du jour)**

13. M. **WOLDU** (BAD), en guise d'introduction, explique que la politique de prêt du FAD-VII constitue le point de départ du document. Les commentaires écrits, exhaustifs et substantiels, reçus des Délégués après la réunion de Copenhague ont été incorporés et soulignés, à l'exception de quelques rares cas où il n'a pas été jugé utile de refléter la substance des délibérations à cette réunion. Les amendements qui n'ont pas fait l'objet d'un accord complet sont entre crochets.

14. Le **PRESIDENT** suggère que les Délégués examinent le projet de rapport paragraphe par paragraphe.

15. Le **REPRESENTANT** du **ROYAUME UNI** remercie les autorités suisses pour l'excellente qualité des dispositions prises pour la réunion. Il fait observer que malgré tous les efforts déployés par la Direction pour prendre en compte les commentaires détaillés envoyés par sa délégation après la réunion de Copenhague, il n'a pas été répondu au point central soulevé dans la lettre d'accompagnement. A son avis, toute la structure du rapport est erronée et demande à être révisée, en ramenant beaucoup plus clairement au premier plan les carences organisationnelles et opérationnelles mises à nu par le Rapport Knox. Une réponse claire de la Direction à ces lacunes est critique pour la configuration de la reconstitution des ressources du FAD-VII. On ne peut se satisfaire d'une description au paragraphe 4 des difficultés que rencontre l'Afrique, sans aucune référence aux préoccupations des Délégués sur les faiblesses institutionnelles du FAD.

17. Le **PRESIDENT** propose que pour gagner du temps, la question du Rapport Knox soit traitée avec les problèmes de stratégie.

18. Le **REPRESENTANT** des **PAYS-BAS** exprime sa gratitude aux autorités suisses pour leur hospitalité et l'excellente qualité des dispositions prises pour la tenue de la réunion.

T/FT

19. A son avis, traiter la question de l'éligibilité des pays et de l'affectation des ressources sur tant de paragraphes est encombrant et n'est pas de nature à faciliter la lecture. En lieu et place, il propose un système plus simple de classification des pays dans lequel seraient classés A les pays ayant un PNB par habitant égal ou inférieur à 543 dollars EU, ainsi que les petits pays insulaires et les pays jugés insolubles par la Banque mondiale pour recevoir des financements non concessionnels (c'est-à-dire les pays exclusivement AID) ; la catégorie B (mixte) comprendrait les pays ayant un PNB par habitant égal ou inférieur à 1.054 dollars EU, et la catégorie C (exclusivement Banque) comprendrait ceux ayant un PNB par habitant supérieur à 1.054 dollars EU. Cette classification pourrait, naturellement, être révisée pendant la période couverte par la reconstitution, particulièrement si les modifications des données nécessitent un changement.

20. En réponse à une question du Président, il propose que le Nigeria soit classé dans la catégorie B (pays mixtes).

21. Le **REPRESENTANT de l'ITALIE** remercie lui aussi les autorités suisses pour la chaleur de leur hospitalité.

22. Il appuie la suggestion du délégué néerlandais demandant une simplification des critères d'éligibilité et l'adoption du système de classification de l'AID, ce qui permettrait au FAD de se concentrer sur les pays des catégories A et B.

23. Le **REPRESENTANT de l'ALLEMAGNE** félicite aussi les autorités suisses pour les facilités mises à la disposition des participants.

24. Sa délégation aimerait avoir par écrit la proposition des Pays-Bas avec la liste complète des pays bénéficiaires potentiels, à annexer au rapport après approbation. Il pense, en principe, que la classification adoptée par la Banque mondiale devrait être applicable aux banques régionales de développement (BAsD, BiAD et BAD), et que toute divergence éventuelle doit être expliquée et discutée.

T/FT

25. Le **REPRESENTANT** du **CANADA** déclare qu'après un examen approfondi, sa délégation est disposée à appuyer la proposition néerlandaise. Il pense également que le Nigeria doit être traité comme un pays B. Il rejette néanmoins la proposition formulée au paragraphe 8 d'ouvrir aux pays de la catégorie C l'accès aux ressources du FAT, puisqu'ils seraient déjà éligibles aux ressources de la BAD. En outre, s'agissant des pays de la catégorie B et du paragraphe 10, sa délégation aimerait avoir une définition de l'expression "substantial access".

26. Le **PRESIDENT** explique que la proposition concernant l'accès limité ouvert aux pays de la catégorie C n'est que la suite de la pratique antérieure. Il recommande de surseoir à de plus amples discussions du paragraphe 10, en attendant le débat du paragraphe 10 qui traite du Nigeria.

27. Le **REPRESENTANT** de la **FRANCE** émet des réserves sur la manière dont le rapport a été écrit. Il regrette que contrairement à l'accord conclu à Copenhague, les Plénipotentiaires n'aient pas eu la possibilité de procéder à des vérifications et de proposer des amendements à la deuxième version du rapport avant la préparation de la troisième, qui est celle qui aurait dû être présentée à la présente réunion.

28. Le paragraphe en discussion va à l'encontre du principe arrêté, aux termes duquel toutes les propositions auraient dû être incorporées au projet, à l'exclusion de celles qui n'avaient pas fait l'objet d'un consensus parmi les Plénipotentiaires. Autant qu'il se le rappelle, tous les Plénipotentiaires ont appuyé la classification en trois catégories, spécialement la catégorie exclusivement FAD. Toutefois, quelques divergences ont persisté sur la composition des différentes catégories. Il rappelle que son pays est pour l'adoption de la classification de l'AID, qui n'affecterait que trois pays exclusivement AID : l'Angola, le Lesotho et le Cap Vert. Le PNB par habitant proposé par la Direction est une mise à jour de la division instaurée dans le contexte du FAD-VI. La position de l'Algérie est à examiner après une analyse de l'impact de sa récente dévaluation monétaire.

29. Enfin, il appuie la proposition du Président visant la nomination d'un comité de rédaction des Plénipotentiaires pour mettre le rapport au point.

T/FT

30. Le **PRESIDENT** explique que la procédure arrêtée à Copenhague s'est avérée inapplicable pour bon nombre de pays, qui n'ont pas envoyé leurs commentaires écrits dans le délai des 14 jours. On a donc décidé d'incorporer tous les commentaires dans un seul texte. Ensuite, si les amendements de forme peuvent être traités à travers des consultations bilatérales, ceux qui ont trait aux politiques doivent être approuvés par consensus en plénière. C'est pourquoi il a demandé au représentant des Etats Unis d'introduire ses idées sous forme de texte, mais non pour qu'il en soit débattu séance tenante. Il convient qu'une fois approuvé, après règlement des cas tangents, la proposition néerlandaise pourra être annexée au rapport.

31. Le **REPRESENTANT de la BELGIQUE** exprime son appréciation pour l'hospitalité du pays d'accueil.

32. Sa délégation n'est pas non plus satisfaite du projet de rapport, notamment en ce qui concerne la classification des pays. Il ne peut souscrire à la proposition contenue dans le paragraphe 8 sur l'ouverture des ressources du FAT aux pays de la catégorie C, ni à celle du paragraphe 9 visant à permettre aux pays de la catégorie C jugés solvables de recevoir des ressources mixtes.

33. Comme les précédents orateurs, il est en faveur de la classification en trois catégories adoptée par l'AID, à savoir une catégorie A exclusivement FAD, une catégorie B mixte, et une catégorie C exclusivement BAD. Il retient aussi que les implications de la classification doivent être précisées, et que la liste des pays récipiendaires doit être annexée au rapport. Sa délégation trouve intéressants certains éléments de la proposition néerlandaise, et elle les étudiera attentivement.

34. Le **REPRESENTANT du ROYAUME UNI** fait siens les points de vue des précédents orateurs, spécialement ceux qui ont trait à l'opportunité de l'adoption du système de classification de l'AID. Il est préférable d'avoir un système qui identifie clairement les pays récipiendaires exclusivement FAD, mixtes et exclusivement Banque, plutôt que les anciennes dispositions qui s'appuyaient uniquement sur les seuils du PNB. Mais la Direction devra fournir un tableau spécifiant son entendement de ce que seront les trois catégories, pour permettre aux Plénipotentiaires de réagir sur les propositions néerlandaises,

T/FT

notamment la composition de la catégorie mixte et le nombre des pays appartenant à cette catégorie. La Direction devra aussi examiner si la proportion des ressources à affecter aux pays de la catégorie C devra être augmentée ou réduite. En outre, il demande des éclaircissements sur les propositions au sujet de la péréquation entre pays.

35. Le **REPRESENTANT des ETATS UNIS d'AMERIQUE** déclare que sa délégation apprécie l'hospitalité des autorités suisses et les dispositions prises par la Direction pour la tenue de la réunion.

36. Etant donné la complexité des débats et la volonté des Plénipotentiaires de parvenir à une conclusion aussi rapide que possible des négociations sur la reconstitution, il exhorte les Administrateurs présents à se mêler aux différentes délégations pour aider à trouver une solution aux problèmes en discussion.

37. Sa délégation partage les points de vue émis par les Pays-Bas, et il fait sienne l'opinion des précédents orateurs, notamment au sujet des petits pays insulaires, et de la restriction du FAT aux pays ayant le plus faible revenu, en raison des contraintes de ressources. Il continue à croire fermement que l'affectation de 10 % au FAT est trop élevée et devrait être réduite à 5 %. Les discussions qui précèdent dépendent de la taille de la reconstitution. Il estime que des indications sur ce point doivent être données avant la fin de la présente réunion.

38. Il demande que le paragraphe 14 soit reformulé de manière à ouvrir les ressources du FAD-VII au Nigeria s'il remplit le critère de la performance.

39. Enfin, il fait observer que par le passé, il a été ardu de saisir les débats dans leur complexité, que le secrétariat a fait un travail remarquable en reflétant les vues des différentes délégations, et que le texte soumis aux Plénipotentiaires est une base utile pour la poursuite des délibérations.

40. Le **PRESIDENT** se demande si la Direction peut faire traduire rapidement le texte néerlandais sur l'éligibilité des pays en une liste des trois différentes catégories de pays récipiendaires.

T/FT

41. Le **REPRESENTANT de l'ALLEMAGNE** est préoccupé par le fait que le projet de rapport ne reflète que les commentaires soumis par écrit après la réunion de Copenhague, et laisse de côté les commentaires oraux faits par sa délégation tant à cette réunion qu'à la précédente, tenue à Ouagadougou.

42. Le **PRESIDENT** donne l'assurance au dernier orateur que c'est cette même préoccupation qui l'a amené à proposer comme nécessaire la proposition fastidieuse de l'examen du projet de rapport paragraphe par paragraphe.

43. **M. RWE GASIRA (BAD)**, faisant écho aux explications du Président, déclare qu'il avait déjà pris les dispositions pour l'expédition par DHL du premier projet révisé quand des commentaires plus détaillés ont commencé à arriver de plusieurs capitales. Il a donc été convenu, après consultation avec le Coordinateur et ses collègues, que les commentaires arrivés en retard seraient incorporés au texte afin de garantir un travail complet et satisfaisant.

44. Le **REPRESENTANT de l'AUTRICHE** est en faveur d'une classification plus simple, et s'oppose également à l'octroi des ressources du FAT aux pays de la catégorie C.

45. Le **REPRESENTANT de la FINLANDE** joint sa voix à celle des autres délégations pour exprimer sa gratitude aux autorités suisses sur la qualité de leur accueil. Il fait également sienne la conclusion du Président sur la proposition néerlandaise. Toutefois, au cas où la proposition affecterait les pays du PSA ou entraînerait des chevauchements, une mention spéciale devra y être faite dans le rapport.

46. Le libellé du paragraphe 10 traitant du panachage est ouvert à différentes interprétations, et doit être étudié et défini plus tard par le Conseil d'administration. A cet égard, il convient avec le délégué autrichien que les ressources du FAT ne doivent pas être offertes aux pays de la catégorie C à moins d'être remboursables à 100 %.

47. Le **REPRESENTANT du JAPON** déclare qu'il apprécie les efforts déployés par la Direction pour mener à bien la tâche difficile de l'élaboration du projet de rapport.

T/FT

48. Il partage l'opinion que le terme "creditworthiness" (solvabilité) a besoin de clarification et qu'un système plus simple de classification est à mettre en place. Il apparaît que si le Cameroun, la Côte d'Ivoire et le Congo qui ont récemment dévalué leur monnaie sont classés dans la catégorie A, il y aura 37 pays dans cette catégorie, 6 dans la catégorie B et 9 dans la catégorie C, alors que la part réservée aux pays de la catégorie A est maintenue à 90 % dans le document. Il se pourrait donc qu'il faille revoir ce pourcentage.

49. Concernant les dernières lignes du paragraphe 7, il n'encouragerait pas des révisions fréquentes, car elles peuvent déstabiliser les affectations de ressources. Il propose de ce fait que les mots "en tant que de besoin" soient remplacés par "si nécessaire".

50. Le **REPRESENTANT de la SUISSE** aimerait savoir qui déterminera la reclassement des pays. Une option consiste dans l'application automatique des changements arrêtés par la Banque mondiale, mais les avantages ou les implications d'une telle décision doivent être analysés dans le sens de la programmation par pays. La proposition présentée par l'Allemagne à l'effet que les changements effectués par la Banque mondiale soient répercutés sur la BAD sauf s'il y a des différences valables et justifiables doit être explicitement prise en compte dans le texte.

51. Le **REPRESENTANT du PORTUGAL** félicite les autorités suisses et la BAD pour les excellentes dispositions prises pour la présente réunion.

52. Citant les paragraphes 12 et 13, il maintient l'appui de sa délégation à la décision prise à Copenhague d'affecter 22 % des ressources de la septième reconstitution du FAD aux prêts à l'appui des réformes et au FAT.

53. Le **REPRESENTANT de la NORVEGE** déclare qu'il appuie sans réserve la proposition néerlandaise, mais réitère pour la troisième fois sa demande à la Direction d'adopter une politique sur le panachage des ressources.

54. Le **PRESIDENT** retient que les Délégués conviennent que, sur la base de la proposition néerlandaise, la liste des pays selon les trois catégories sera examinée et jointe en annexe au rapport.

T/FT

55. Il rappelle sa suggestion de reporter au moment de la discussion du paragraphe 14 la réouverture des délibérations sur la déclaration entre crochets au paragraphe 10.

La réunion est suspendue à 11 heures 35 et reprise à 11 heures 50.

56. Le **PRESIDENT** fait observer que le paragraphe 11, bien qu'il ne concerne pas directement les pourcentages, fait néanmoins le lien avec la question précédemment évoquée par le Délégué néerlandais, à savoir que s'il y a lieu de poursuivre le débat sur la nouvelle classification et la distribution des ressources entre les catégories A et B respectivement à 90 % et 10 %, cette analyse pourra intervenir ultérieurement, lors de l'examen de la classification des pays.

57. Il ajoute qu'au paragraphe 12 de la version anglaise, ligne 2, la mention "PBL" est à supprimer du texte.

58. Le **REPRESENTANT de la FRANCE** fait observer que les versions française et anglaise s'écartent de plus en plus l'une de l'autre. La version anglaise parle de "PBL reflows", c'est-à-dire les remboursements des prêts à l'appui des réformes, alors que dans la version française, il s'agit des "montants des prêts à l'appui des réformes". Il suggère de parler des "montants remboursés" ou des "remboursements", comme c'est le cas dans l'anglais. Cependant, la suppression de "PBL", comme le Président l'a suggéré, impliquerait que la totalité des remboursements sera affectée aux prêts à l'appui des réformes. Il aimerait savoir si tel est le sens de la proposition de la Direction.

59. Le **Vice-Président LOUNES (BAD)**, au nom de la Direction, présente ses sincères remerciements aux autorités suisses pour la haute qualité de leur accueil. Il fait remarquer qu'une erreur s'est glissée dans la traduction de ce paragraphe, et que la version française doit se lire : "Les Etats participants sont convenus que [25][22,5] pour cent du montant de la septième reconstitution, majorés du montant du remboursement des prêts, seront consacrés..."

T/FT

60. Le **REPRESENTANT** de l'**ITALIE**, intervenant sur le paragraphe 11, suggère d'introduire la modification suivante : "80 % des ressources du FAD-VII seraient utilisés pour des prêts traditionnels destinés à des investissements spécifiques ; 95 % seraient attribués aux pays de la catégorie A et les 5 % restants aux pays de la catégorie B".

61. Au paragraphe 12, il propose la formulation suivante : "Les Etats participants sont convenus qu'un maximum de 20 pour cent des ressources provenant de la reconstitution du FAD" (anglais : up to 20 per cent of ADF replenishment resources"), et le maintien du texte initial en ce qui concerne les montants remboursés au titre des prêts à l'appui des réformes ("PBL reflows"). En effet, il ne peut accepter que tous les montants remboursés aillent aux prêts à l'appui des réformes.

62. Le **PRESIDENT** a le sentiment que les chiffres entre crochets constituent la principale pierre d'achoppement dans cette partie du rapport.

63. Le **REPRESENTANT** de l'**AUTRICHE** pense que ces chiffres sont trop limitatifs, qu'il faudrait favoriser les financements de projets, et que les prêts à l'appui des réformes devraient être réduits. Par ailleurs, il suggère de retenir le chiffre de 5 % au paragraphe 13. Il appuie l'argumentation du Délégué de l'Italie, et recommande de bien indiquer que les prêts-projets demeurent l'épine dorsale des activités de la Banque.

64. Il signale en outre que la suppression de "PBL" suggérée par le Coordinateur ne corrige pas une erreur de traduction, mais introduit une modification de fond. Ses autorités aimeraient voir imposer un plafond de 20 % si on inclut les montants remboursés au titre des prêts à l'appui des réformes. Sa délégation s'oppose donc formellement à la suppression de la référence aux prêts à l'appui des réformes. Si on exclut les montants remboursés, alors une partie de la phrase est à supprimer, et on peut dans ces conditions porter le pourcentage à 22,5 ou 25 %.

65. Le **PRESIDENT**, dans le contexte des chiffres relatifs aux prêts à l'appui des réformes, rappelle que les discussions précédentes ont fait ressortir les fonctions de tels prêts, et l'incorporation éventuelle d'un mécanisme du genre de la Cinquième dimension énoncée plus loin dans le texte.

T/FT

66. Le **REPRESENTANT** de la **BELGIQUE** appuie les points de vue de son collègue d'Italie, notamment en ce qui concerne le passage de 90 à 95 % des ressources allouées aux pays de la catégorie A, contre 5 % aux pays de la catégorie B, en raison de la diminution des pays appartenant à cette dernière catégorie, dans l'hypothèse d'une révision de ces catégories.

67. Il lui semble également qu'il faut limiter le pourcentage des prêts à l'appui des réformes à 20 %. Si l'on sait que son pays est favorable à une réduction de l'assistance technique de 10 % à 5 %, il suit que le pourcentage de 65 % ou 67,5 % repris au paragraphe 11 est à modifier en conséquence.

68. Le **PRESIDENT** pense qu'il serait utile, dans la mesure où les Plénipotentiaires parlent en chiffres, qu'ils en mentionnent systématiquement trois : les pourcentages à consacrer respectivement aux investissements (paragraphe 11), aux prêts à l'appui des réformes (paragraphe 12), et à l'assistance technique (paragraphe 13), qui doivent totaliser 100 % des ressources.

69. Le deuxième point à préciser concerne la répartition des ressources entre les deux catégories de pays, dans la proportion suggérée de 90 % contre 10 %.

70. Le **REPRESENTANT** de l'**ALLEMAGNE** estime que la cohérence commande de qualifier les chiffres du paragraphe 11 par la mention "au maximum" (up to), et ceux des paragraphes 12 et 13 par la mention "au moins". Quant aux chiffres spécifiques, il préfère laisser ouverte la question de savoir si 22,5 % pour les prêts à l'appui des réformes est le pourcentage approprié, ou s'il faut le revoir à la baisse, étant donné qu'il est exclu que ce montant soit supérieur.

71. Il réitère que le passage d'une catégorie à l'autre entraînera naturellement un rééquilibrage dans la répartition des ressources entre catégories.

T/FT

72. Ses autorités ont des problèmes d'interprétation au niveau des paragraphes 11 et 12. Le paragraphe 8 du rapport du FAD-VI était à cet égard plus clair, plus compréhensible et plus complet. Il recommande que l'on le reprenne, ce qui éliminera ipso facto le problème des montants remboursés au titre des prêts à l'appui des réformes. Le texte soumis est peut-être correct, mais difficile à comprendre.

73. Il fait remarquer que l'expression "prêts traditionnels destinés à des investissements spécifiques" fait référence à la période d'avant l'introduction des prêts à l'appui des réformes. Il pense qu'elle est devenue caduque.

74. Sur un plan plus général, il n'a pas vu dans tout le rapport une définition de ce qu'il faut entendre par "ressources du FAD-VII". Pour lui, une telle définition est nécessaire, et devrait englober aussi bien le produit de la reconstitution, des annulations de prêts et des remboursements.

75. **Le PRESIDENT** demandera à la Direction des éclaircissements sur le dernier point soulevé par le représentant de l'Allemagne.

76. **Le REPRESENTANT du JAPON** note une autre erreur de traduction dans les paragraphes 12 et 13. Ainsi dans le texte anglais lit-on "up to", mention inexistante dans le texte français, où il faudrait l'introduire en ajoutant "au maximum".

77. S'agissant des chiffres, il appuie ceux proposés par son collègue d'Italie, à savoir 80 % au paragraphe 11 et 20 % au paragraphe suivant, où il aurait d'ailleurs préféré lire 17,5 %. Néanmoins, sa délégation est prête à se rallier à un consensus s'établissant à 20 %, mais exclusif de la subvention des intérêts, car un mécanisme du genre de la Cinquième dimension concerne également le paragraphe 40 plus bas, à lire dans la même optique que les paragraphes 12 et 24. Il se réserve donc de revenir plus tard sur cet aspect.

78. Il propose d'introduire l'amendement suivant au texte "à part les remboursements", car pour lui l'expression "PBL reflows " ne veut rien dire et "reflows" veut tout dire. Enfin, au paragraphe 13, il importe de faire un choix entre 5 % et 10 %, mais si l'on retient le premier chiffre, il reste un excédent non alloué de ressources de 5 %, dont il demande la justification.

79. Le **PRESIDENT** rappelle que la totalité des ressources dont il est fait état aux paragraphes 11, 12 et 13 est répartie entre les investissements, les prêts à l'appui des réformes et l'assistance technique. Il faut donc, au nom de la cohérence, additionner soit 65 %, 25 % et 10 %, soit 67,5 %, 22,5 % et à nouveau 10 %. Quant aux remboursements, cet aspect est dépassé, car ce sont des montants qui sont réinjectés dans la capacité d'engagement du Fonds, et seront donc redistribués dans les limites des pourcentages prescrits.

80. Le **REPRESENTANT du ROYAUME UNI** annonce les chiffres suivants : 65 %, 25 % et 10 %. Il ajoute que le message primordial qui ressort de l'analyse faite par la Banque mondiale de l'ajustement structurel en Afrique, c'est que là où il y a un engagement ferme de la part des autorités des pays concernés, l'ajustement réussit, mais qu'il faudra encore déployer des efforts soutenus. D'où les chiffres annoncés ci-dessus. Mais il est prématuré de fixer les pourcentages de manière définitive avant que le volume global de la reconstitution ne soit connu.

81. Ses autorités pensent également que si le Fonds d'assistance technique est réellement utilisé pour améliorer la qualité des projets, on peut plaider pour l'affectation d'une proportion raisonnable de ressources en sa faveur. Tel est d'ailleurs l'un des messages du rapport Knox.

82. Le **REPRESENTANT de la SUISSE** note tout d'abord que la question des remboursements est très importante pour la capacité d'engagement. La meilleure manière de prendre cela en compte, c'est de fixer des pourcentages sur l'ensemble des ressources fraîches, majoré des remboursements, et non d'affecter les montants remboursés à des opérations spécifiques, ce qui voudrait dire plus de ressources pour les prêts que les pourcentages décrits ici. Il pense qu'il serait important d'avoir le tableau global des remboursements escomptés au cours de la période couverte par la reconstitution, pour pouvoir se faire une idée de l'ensemble des ressources du FAD.

83. En deuxième lieu, s'agissant du Fonds d'assistance technique, ses autorités sont opposées à la fixation de pourcentages, car cette pratique irait à l'encontre de l'élaboration d'une politique de risques par pays ainsi que d'une bonne programmation par pays sur la base de la performance, et favoriserait la création d'une série d'indicateurs qui pourraient friser

l'arbitraire, car ne correspondant pas à l'analyse spécifique qui serait effectuée pour chaque pays. Et il se pourrait qu'un programme de prêt établi à 25 % ou 20 % soit ou trop élevé ou trop bas, selon ce qui se produira dans les deux ou trois années à venir, au moment où l'objectif est de mieux cibler les financements.

84. Il pense que pour le programme de prêt, cela est inévitable, et que les deux pourcentages de 25 et 22,5 sont acceptables ; par contre, il ne croit pas qu'il faille restreindre les activités d'assistance technique à un certain pourcentage. De telles activités devront faire intrinsèquement partie des prêts-projets et des prêts d'ajustement structurel. Pour la mise en oeuvre de ces derniers, il faudra une contribution substantielle au profit des réformes institutionnelles. En un sens, il ne faut pas mettre les activités d'assistance technique en équation avec les dons et subventions ; c'est une portion de ces derniers qui servira à financer l'assistance technique, laquelle, pour sa part, peut l'être par le FAD, ou, pour les pays des catégories B et C, sur les ressources mises à disposition pour les prêts normaux. Le rapport devrait refléter cette caractéristique.

85. Le **REPRESENTANT du CANADA** est très sensible à la déclaration de son collègue suisse, et estime qu'à long terme, il faudra se départir de la pratique des pourcentages fixes pour davantage tabler sur les risques par pays et la programmation par pays. Mais pour pallier à l'absence d'une politique effective de risques par pays, et d'une programmation par pays, les orientations à l'étude sont nécessaires.

86. Il y a déjà quelque temps, les Plénipotentiaires avaient demandé un réexamen de l'assistance technique. A défaut d'un tel réexamen, ses autorités ne peuvent soutenir l'affectation d'un pourcentage supérieur à 5 % des ressources du FAD à l'assistance technique. Et dans la mesure où les activités de ce type sont liées à des prêts spécifiques ainsi qu'à des études de projets de développement débouchant sur des prêts, elles aimeraient que lesdites activités soient intégrées dans les projets, et payées sur les crédits octroyés pour ces projets. Il ne croit pas qu'il soit nécessaire que l'assistance technique soit toujours fournie à titre gracieux.

87. Quant au pourcentage des prêts à l'appui des réformes, s'il y avait un mécanisme du genre de la Cinquième dimension, sa délégation serait en faveur du niveau de 22,5 %. Sinon, elle plaide pour le pourcentage de 25 %. Il propose enfin, dans le souci qu'ont ses autorités

de voir institué un fonds pour la dette dans le contexte du FAD, pour venir en aide, si nécessaire, à la Banque, l'addition d'une phrase à la fin du paragraphe 12, et qui serait ainsi libellée : ["Finally, a portion of ADF resources replenishment could be used to deal with countries in protracted arrears at the African Development Bank"] "Enfin, une partie des ressources de la septième reconstitution pourrait servir à traiter le cas de pays sous arriérés chroniques vis-à-vis de la Banque".

88. **Le REPRESENTANT des ETATS UNIS d'AMERIQUE** rappelle qu'à la précédente réunion consultative, les Plénipotentiaires avaient opté pour 22,5 % à titre de compromis, - un compromis sans élégance - entre les propositions de 20 % et de 25 %. Sa délégation aurait préféré les 20 %, mais elle reste ouverte au pourcentage de 22,5 %. Lors de cette même réunion, il y avait eu des discussions animées au sujet de la référence aux textes du FMI et de la BIRD dans les documents du FAD. Dans le cadre du Programme spécial d'assistance pour l'Afrique (PSA), il y a eu des difficultés et même des litiges sur les décaissements, le FAD ayant effectué des décaissements là où, de l'avis des autres membres de la communauté des bailleurs de fonds, la base permettant de tels décaissements n'existait plus.

89. Il ajoute que sa délégation est en faveur de la poursuite des prêts à l'appui des réformes, et que cette bonne disposition sera néanmoins conditionnée par un consensus entre les différentes parties : le FMI, la BIRD et le Groupe de la Banque africaine de développement, conformément à l'intention exprimée par la Direction lors de la mise en place de ce programme.

90. S'agissant du paragraphe 22 et des remboursements, ses autorités auraient préféré que les remboursements ne soient pas mentionnés dans ce contexte. Il a cru comprendre que les remboursements se monteraient ici à 127 millions d'unités de compte sur trois ans, et là à 45 millions d'unités de compte. Il aimerait avoir des éclaircissements sur ces différents chiffres.

91. **Le Vice-Président LOUNES** annonce qu'il fera distribuer la copie d'un mémorandum envoyé à un Administrateur avec ampliation aux autres Administrateurs, où est évalué le montant des remboursements programmés pour les années 1994, 1995 et 1996, aussi bien pour la Banque que le Fonds.

92. Le **REPRESENTANT des ETATS UNIS d'AMERIQUE** est désireux de connaître dès à présent les montants, même approximatifs, des remboursements au FAD pour les trois années.

93. Le **Vice-président LOUNES** fait savoir que le document vient d'être envoyé à la photocopie, et qu'il préfère ne pas avancer des montants approximatifs.

94. Le **REPRESENTANT des ETATS UNIS d'AMERIQUE** suggère à nouveau de laisser de côté pour le moment la question des montants remboursés, car ils pourront être utilisés à d'autres fins ; s'il est constaté des contraintes juridiques s'opposant à l'utilisation des ressources du Fonds africain de développement, avec 127 millions de dollars sur trois ans, on pourrait envisager la possibilité de recourir à un mécanisme de gestion de la dette.

95. Il y a des références à l'incorporation d'une structure de subvention des intérêts dans les opérations. En fait, il n'existe pas de mécanisme de subvention des intérêts dans les opérations, ni dans le présent document, ni nulle part ailleurs. Ce que l'on a appelé, à tort, Cinquième dimension, dans le document à l'étude, est quelque chose d'autre. En fait, ce dont il s'agit quand on parle des 20 % ou des 22,5 % des prêts à l'appui des réformes dans le contexte d'un programme d'ajustement structurel pour lequel un pays récipiendaire a un programme d'ajustement structurel, est une facilité dont le pays concerné peut faire usage pour honorer les obligations de sa dette, particulièrement envers la Banque africaine de développement.

96. Enfin, il convient de noter que les Etats Unis ne sont pas opposés à l'assistance technique. Pour ses autorités, l'assistance technique est une composante essentielle du développement ; elles l'appuient activement, particulièrement dans le contexte des projets. Mais ce à quoi son pays s'oppose, c'est que le concept de l'assistance technique soit abusivement étendu à des éléments qui lui sont étrangers, tels que le financement des coûts récurrents des projets. Or, il s'est avéré que 50 % des montants décaissés prétendument au titre de l'assistance technique n'auraient pas dû l'être.

97. Pour sa délégation, 5 % est un chiffre fort convenable. La différence de 5 % mentionnée par le représentant du Japon pourra alors être affectée au financement des activités normales du FAD.

98. Le Vice-Président LOUNES (BAD) signale que les montants remboursés ne font pas juridiquement partie des ressources du Fonds. Pour en revenir aux chiffres auxquels il a été fait allusion ci-dessus, selon les estimations de la Direction, les montants remboursés plus les charges du FAD pour la période 1994 à 1996 s'élèveraient à environ 188 millions d'UC. Mais si l'on tient compte de l'expérience passée, à savoir les arriérés, cette estimation descend à 135 millions d'unités de compte.

99. Le REPRESENTANT de la SUISSE aimerait savoir s'il est possible d'avoir des projections pour les années postérieures à la période triennale.

100. Le REPRESENTANT de l'ESPAGNE annonce comme chiffres 67,5 % pour les prêts traditionnels, 22,5 % pour les prêts à l'appui des réformes, et 10 % pour l'assistance technique.

101. Le REPRESENTANT de la FINLANDE, appuyant son collègue d'Allemagne, propose que le montant alloué aux prêts traditionnels soit modifié par la mention "au moins", et ceux des prêts à l'appui des réformes ainsi que de l'assistance technique soient des montants maximaux. Il est tout aussi favorable à l'introduction de la flexibilité demandée par le même Plénipotentiaire.

102. Quant à la distribution des montants, il rejoint les pourcentages proposés par l'Espagne. S'agissant de l'assistance technique, il aimerait néanmoins ajouter que l'allocation devrait être conforme au contenu du paragraphe 41 relatif à la destination de cette composante.

103. Enfin, il fait sienne l'addition apportée par le délégué du Canada au paragraphe 12.

104. Le REPRESENTANT de la FRANCE, à la suite du représentant de l'Allemagne ainsi que du Président, pense qu'une bonne définition des ressources du FAD s'impose. A son avis, il faudrait plutôt considérer la capacité d'engagement du FAD, et donc favoriser cette notion ("commitment authority") par rapport à la notion de "ressources du FAD-VII" ou à celle de "ressources de la reconstitution du FAD-VII". La capacité d'engagement comporte en effet beaucoup d'éléments, dont certains n'ont pas été évoqués ici, entre autres les intérêts sur les prêts et les placements, ainsi que les déductions au titre de la participation

du FAD aux frais administratifs du Groupe de la Banque. Cette définition devra être suivie de l'adoption, dans tout le corps du texte, du terme consacré.

105. Le Japon a déjà soulevé le manque de cohérence entre les versions anglaise et française, en attirant l'attention sur les expressions "up to" présents en anglais, et qui n'ont pas leur équivalent dans le français. Ses autorités sont plutôt favorables au texte français, les montants cités étant à comprendre comme des cibles, et non des limites absolues.

106. S'agissant du paragraphe 12, il épouse la position de la délégation américaine, qui en appelle à une plus grande coordination des décaissements dans le contexte du PSA.

107. Quant aux montants remboursés, il estime que leur utilisation sera largement liée au type de décisions qui seront prises sur la Cinquième dimension, et qu'il faut donc attendre. Il remercie la Direction pour les deux chiffres avancés, et demande au Vice-Président Lounès la justification de l'optimisme de ses prévisions, qui sont passées d'un taux de recouvrement des créances de 2/5 à 3/4.

108. Concernant les chiffres précis, il s'aligne sur les propositions de la Suisse et du Canada, et reconnaît qu'il est regrettable qu'il faille poser des bornes. Mais c'est l'absence d'une politique de risques et d'une politique d'engagement dignes de ces noms qui oblige à de telles mesures. Il propose donc 70 %, 25 % et 5 %, hors remboursements, dans l'hypothèse où les remboursements seraient affectés à un mécanisme du genre de la Cinquième dimension.

109. S'agissant du Fonds d'assistance technique, sa délégation est, comme les autres, favorable aux opérations d'assistance technique, d'où son insatisfaction au sujet de l'utilisation qui a été faite des ressources d'assistance technique du FAD. A titre d'illustration, il fait observer que depuis 1987, la moitié des études financées par le FAT sont restées sans suite. Par ailleurs, le taux cumulé des décaissements de projets d'assistance technique au titre du FAD-V et du FAD-VI n'a été que de 28 %, ce qui est signalétique d'un dysfonctionnement sérieux.

T/FT

110. Enfin, au paragraphe 12, il propose de supprimer du texte français le passage "notamment celles qui ont trait au", la dernière phrase de ce paragraphe se terminant donc ainsi : "... ses opérations à l'appui des réformes, dans le cadre du Programme spécial d'assistance pour l'Afrique". Dans le texte anglais, il suffirait de supprimer les deux mots "and particularly".

111. **Le REPRESENTANT de la SUEDE** a plaisir à remercier les autorités suisses pour la qualité de leur accueil et des dispositions prises pour encadrer cette réunion. A son avis, la proposition faite par la Suède lors des réunions précédentes, à savoir une affectation de 10 % des ressources à l'assistance technique, est justifiée. Sa délégation la maintient donc.

112. **Le REPRESENTANT de la NORVEGE** signale que ses autorités sont en faveur d'une attitude de souplesse vis-à-vis des chiffres indiqués dans le document ; il propose néanmoins la répartition suivante : 75 %, 20 % et 5 %. Il estime que les délégations qui ont proposé une augmentation du pourcentage à affecter aux investissements ont des raisons valables pour le faire, mais il faut en même temps tenir compte des faiblesses que l'on peut constater dans les opérations de la Banque, faiblesses débattues dans le rapport Knox. Or ces lacunes ont leur impact sur la qualité des investissements. Il hésiterait donc à trop accroître le volume des ressources à consacrer aux prêts-projets.

113. Au stade actuel, on peut valablement maintenir un niveau substantiel pour les prêts à l'appui des réformes. Sa délégation s'oppose à l'addition proposée par le Canada au paragraphe 12. Cependant, les résultats recherchés par le Canada peuvent être obtenus par l'affectation d'un niveau adéquat de ressources aux prêts à l'appui des réformes.

114. Quant à l'assistance technique, le point de vue de ses autorités est qu'il a été manifesté suffisamment de scepticisme autour de cette table, et que le consensus sur le volume de l'assistance technique permettra de réduire ce scepticisme. Il ajoute que l'assistance technique bénéficie aussi de concours bilatéraux ou de cofinancements. Une réduction et une évaluation de l'assistance technique fournie dans le cadre du FAD s'imposent.

T/FT

115. Le **REPRESENTANT de l'ALLEMAGNE** fait remarquer que selon l'interprétation anglaise de l'intervention du Vice-Président Lounès, celui-ci aurait déclaré que les remboursements ne font pas partie des ressources du Fonds, c'est-à-dire, pour lui, du FAD-VII. Il aimerait connaître la justification juridique de ce point de vue, car la position de sa délégation est tout à l'opposé. Il cite à cet égard le chapitre III, article 4 de l'Accord portant création du Fonds qui dispose que :

"Les ressources du Fonds sont constituées par :

- i) les souscriptions de la Banque ;
- ii) les souscriptions des Etats participants ;
- iii) toutes autres ressources obtenues par le Fonds ;
- iv) les sommes résultant d'opérations du Fonds ou revenant au Fonds à d'autres titres."

116. Il invoque en outre l'Article 7, paragraphe 1 où on peut lire ceci : "A tout moment où il juge opportun de le faire, compte tenu du calendrier de paiement des souscriptions initiales des participants fondateurs et de ses propres opérations et à des intervalles appropriés par la suite, ... le Fonds ... peut autoriser une majoration générale des souscriptions". Ce qui veut dire que les souscriptions ont été majorées si on parle traditionnellement des reconstitutions successives allant du FAD-I au FAD-VI, et que la disponibilité des fonds à un moment donné concerne toutes les ressources disponibles à ce moment.

117. Le **Vice-Président LOUNES** estime que le délégué de la France a donné la réponse correcte à cette préoccupation, en établissant la distinction entre capacité d'engagement et souscriptions additionnelles. Il souhaite que la parole soit donnée aux juristes sur ce point.

T/FT

118. Le **REPRESENTANT de l'ALLEMAGNE** est d'avis que par rapport à l'AID, les remboursements du FAD ont une moindre importance quantitative du fait de la relative jeunesse du FAD et de la période de grâce de dix ans dont les prêts sont assortis. Le point de vue juridique excepté, il ne voit pas pourquoi il ne faudrait pas tenir compte de ces remboursements dans l'exercice de la reconstitution, comme c'est le cas à l'AID.

119. **M. EL OBEID** explique que les ressources du Fonds telles qu'énumérées à l'article 4 de l'Accord portant création du Fonds constituent le pool des ressources disponibles pour engagement à tout moment. D'un autre côté, l'article 7 définit les souscriptions additionnelles mobilisées à la faveur d'une reconstitution. Pour leur part, les remboursements appartiennent à la capacité d'engagement.

120. Le **REPRESENTANT de l'ITALIE** voudrait apporter un correctif à son intervention précédente et s'excuser auprès de son collègue japonais. Il est important de tenir compte de l'assistance technique. Pour lui, le plafond de l'assistance technique serait de 5 %, et les prêts-projets se verraient allouer 75 % des ressources, et non 80 %.

121. Au paragraphe 13, troisième ligne, il suggère de supprimer les mots "sauf dans le cas des pays de la catégorie C". Le paragraphe se lirait donc ainsi : "State Participants agreed that ... technical assistance activities which will consist of grant funds allocated only to the countries in category A after approval of the Board of Executive Directors" - "Les Etats participants sont convenus que ... aux activités d'assistance technique qui seront financées à titre de don uniquement pour les pays de la catégorie A après approbation par le Conseil d'administration."

122. Il reconnaît avec le Président qu'un tableau clair des composantes du FAD est nécessaire : reconstitution, remboursements, annulations, profits nets de trésorerie, qui sont les ressources communes du Fonds. Mais l'addition canadienne proposée au paragraphe 12 soulève un autre problème, à savoir l'utilisation du Fonds spécial, qui au demeurant ne rallie pas tous les suffrages, et s'ajouterait, si néanmoins il voyait le jour, aux ressources communes. Enfin, il accepte que le volume total des ressources soit considéré, ainsi que l'a dit le délégué de la France, comme la capacité d'engagement du Fonds, tout en refusant un amalgame dans la destination des ressources.

T/FT

123. Le **REPRESENTANT des PAYS-BAS** annonce les pourcentages suivants : 67,5 %, 22,5 % et 10 %. Concernant la deuxième ligne du paragraphe 12 sur les montants remboursés au titre des prêts à l'appui des réformes, sa délégation réserve sa position, en attendant des éclaircissements sur la nature juridique des montants remboursés et sur la composante prêts à l'appui des réformes dans le total des ressources.

124. Il appuie les délégations canadienne et américaine sur la nécessité de l'addition d'une phrase concernant la mise en place d'un mécanisme de gestion de la dette, car il importe de créer un filet de sécurité sous la Banque, faute de quoi il se pourrait qu'une demande de ressources soit formulée à cette fin dès après la reconstitution, ce qu'il faut éviter à tout prix.

125. Le **REPRESENTANT du JAPON** est vivement opposé à l'addition proposée par le Canada sur le Fonds spécial, car juridiquement, l'idée d'un fonds spécial n'est pas claire, ni techniquement, ni financièrement. Du reste, il n'y a pas de consensus sur cette question. A son avis, il faut, au stade actuel des débats, éviter d'en parler. Au contraire, la proposition relative à la Cinquième dimension mérite que les Plénipotentiaires s'y arrêtent. Sa délégation se réserve de faire ses commentaires sur cet aspect au moment de l'étude du paragraphe 40.

126. Le **REPRESENTANT de la BELGIQUE** a les réserves les plus sérieuses à l'égard d'une addition au paragraphe 12 telle que celle qui serait proposée par le Canada, pour les raisons que vient d'évoquer le Japon.

127. Le **REPRESENTANT de la SUEDE**, commentant l'intervention de son collègue de Norvège, déclare que le fait que le FAD compte sur les aides bilatérales pour financer l'assistance technique est une raison qui milite pour, et non contre une affectation adéquate de ressources. Il faut que la Banque s'approprie l'assistance technique pour garantir une haute qualité à ses investissements. En deuxième lieu, s'agissant de la proposition canadienne d'une addition au paragraphe 12, la Suède n'a pas encore pris une position ferme, mais elle n'est pas pour l'heure opposée à cette addition.

128. Le **REPRESENTANT de la FRANCE** est en complet accord avec ses collègues italien, belge et japonais qui se sont exprimés sur le Fonds spécial. Les problèmes techniques, politiques et d'opportunité ne sont pas encore réglés, et le sujet n'est pas mûr pour le moment. Toute insistance risquerait de nuire à une conclusion rapide du FAD-VII,

ce qui serait regrettable. Il suggère que ceux des pays qui sont intéressés à la mise en place d'un mécanisme de gestion de la dette s'entendent entre eux pour en établir un, non auprès du Fonds, mais de la Banque, pour éviter les contraintes que pose l'Accord portant création du Fonds.

129. Le **REPRESENTANT des ETATS UNIS d'AMERIQUE** appuie fermement la proposition canadienne, pour toutes les raisons présentées par les Pays-Bas. Il ne néglige pas cependant ce qu'il y a de fondé dans les interventions des opposants. De toutes les propositions que les Etats-Unis ont appuyées, c'est peut-être du point de vue professionnel celle qui leur plaît le moins. Néanmoins, ses autorités considèrent qu'il est prudent, nécessaire, et peut-être urgent de tendre un filet de sécurité visible sous la Banque au moment où des efforts de réforme sont en cours avec les collègues africains. Que ce Fonds spécial soit mentionné ou non dans le rapport n'est pas l'essentiel. Il est tout à fait possible de ne pas en parler du tout, et de demander aux Gouverneurs de la Banque et du Fonds de fixer cet arrangement. Au rebours de son collègue français, il pense que cela concerne effectivement les Gouverneurs des deux institutions.

130. Le **PRESIDENT** remercie le représentant des Etats Unis pour cette contribution constructive, qui reconnaît que le Groupe de la Banque est confronté à quelques problèmes, d'une part, et d'autre part qu'il faut trouver des solutions à ces problèmes sans bloquer les présentes négociations.

131. Le **REPRESENTANT de l'ALLEMAGNE** remercie lui aussi le représentant des Etats Unis d'avoir offert la voie du silence sur le mécanisme de gestion de la dette. Il réitère la position qu'il avait déjà exprimée à Ouagadougou et à Copenhague, à savoir que les prêts à l'appui des réformes peuvent être utilisés à pratiquement toutes les fins, et retient que cette question peut être omise du présent document.

132. Le **PRESIDENT**, faisant la synthèse des délibérations, relève qu'elles ont permis de mieux définir la tâche des Plénipotentiaires. Il considère que les pourcentages annoncés visent à guider la Direction dans la répartition des fonds disponibles au titre du FAD-VII. Il sera utile, si l'on veut traiter correctement la question des remboursements, de se prononcer sur la totalité de la capacité d'engagement du Fonds.

T/FT

133. S'agissant de l'assistance technique, la première partie du paragraphe 13, qui concerne son volume, a été étudiée, certains Plénipotentiaires faisant la différence entre l'assistance technique stricto sensu et l'assistance technique au sens large, remboursable, et intégrée dans les investissements ordinaires.

134. Il estime qu'il faut maintenant un bref document sur une définition consensuelle des ressources relevant de la capacité d'engagement du Fonds.

135. Quant à la deuxième partie du paragraphe 13, lors de la discussion du paragraphe 8, certains Plénipotentiaires ont déclaré qu'il ne fallait pas maintenir l'éligibilité des pays de la catégorie C. Il ne semble pas qu'il y ait eu d'opposition à ce sujet.

136. Le paragraphe 14 pourrait, selon lui, être abordé lors de l'examen de la proposition néerlandaise, car le Nigeria pose un problème de classification. Le texte français de cette proposition s'étant pas encore disponible, il suggère que le sujet soit renvoyé au lendemain.

137. **Le REPRESENTANT de la FRANCE** précise que quand les Plénipotentiaires disent que les chiffres annoncés devraient servir de guide à la Direction pour la répartition des ressources, il faut entendre par là qu'elle doit s'en servir pour préparer les projets et les présenter à l'approbation du Conseil. S'agissant des montants remboursés au titre des prêts à l'appui des réformes, de tels remboursements ne seraient pas significatifs pendant la période du FAD-VII, vu la date d'entrée en vigueur de ces prêts.

138. Il demande à nouveau au Vice-Président Lounès les raisons qui fondent son optimisme concernant l'augmentation du taux de remboursement pendant la période du FAD-VII.

139. **Le Vice-Président LOUNES** explique, en réponse, que l'amélioration des remboursements escomptée tient à l'application de la nouvelle politique de sanctions. La Direction s'attend à ce que les arriérés sur le remboursement du principal s'établissent à environ 50 % par rapport à 1993. Quant aux remboursements sur les intérêts, après provision, on estime qu'environ 26 millions d'unités de compte seront recouvrés pour les années 1994-1996.

La séance est suspendue à 13 h.5 et reprise à 15 h.15

140. Le **REPRESENTANT** des **ETATS UNIS** mentionne qu'une délégation a déclaré que si un mécanisme de gestion de la dette était mis en place, elle ne participerait pas à la reconstitution des ressources du FAD-VII. Un ultimatum appelant un ultimatum, une autre délégation a déclaré qu'elle ne participerait pas à cette reconstitution si un tel mécanisme n'était pas établi. Il suggère donc que cette question soit laissée à la discrétion d'une autre instance, en l'occurrence les Conseils des Gouverneurs.

### **CHAPITRE C: CRITERES DE REPARTITION ENTRE LES PAYS ELIGIBLES**

141. Le **REPRESENTANT** de la **FRANCE**, citant les paragraphes 15 à 17, rappelle le point de vue général exprimé à la précédente réunion, à savoir que le système de répartition des ressources sur la base de la performance avait été trop complexe pour bien fonctionner. Il pense que du point de vue de la transparence, le nouveau texte pourrait apporter quelques petites améliorations. L'évaluation de la performance devrait s'appuyer, par exemple, sur des critères et analyses inattaquables, en tenant compte de toutes les études disponibles faites par les autres institutions qualifiées, spécialement la Banque mondiale et le FMI. Il suggère par conséquent l'incorporation des mots "spécialement celles des autres organisations internationales qualifiées telles que la Banque mondiale et le FMI" après le mot "analyses" à la dernière ligne du corps du paragraphe 15.

142. En deuxième lieu, bien que le travail de base doive être exécuté par la Direction, il restera nécessaire de préciser qui fera quoi, car le Conseil d'administration est chargé de l'approbation ou de la modification des propositions de la Direction. Il semble y avoir une légère contradiction entre les paragraphes 17 et 18, qui doivent se lire ensemble. Alors que la paragraphe 17 dit que la performance de chaque pays sera évaluée annuellement par la Direction du Fonds, le paragraphe 18 demande à celle-ci de soumettre des propositions au Conseil d'administration sur la classification et éventuellement la reclassification des pays.

143. Le paragraphe 17 doit être harmonisé avec le paragraphe 18. En outre, l'expression "portefeuille de chaque pays" à l'alinéa 18(iv) est à développer dans le texte français pour qu'il soit clairement entendu que la performance dans ce contexte a trait aux prêts du Groupe dans chaque pays.

T/FT

144. Le **REPRESENTANT** de la **FINLANDE**, se référant au même paragraphe 17, aimerait savoir si la phrase "Le coefficient de pondération qu'il conviendra d'accorder à ces cinq mesures continuera d'être évalué en fonction d'éléments précis tels que les critères ci-après, et les résultats seront régulièrement communiqués au Conseil d'administration" vise l'évaluation des "mesures" et non les résultats de l'évaluation elle-même telle que mentionnés au paragraphe 18. Il suggère en outre de remplacer, dans la deuxième phrase du paragraphe 15, l'expression "pauvreté relative" par "réduction de la pauvreté", ce qui donnera une tournure plus positive à l'affirmation.

145. Le **REPRESENTANT** de l'**ALLEMAGNE** appuie les propositions de son collègue français relatives aux paragraphes 17 and 18. Il suggère d'amender comme suit le titre de l'alinéa iii) : "Durabilité pour l'environnement et autres domaines". Il pense également que dans le texte anglais, le mot "would" devrait céder la place à "will", qu'au lieu de "en pratique", dans la dernière phrase de l'alinéa 17 v), il faudrait plutôt lire "de plus", et qu'enfin "annuellement" devrait remplacer "périodiquement".

146. Le **PRESIDENT** demande au groupe de rédaction d'examiner les suggestions qui précèdent pour assurer au texte harmonie et cohérence.

147. Le **REPRESENTANT** du **ROYAUME UNI**, citant l'alinéa 17 iv) qui traite des critères d'évaluation du portefeuille, fait observer que le Rapport Knox indique clairement que le manque d'informations satisfaisantes a empêché le Groupe de travail sur la qualité des projets d'analyser la situation du portefeuille. Il serait heureux d'entendre les commentaires de la Direction sur la manière dont ce problème particulier sera résolu dans le cadre du FAD-VII. S'agissant du paragraphe 18, il reconnaît avec la délégation française qu'il y a lieu de mettre en question quelques unes des décisions prises après un long débat sur le processus de la répartition des ressources au cours des négociations du FAD-VI. Il concède que c'est un nouveau système, et que tout bien pesé, la Direction ne s'en est pas trop mal tirée, bien qu'il se pourrait qu'elle ait été plus généreuse que les autres institutions dans son évaluation de la bonne performance. Néanmoins, il est important que le processus relève de la Direction, à charge à elle de porter les résultats de manière claire et transparente au Conseil pour que les Administrateurs puissent formuler leurs commentaires. La responsabilité

première doit revenir à la Direction, plutôt que de laisser la décision au Conseil comme l'implique le paragraphe 18, car cela pourrait entraîner une trop grande politisation du processus.

148. Le **REPRESENTANT de l'ITALIE** appuie la proposition de la délégation française. Il considère que le programme de chaque pays sera évalué annuellement par la Direction du Fonds conformément à la pratique du FMI et de la Banque mondiale, et que des propositions seront soumises au Conseil pour approbation. Comme la décision concernant l'accès aux ressources sera prise par le Conseil d'administration et non par la Direction, le paragraphe 17 doit être amendé pour qu'il y soit bien clair que les résultats de son évaluation seront régulièrement évalués par, et non simplement "communiqués" au Conseil d'administration.

149. Le **REPRESENTANT des PAYS-BAS** déclare qu'au départ il partageait l'avis du représentant de la France sur l'harmonisation des paragraphes 17 et 18 ; mais après avoir écouté avec attention les arguments du Royaume Uni, il pense que la tâche devra être confiée au groupe de rédaction. Par ailleurs, il appuie sans réserve la suggestion de son collègue allemand concernant "l'attachement à une bonne gestion de la chose publique" à l'alinéa 17 v). Il se pose toutefois des questions sur la phrase entre crochets à la fin de l'alinéa 17 iv).

Le **PRESIDENT** du **FONDS** prend à ce moment son siège à la table de présidence.

150. Le **REPRESENTANT des ETATS UNIS d'AMERIQUE** appuie l'intervention d'ouverture de son collègue français sur la question de la performance par pays. Il fait observer que quelques uns des jugements émis sur la reconstitution du FAD-VI n'avaient pas reçu le soutien unanime des observateurs de son pays. Il pose maintenant la question en vue de garantir un large consensus. Malgré le sentiment général de rayer certains pays de la liste du PSA, il a été difficile de le faire dans la pratique. Il avait pensé que le plan de la Banque était fondamentalement sain, puisqu'il comprenait un programme de base pour les pays non performants, une affectation indicative et une prime pour les pays ayant une bonne performance. Il se pourrait que l'affectation indicative soit la même que le programme de base, c'est-à-dire 20 %. A l'aide d'un bon programme d'ajustement, un pays peut s'en sortir aisément avec son affectation indicative normale, alors qu'un pays ayant une performance exceptionnelle préférera probablement le plus élevé des deux chiffres relativement à la prime. Sa délégation pourrait accepter qu'un tel pays monte jusqu'à 50 %, mais sa disposition à le

faire s'appuiera sur un processus et un programme plus contrôlables. En d'autres termes, un pays récipiendaire doit démontrer qu'il est fermement déterminé à aller au-delà de l'affectation indicative.

151. Il convient avec son collègue du Royaume Uni que le système devra être transparent et éviter toute politisation. Précisément pour la même considération, l'affectation doit être approuvée par le Conseil ; il serait utile d'informer le Conseil et de lui donner l'occasion de débattre de la classification des pays.

152. Il renvoie à la précédente discussion concernant le succès d'une agence de développement relativement à l'utilisation d'un pied carré par facteur de population comme indicateur du taux de mortalité en plus de l'indicateur normal. A première vue, le concept peut paraître étrange, mais si on le creuse davantage, il devient tout à fait convaincant intellectuellement, en ce sens que la mortalité infantile par population au pied carré a un effet inhabituel dans l'attraction de l'argent là où il y aurait des résistances à investir. Sa délégation s'est fait le défenseur du système auprès de la Banque, et dans la mesure où il est utile, il est tout à fait désireux de continuer dans ce sens.

153. Le **PRESIDENT** accueille officiellement le Président de la Banque à la réunion. Il suggère de lui donner la parole dès la conclusion du point en discussion.

154. Le **REPRESENTANT de la FRANCE** indique que sa réaction sera inmanquablement ambivalente à la suggestion concernant le changement du mot "périodiquement" en "annuellement", au paragraphe 18. Il est d'accord tant qu'il s'agit d'exprimer la précision, mais moins dans la mesure où le tableau d'information en question devrait être soumis au Conseil non pas une fois l'an, mais chaque fois qu'un nouveau projet est présenté pour un pays donné, notamment si le projet est susceptible d'affecter l'allocation indicative existante. En outre, comme le tableau ne fera que mettre à jour des informations informatisées faciles à produire, il devrait être fourni à chaque réunion du Conseil pour permettre aux Administrateurs de surveiller de près l'utilisation et l'évolution des affectations indicatives par pays et celle de l'ensemble des affectations.

T/FT

155. Il partage la préoccupation de son collègue du Royaume Uni au sujet de la transparence des informations fournies au Conseil d'administration sur l'évaluation de la performance par pays et ainsi que ses craintes sur le risque de politisation du processus. Etant donné l'importance centrale qu'occupe la question pour la fixation du niveau de la reconstitution, elle mérite un examen minutieux. Se contenter de demander au Conseil de tout simplement prendre note de la décision de la Direction reviendra probablement à politiser le processus, dans la mesure où cela enlèvera au Conseil l'occasion d'avoir des discussions décisives sans être capable de protéger la Direction des pressions qu'exerceraient les Administrateurs intéressés. Sa préférence va donc à un système où la décision ultime reviendra au Conseil d'administration du Fonds, dont les pouvoirs de vote sont différents de ceux du Conseil de la BAD, et au sujet desquels les appréhensions du Royaume Uni pourraient être moins sérieuses. Le problème revêt une importance capitale, eu égard à la recommandation du Rapport Knox sur les responsabilités et les rôles respectifs du Conseil et de la Direction.

156. **M. MERGHOUB (BAD)**, citant le paragraphe 18, déclare que l'objectif poursuivi a toujours été que l'affectation par pays devait être indicative, et qu'après l'évaluation de la performance, la Direction devait déterminer la répartition finale des ressources au pays concerné sur la base de certains critères qui ont été soulignés dans le rapport. Il semble donc contradictoire de discuter et d'approuver à l'avance les affectations en Conseil, tout en laissant à la Direction une certaine souplesse sur la base de la performance. Même dans le cas de la Banque mondiale, les discussions en Conseil se tiennent une fois par an au moment où la première opération d'un pays est présentée au Conseil ; le Conseil discute de la stratégie pour le pays, mais n'approuve pas l'évaluation de la performance. Le Conseil peut être d'accord ou non avec l'évaluation de la Direction, mais la discussion est ouverte, et l'évaluation aussi transparente que possible. Il convient aussi de mentionner que la cote de crédit des pays à la Banque mondiale n'est jamais évoquée devant le Conseil à cause des implications politiques.

157. Si pour la classification des pays emprunteurs il faut l'approbation du Conseil, l'évaluation relève du jugement de la Direction ; bien que le Conseil puisse ne pas avoir le même avis, et que la Direction doive tenir compte de ses commentaires, l'évaluation est revue une fois par an. C'est probablement la raison pour laquelle la délégation américaine a suggéré quelque chose de plus proche de la pratique de la Banque mondiale, à savoir

donner à la Direction suffisamment de latitude pour proposer un système de récompense à concurrence de 50 % de l'affectation indicative initiale. On a découvert dans le contexte de la reconstitution des ressources du FAD-VI qu'à la suite de l'affectation indicative de ressources aux pays, il est impossible de récompenser ceux qui ont une bonne performance, car cette récompense est pratiquement insignifiante, puisqu'elle n'est pas assez importante pour créer la juste motivation. En conséquence, il faut faire preuve de la plus grande prudence en matière de reclassification et de reclassification des pays. L'évaluation de la performance doit se faire dans la plus grande transparence bien sûr, il n'en reste pas moins que l'opération relève du jugement de la Direction, et que les décisions relatives à la classification et à la reclassification sont de la responsabilité du Conseil d'administration.

158. Le **REPRESENTANT de la SUEDE** fait remarquer que l'expression "droits de l'homme et droits politiques" mentionnée dans la deuxième phrase de l'alinéa 17 v) aurait dû être incorporée dans le critère énoncé dans la troisième phrase.

159. Le **PRESIDENT** rappelle que les paragraphes 16-18 ont déjà été examinés, et propose que tout autre amendement de formulation soit remis à plus tard. De plus, pour accélérer le déroulement des travaux, il propose comme membres du comité de rédaction les représentants des délégations suivantes : France, Canada et Pays-Bas.

Il en est ainsi décidé.

160. Le **PRESIDENT** exprime alors son plaisir de voir le Président de la Banque présent à la réunion. Il profite de l'occasion pour récapituler les discussions qui ont eu lieu plus tôt dans la matinée sur les préoccupations des membres non régionaux de l'OCDE comme l'indique la lettre que lui-même, en tant que Coordonnateur du FAD-VII, a adressée au Président du Conseil des Gouverneurs et au Président de la Banque le 15 avril 1994. Les Plénipotentiaires ont estimé qu'il était particulièrement souhaitable que le Président soit présent avant d'entamer les délibérations sur les questions qui ont un impact sur les aspects plus globaux du Groupe de la Banque. Le désir d'engager un échange de vues constructif avec les Présidents respectifs des Conseils des Gouverneurs et des Conseils d'administration ainsi que les Administrateurs présents et les membres régionaux, vient de l'invitation adressée par le Président aux Plénipotentiaires à lui donner des indications plus explicites sur

leurs préoccupations, qui pourraient entraver le progrès des négociations de la reconstitution des ressources du FAD-VII ou affecter le Groupe de la Banque dans son ensemble.

161. Après la Quatrième réunion consultative tenue à Copenhague, le groupe de l'OCDE a pris l'initiative de tenir une réunion informelle à Londres le 30 mars 1994, à la suite de laquelle il a été convenu que le Président des Conseils des Gouverneurs et le Président de la Banque devaient être informés en termes explicites des préoccupations essentielles du groupe. Ils reconnaissent que les types d'actions qu'ils attendent ne rentrent pas dans les attributions des Plénipotentiaires du FAD et que les problèmes soulevés exigent dialogue et coopération avec les autres partenaires et organes du Groupe de la Banque.

162. Une autre réunion informelle s'est tenue la veille, notamment sur les mesures nécessaires pour garantir le progrès des négociations sur la reconstitution des ressources du FAD-VII, le succès des prochaines Assemblées annuelles et celui des célébrations du 30ème anniversaire de la BAD à Nairobi, avec en toile de fond le Rapport Knox. Ils demandent en particulier le plan d'action de la Direction sur le suivi des recommandations formulées dans ce rapport, et les mesures à prendre pour élaborer une stratégie d'ensemble sur la base de laquelle le Groupe de la Banque pourra envisager un avenir brillant et sain, tourné vers le développement positif de l'Afrique, envers lequel les Plénipotentiaires seront pleinement engagés et dans lequel la Banque prévoira un rôle clé comme mécanisme efficace pour mobiliser et injecter des ressources en Afrique.

163. L'idée est d'initier une discussion ouverte sur ces éléments que les Plénipotentiaires considèrent comme indispensables à la conclusion la plus rapide possible des négociations sur la reconstitution du FAD-VII.

164. Le **PRESIDENT du GROUPE de la BANQUE** remercie le Président pour son offre aimable, mais juge inopportun de prendre la parole à ce moment, car il pense que l'importance de la question exige mûre réflexion. Il félicite toutefois le Président pour la sagesse de son approche, et en particulier, pour avoir développé les préoccupations soulignées dans sa lettre du 15 avril 1994. Il a pris bonne note de la déclaration du Président, notamment sur son invitation aux Plénipotentiaires à la fin de la réunion de Copenhague de communiquer explicitement leurs principales causes d'inquiétude à la Direction pour qu'elles puissent être traitées de manière adéquate.

165. Il regrette que, pour avoir reçu tardivement la lettre en question, sa réponse ne puisse être mise par écrit dans le temps disponible ; il est néanmoins certain d'être capable de fournir les réactions préliminaires aux Plénipotentiaires le lendemain matin.

166. Il rappelle avoir déclaré, dès le début des négociations sur la reconstitution des ressources du FAD-VII, que comme le FAD-VII prendrait normalement fin en 1996, un programme quinquennal couvrant la période 1992-1996 pouvait être mis en place pour la BAD, période à la fin de laquelle et la BAD et le FAD auraient la merveilleuse opportunité de tenir des discussions conjointes de reconstitution du capital sur les lignes de la pratique en vigueur à la Banque interaméricaine de développement. Ainsi, s'il y a un point particulier sur lequel il peut confirmer son accord total, c'est sur l'unité du Groupe de la Banque ; il n'y a qu'une Banque africaine de développement qui a plusieurs fonds affiliés, et à moins que le Groupe ne soit perçu comme une entité unique, des problèmes peuvent se poser. C'est pourquoi il appuie sans réserve l'approche du Président.

167. Le **PRESIDENT** admet que la date d'envoi de sa lettre a pu créer un problème sur la délicatesse de la nature de son contenu. Il invite les Plénipotentiaires à aborder tout problème soulevé dans la lettre ou dans le projet de rapport, ou ayant trait au Rapport Knox, spécialement le calendrier d'achèvement des consultations sur la reconstitution des ressources, et les directives opérationnelles du FAD-VII formulées dans le rapport des Plénipotentiaires et inscrites dans la résolution afférente. Naturellement, la question importante du niveau de la reconstitution reste toujours à finaliser.

168. Le **REPRESENTANT des ETATS UNIS d'AMERIQUE** se félicite des commentaires du Président du Groupe de la Banque et du Coordinateur dans lesquels il lit une base constructive pour la suite des discussions. Il a eu plaisir à participer à la réunion du Bureau des Conseils des Gouverneurs et à en faire par la suite rapport au groupe informel à Londres, avec la demande d'informer le Président sur les souhaits les plus fondamentaux des Plénipotentiaires. Le Coordinateur s'est acquitté avec beaucoup de bonheur de la dernière tâche, eu égard aux sensibilités et aux préoccupations de tous les donateurs potentiels.

T/FT

169. Sa délégation, comme les autres, perçoit la reconstitution des ressources du FAD comme faisant partie d'une stratégie plus vaste de l'appui au Groupe de la Banque. Il est vrai que tous les membres sont engagés dans les consultations sur la reconstitution de la Banque interaméricaine de développement, que ces consultations portant sur la BiAD et ses guichets concessionnels sont constructives, et qu'il est souhaitable que le niveau des ressources du Groupe de la BAD continue à se développer. Très souvent, quelques collègues régionaux ont affirmé que la BAD est une institution africaine, alors que d'autres arguent qu'elle est une organisation internationale ayant un accent africain. Telle semble être dans l'ordre la deuxième définition sur la base de laquelle on peut avancer. L'appartenance des Etats Unis d'Amérique ne leur apporte pas seulement des avantages diplomatiques et stratégiques, mais aussi commerciaux et humanitaires.

170. Comme les Plénipotentiaires s'acheminent vers le terme des négociations sur la reconstitution des ressources, ils doivent avoir présent à l'esprit le nombre des étapes à franchir pour que, si tout va bien, à la fin des Assemblées annuelles, ils puissent avoir une base forte et sûre pour envisager l'avenir face aux marchés des capitaux et de la communauté internationale. Ces étapes comprennent l'approbation ou l'aval de la reconstitution des ressources du FAD-VII, le lancement des discussions sur l'adéquation du capital de la Banque et la nécessité d'une nouvelle augmentation générale des ressources, la création d'un groupe de haut niveau pour l'examen de la gouvernance et les relations entre les diverses instances, l'institution d'un mécanisme d'allégement de la dette qui offrira le filet de sécurité pour la Banque au cours des négociations sur l'augmentation du capital. Les Etats Unis croient que les préoccupations qui précèdent entrent dans les responsabilités des Gouverneurs, et ils sont engagés à oeuvrer avec dynamisme avec les autres délégations pour élaborer les liens et réunir les conditions qui permettront de lever ces préoccupations.

171. Maintes délégations pensent que le succès de la reconstitution du FAD-VII dépend de la pleine satisfaction des préoccupations notées dans la lettre du Coordinateur. En plus des points soulevés par le Coordinateur, la création d'une catégorie FAD uniquement pose la question des assurances que les lacunes actuelles de la Banque ne resurgiront pas. Une formulation adéquate, comprenant si possible l'exemption des projets du secteur privé, est à trouver. Naturellement, un plan d'action inscrit dans un cadre temporel et contrôlable sur le Rapport Knox, comme proposé par le Président et la Direction, et transmis aux Plénipotentiaires, serait un volet important pour tout effort de collaboration tourné vers

l'avenir. Les réformes de politique financière que le Président et le Conseil ont entreprises jusqu'à présent constituent la base du maintien de la coopération des Plénipotentiaires avec la Banque. Il reste encore beaucoup à faire sur les problèmes notés dans la lettre du Coordinateur. Il est important que les Gouverneurs adoptent une résolution obligatoire rédigée comme il convient, et qui engage les pays membres de la Banque à accepter à élaborer des programmes avec la Direction pour éliminer les arriérés, et fournissant des directives sur le provisionnement pour les pertes sur prêts, le risque-pays, etc.

172. Dans ce contexte, sa délégation est heureuse que sa préoccupation sur l'inspection générale ait été incorporée au rapport. Le renforcement de cette fonction est central pour tout l'effort d'audit, et une condition fondamentale pour toutes les organisations internationales. Pour cette raison, son pays maintient par principe la même exigence non seulement pour la BAD, mais pour toutes les institutions internationales auxquelles il participe, car l'audit interne est un mécanisme contre les irrégularités telles que le gaspillage, la fraude et la corruption. La capacité d'audit externe de la Banque semble être bien constituée à présent, mais pourrait avoir besoin de quelques ajustements mineurs. Ce type de fonction doit dépendre à la fois du Conseil et du Président, comme dans les autres organisations.

173. Il annonce en outre qu'une autre réunion informelle du groupe des non régionaux est prévue à Washington lors de la réunion du Comité de développement pour discuter de la cohérence et explorer la ligne essentielle à suivre collectivement pour assurer le succès des Assemblées de Nairobi.

174. Le **REPRESENTANT du ROYAUME UNI** fait observer que le coeur du problème réside dans l'efficacité du Groupe de la Banque en matière de développement

175. Le **PRESIDENT du GROUPE DE LA BANQUE** assure les Plénipotentiaires que la Direction n'est pas réticente à réagir à la lettre du Coordonnateur, mais elle ne fait que s'en tenir à la sagesse de la procédure établie précédemment aux termes de laquelle les Plénipotentiaires délibéreront sur cette question l'après-midi, et que la Direction fera connaître ses réactions le lendemain. Il est non moins nécessaire que la Direction se concerte au préalable avec le Président et le deuxième Vice-Président des Conseils des Gouverneurs. Cela étant, il exhorte les Plénipotentiaires à se montrer patients.

T/FT

176. Le **PRESIDENT** est pleinement d'accord avec les commentaires du Président de la Banque.

177. Le **REPRESENTANT du CANADA** déclare qu'il souscrit à la lettre du Coordinateur et aux déclarations de ses collègues des Etats Unis et du Royaume Uni. Il souligne ensuite quelques uns des problèmes qui ont une importance particulière pour son pays.

178. En tout premier lieu, le Canada perçoit le Groupe de la Banque comme une entité composée de trois institutions légales séparées, où les membres de la BAD et du FAD sont complémentaires, sans que les distinctions entre les deux constituent des barrières rigides. Les deux problèmes les plus urgents auxquels le Groupe de la Banque est confronté sont l'inefficacité en matière de développement, telle que l'a mentionné le Délégué du Royaume Uni, et la viabilité financière du Groupe telle que relevée par le Délégué des Etats Unis.

180. En deuxième lieu, il serait nécessaire de renforcer la situation financière de la Banque dans le sens indiqué dans la lettre du Coordinateur, sans oublier la politique de risque-pays, le renforcement des prêts à l'appui des réformes dans le contexte du FAD-VII, l'adoption des autres réformes de politique financière lancées l'année précédente, notamment en matière de ciblage et de protection du revenu net.

181. Le **PRESIDENT** invite les Plénipotentiaires à s'efforcer de répondre à la question explicite qu'il leur a posée dès le début des délibérations, à savoir quelles sont, pour eux, les mesures ou les conditions essentielles pour que les négociations du FAD-VII puissent être conclues rapidement, étant donné les différents niveaux de priorité attachés aux différentes questions énumérées dans sa lettre du 15 avril 1994.

182. Le **REPRESENTANT de la SUISSE**, au sujet du lien entre le FAD-VII et les autres questions concernant la Banque, exprime la profonde inquiétude de sa délégation sur le calendrier et l'impact de leurs délibérations et décisions à l'extérieur. Le Groupe de la Banque semble passer à travers une période difficile, la perception de sa situation est négative et continue à se détériorer, et le moment est venu de renverser cette tendance et de la transformer en une approche positive, spécialement à l'occasion des Assemblées de Nairobi. Cet événement devra donner l'occasion d'exprimer un soutien constructif à la Banque, de confirmer l'institution comme un centre d'excellence pour l'Afrique, et de forger un

consensus pour le changement, sur la base de deux éléments fondamentaux : a) la conclusion finale des négociations sur la reconstitution du FAD-VII, b) le lancement des réformes essentielles à la Banque, telles que le processus de la Cinquième augmentation générale du capital. Ainsi que l'a expliqué le Délégué des Etats Unis, il faudra parvenir à un accord clair et précis sur les détails de la reconstitution du FAD-VII avant le début des Assemblées annuelles. L'objectif suivant, c'est que l'accord et la confirmation des négociations dépendront de ce que les Assemblées annuelles des Conseils des Gouverneurs décideront dans un certain nombre de domaines, sous la forme d'une résolution ou sous toute autre forme, engageant non seulement le Conseil des Gouverneurs de la BAD, mais aussi celui du FAD.

183. Comme l'explique la lettre du Coordinateur, il y a plusieurs problèmes qui peuvent être résolus pendant ou immédiatement après les Assemblées annuelles dans un laps de temps défini. Point n'est besoin de s'appesantir sur les problèmes financiers, car ils sont tous connus et faciles à identifier. A l'instar du délégué du Royaume Uni, il pense qu'un plan d'action de suivi sur les conclusions et les recommandations du rapport Knox revêt une importance capitale. Naturellement, la réputation et la valeur de la Banque sont intimement liées à la solution des problèmes financiers et à sa stabilité financière, notamment à travers la qualité de ses opérations de prêt en tant que centre d'excellence. De toute évidence, il y a maintenant une base sur laquelle on peut s'appuyer, et il est extrêmement important de le faire rapidement. En plus du plan d'action, il est essentiel que le Conseil des Gouverneurs agisse avec détermination et promptitude sur des mécanismes efficaces et un calendrier de mise en oeuvre, notamment pour des problèmes clés tels que la gouvernance, l'organigramme, la décentralisation et la délégation de pouvoir, les principes opérationnels, les relations entre le Fonds et la Banque en général, et les perspectives à long terme des pouvoir de vote.

184. S'agissant des éléments à long terme, sa délégation croit fermement que le délai ne devrait pas être trop long. Les décisions sur les questions qui ne peuvent être résolues aux Assemblées annuelles de Nairobi et qui requièrent des études plus poussées ne devraient pas aller au-delà des Assemblées annuelles de 1995. En d'autres termes, l'année 1994 doit être consacrée à la mise en oeuvre des réformes à finaliser pour ou avant les prochaines Assemblées annuelles.

T/FT

185. L'élément important suivant, c'est l'élaboration d'un mécanisme approprié de prise de décision. Sa délégation aura des problèmes avec le Comité de haut niveau envisagé, car elle tient pour non souhaitables des mécanismes exigeant une longue période de démarrage et des dispositions compliquées pour les termes de référence, la sélection et le recrutement. En même temps, la pratique de la nomination des Comités des Conseils des Gouverneurs doit être redynamisée comme organe de suivi entre deux Assemblées annuelles, avec la possibilité de l'utilisation d'études d'experts en cas de besoin.

186. Le **REPRESENTANT de la FRANCE** déclare qu'il est important que les Plénipotentiaires informent le Président des Conseils des Gouverneurs et le Président du Groupe de la Banque d'un certain nombre de questions stratégiques relatives à la Banque, qui se trouve actuellement à la croisée des chemins. La principale préoccupation de son pays est de voir le groupe, composée de la BAD et du FAD, servir l'Afrique de la manière la meilleure possible en tant que canal efficace d'aide au continent. Cela veut dire l'utilisation optimale des rares ressources mises à sa disposition, d'autant qu'elles proviennent des crédits des budgets nationaux. Les prêts qui sont accordés sur ces ressources doivent être utilisés à bon escient dans les pays jouissant de la capacité d'absorption nécessaire pour garantir une mise en oeuvre adéquate et le respect des échéanciers de remboursements. La nécessité d'accorder la priorité à des projets de bonne qualité explique les réticences de son pays à l'octroi de ressources à des opérations non productives ou à la concentration des ressources concessionnelles dans les plus grands pays. Le FAD-VII s'écartera de cette pratique, car l'objectif principal de ses ressources sera de récompenser la bonne performance.

187. Pendant qu'il y a des gens qui disent que le Groupe de la Banque est un bon instrument pour le transfert de l'aide à l'Afrique, la France a une sympathie naturelle pour l'institution, et souhaite qu'elle soit forte et efficace. C'est pour cette raison qu'elle est préoccupée des lacunes de son efficacité opérationnelle, lacunes établies par des études antérieures et le Rapport Knox sur le renforcement de la gestion du personnel, la formation des dirigeants et des fonctionnaires pour faire face aux nouvelles dimensions de la qualité des projets et de la performance, de la rationalisation du processus de la prise de décision à travers une meilleure délégation de pouvoir. Un calendrier précis doit être établi pour la mise en oeuvre des recommandations.

T/FT

188. Il appuie les déclarations de son collègue américain sur les problèmes de la transparence et de l'efficacité, de l'audit interne ainsi que des règles et procédures d'acquisition. Le rapport laisse clairement entendre que la question fondamentale de la gouvernance doit être étudiée rapidement en même temps que les questions connexes du rôle et des fonctions du Conseil d'administration, des améliorations dans les systèmes de communication de la Direction et de la circulation de l'information. L'un des problèmes cruciaux auxquels le Groupe de la Banque est confronté est celui du déficit d'information qui crée facilement des malentendus et presque des impasses dans certains cas. Il faut faire des efforts pour veiller à ce que les décisions soient exécutées de manière ordonnée et avec ponctualité. A cet égard, il a des réserves sur la conduite des délibérations du Conseil sur le programme de prêt, et a l'intention d'en parler au cours des Assemblées annuelles. Pour restaurer la confiance, la première tâche est d'appliquer et de faire appliquer immédiatement toutes les décisions déjà existantes des Gouverneurs, des Administrateurs et de la Direction, y compris la finalisation des directives opérationnelles et financières, selon un calendrier défini.

189. La restauration de la confiance sera probablement aussi renforcée par un dialogue accru entre les Gouverneurs et les Administrateurs régionaux avec leurs homologues non régionaux. Il semble que beaucoup reste à faire dans cette direction, car des efforts concertés sont indispensables à la réhabilitation de l'institution dans les conditions actuelles. Cet objectif exige des efforts spéciaux en direction des pays défaillants pour le recouvrement des arriérés, sur la base des mesures décrites dans la lettre du Coordinateur.

190. L'avenir du Groupe de la Banque repose sur une articulation dynamique du rôle de la BAD et du FAD, spécialement l'étendue des activités des différents guichets et l'identification des pays capables de remplir les conditions des prêts de la Banque maintenant et dans le futur. Il note que l'affectation des souscriptions dans le contexte de la Quatrième Augmentation générale des ressources, où certains membres ont été amenés à honorer leurs obligations, n'est pas nécessairement la meilleure décision. La politique de prêt prescrite pour l'AGC-IV, dépourvue qu'elle était de directives opérationnelles adéquates et détaillées, n'a pas non plus aidé à améliorer la situation.

T/FT

191. L'une des actions urgentes recommandée par la Rapport Knox est l'adoption d'une politique globale de risque-pays et d'engagement par pays, et l'institution d'une catégorie FAD uniquement au sein de la Banque. Il souligne que la conclusion rapide des négociations du FAD-VII que l'on espère, ainsi que les futures négociations sur la structure du capital de la Banque, devront s'appuyer sur un consensus clair concernant les stratégies citées ci-dessus. Autrement, on peut prévoir la pérennisation des ambiguïtés et la résurgence des échecs du passé, culminant dans la diminution des flux de ressources vers le Groupe de la Banque au profit d'autres engagements. D'un autre côté, on ne peut évacuer les risques d'une situation explosive alimentée par un sentiment de frustration de la part des membres régionaux envers l'attitude des membres non régionaux, la tentation de prendre leurs distances vis-à-vis du Groupe de la Banque qui ne répond plus à leurs attentes de financement, avec en corollaire la réduction des perspectives de recouvrement de l'encours des arriérés. Pour cette raison, il attache la plus grande urgence à l'introduction de réformes visant à renforcer la Banque et le FAD, dont les membres seront récompensés par l'appartenance à un Groupe de la Banque plus fort et plus sain.

192. **Le REPRESENTANT de la SUEDE**, tout en faisant siens nombre des points spécifiques soulevés par les précédents orateurs, souligne le contexte global dans lequel son pays appuie la lettre du Coordinateur.

193. Il rappelle qu'il y a eu de longues discussions sur les problèmes soulevés dans cette lettre, alors que plusieurs indicateurs financiers se sont détériorés. Les projections de la délégation française sur les perspectives d'avenir ne laissent à la Banque aucune option douce. Il se félicite donc de l'agenda global du groupe de l'OCDE pour les mesures de réformes. Il fait particulièrement sienne l'incorporation des questions financières dans leur liste des priorités, avec celles qui doivent être traitées en vue de renforcer substantiellement l'efficacité du développement comme l'a indiqué son collègue du Royaume Uni. Le Comité de haut niveau est peut-être une suggestion constructive, car il pense que tous les membres de l'institution doivent être associés au processus, et que le symbole africain est à préserver. Il ne sera pas facile d'obtenir le soutien de tous les membres aux réformes envisagées, mais la nomination du Comité de haut niveau pourrait être une manière d'exécuter cette tâche.

T/FT

194. En résumé, la Suède soutient les mesures rigoureuses immédiates, pourvu qu'elles n'aboutissent pas à une réduction de l'appui au Groupe de la BAD et à ce qu'il représente en Afrique.

195. Le **REPRESENTANT du JAPON** explique que dans l'attente de la formation d'un nouveau gouvernement dans son pays, il peut donner aux Plénipotentiaires l'assurance que la priorité actuelle accordée au Groupe de la BAD sera maintenue, et que sa délégation est prête à conclure les négociations du FAD-VII dès à présent. Il recommande fortement la même attitude aux autres délégations. Comme la septième reconstitution des ressources aurait dû entrer en vigueur à partir du 1er janvier 1994, tous les efforts doivent être déployés pour achever les négociations avant les Assemblées de Nairobi. Sa délégation est profondément troublée par les problèmes de gouvernance, de qualité des projets, de procédures opérationnelles et de questions financières. Mais on peut séparer les problèmes spécifiques de long terme des aspects de court terme, en tenant compte des points de vue des membres régionaux. Et comme toutes les améliorations souhaitées ne peuvent se réaliser du jour au lendemain, il recommande l'adoption d'une approche pragmatique qui puisse produire des résultats positifs.

196. Le **REPRESENTANT de l'ALLEMAGNE** déclare que sa délégation fait siennes les interventions de la délégation française. Il espère que ses amis africains comprendront les préoccupations relatives à la coopération qui ont motivé la lettre du Coordinateur. Les Plénipotentiaires ne cherchent pas à imposer des conditions draconiennes aux membres régionaux, mais ils ont besoin, pour être capables de présenter et de défendre l'institution devant leurs parlements et leurs opinions publiques, de témoignages de performance satisfaisante et d'utilisation efficiente de leurs ressources. Il exhorte ceux qui ont les contacts les plus étroits avec les pays donateurs à diffuser le message en conséquence.

197. Le **REPRESENTANT de la FINLANDE** explique que pour son gouvernement, la raison d'aborder une gamme si étendue de problèmes qui n'appartiennent pas strictement à la sphère de l'exercice de reconstitution du FAD-VII, c'est que seule une BAD financièrement et opérationnellement forte pourra fournir les prestations requises pour rendre les opérations du FAD efficaces. Les préoccupations qui ont été clairement articulées dans la lettre du Coordinateur peuvent se regrouper entre celles qui traitent de la qualité des projets et celles qui traitent de la situation financière de la Banque, de la gouvernance, et de

l'organigramme. Il y a plusieurs manières de rechercher des résultats immédiats, mais le meilleur moyen est celui que la Direction suit, et qui consiste à ce que les actions de la Direction soient discutées aux réunions consultatives sur la reconstitution du FAD en mettant l'accent sur les mesures exigées avant la conclusion de la reconstitution, et à passer ensuite à la discussion de l'augmentation générale du capital de la Banque elle-même pour laquelle un comité spécial des Gouverneurs pourrait être mis en place. Quoi qu'il en soit, il est important qu'il recueille le consensus le plus large possible de tous les membres du Groupe de la Banque.

200. Le **REPRESENTANT des PAYS-BAS** se félicite de la lettre du Coordonnateur, qui reflète correctement les discussions positives de Londres. Sa délégation est totalement engagée envers le contenu de la lettre et, en fonction des réactions qu'elle suscitera, les autorités néerlandaises sont disposées à conclure les négociations du FAD-VII avant les Assemblées annuelles de Nairobi.

201. Il rappelle que son pays a fait quelques compromis en acceptant la première version de la lettre, car il considère qu'il est important d'en faire pour parvenir à une position commune des non régionaux. En tout premier lieu, il est nécessaire de donner des orientations claires et précises à la Direction sur leur position. Ensuite, un tel exercice ne peut faire l'économie du compromis. Il invite donc les autres à agir dans cet esprit. Il convient avec le délégué suisse qu'il est souhaitable que les régionaux soient partie prenante, et qu'ils soient informés des demandes des non régionaux, mais s'ils sont confrontés à des exigences changeantes, divergentes ou nouvelles, ou même une longue liste de contraintes, il pourrait leur être difficile de déterminer le genre de réactions attendues d'eux. Les Plénipotentiaires doivent travailler à l'unisson comme groupe de donateurs et trouver autant de terrains d'entente que possible. Il pense que ce but a été atteint dans cette lettre, mais les dernières interventions de la France et de l'Allemagne le poussent à se demander si ces pays, et éventuellement d'autres délégations ayant les mêmes opinions, sont encore prêts à avancer sur la base de cette lettre pour conclure les négociations à Nairobi. Il suppose qu'ils le sont, puisqu'ils ont souscrit à la lettre, sinon on est en droit de savoir quelles sont leurs raisons.

T/FT

202. Le **REPRESENTANT de l'AUTRICHE** déclare le ferme appui de sa délégation à toutes les institutions du Groupe de la Banque. Elle soutient aussi la lettre du Coordonnateur, mais après avoir parcouru le Rapport Knox, il lui faut signifier la nécessité de réduire la période de deux ans fixée pour évacuer les questions de gouvernance et de procédures de vote, d'organisation du personnel ainsi que de procédures et pratiques opérationnelles. Lors de l'exercice de la reconstitution du FAD-VI, le Président du Groupe de la Banque avait promis que la formule du partage des coûts convenue par les Plénipotentiaires serait présentée au Conseil de la BAD pour s'assurer personnellement de son adoption par le Conseil des Gouverneurs. Plusieurs années plus tard, il semble que le Conseil d'administration ait pris une décision différente qui aboutit à des difficultés parlementaires sur la septième reconstitution. Il en appelle donc à la prise de mesures efficaces sur la question pour démontrer que les décisions relatives à la reconstitution prises par les pays donateurs sont respectées par la Banque.

203. Il indique que le filet de sécurité proposé la veille est inacceptable, mais est prêt à examiner de nouvelles idées ou des propositions de restructuration convenant à une banque. Naturellement, il appuie l'utilisation du prêt d'ajustement structurel en faveur des pays performants. Il ne lui semble pas qu'un Comité de haut niveau soit la procédure la meilleure. Il convient d'explorer d'autres moyens plus efficaces pour permettre au dialogue de fonctionner mieux et plus rapidement entre les régionaux et les non régionaux.

204. Le **PRESIDENT** suggère que dans la mesure où l'objet de cette lettre est d'atteindre les autres partenaires du Groupe de la Banque : la Direction, les Gouverneurs, les Administrateurs, les Administrateurs qui le désirent doivent faire brièvement part de leurs réactions après la pause-café.

La séance est suspendue à 17 heures et reprise à 17 heures 5

205. Le **REPRESENTANT de la BELGIQUE** souscrit au contenu de la lettre du Coordinateur, car elle représente un compendium des recommandations, suggestions et souhaits déjà exprimés, mais qui n'ont pas été toujours entendus. Il regrette qu'il ait fallu attendre que les signaux passent au rouge pour que l'urgence et le sérieux de la situation financière de la Banque ainsi que son activité opérationnelle soient examinés avec l'attention qu'ils méritent. S'il est clair que toutes les réformes ne pourront pas être entreprises tout de

suite, il faut s'efforcer de mettre en place au plus tôt ce qui peut l'être. Sa délégation ne peut plus se contenter de bonnes intentions ni de promesses. Dans cet esprit, seul un engagement déterminé des uns et des autres, régionaux et non régionaux, Direction et Conseil, permettra d'aboutir à des résultats satisfaisants.

206. Le **REPRESENTANT de l'ITALIE** rappelle qu'une délégation a demandé à la France et aux autres pays s'ils étaient prêts à conclure les négociations à Nairobi. Pour leur part, ses autorités ne le sont pas. Pour une raison politique d'abord : son pays connaît un changement de classe politique et de Parlement. Il n'y a pas à proprement parler de gouvernement, car le gouvernement actuellement en place expédie les affaires courantes, et la reconstitution des ressources du FAD n'entre pas dans cette catégorie. Deuxième raison, plus substantielle celle-là : il ne partage pas personnellement, en tant que vieil ami du FAD, de la BAD et de l'Afrique, la philosophie des négociations et du rapport telle qu'elle se présente, car ce rapport ne s'intéresse qu'aux arriérés et à la dette. Loin de lui de nier l'importance du problème de la dette, il doit être abordé, mais ce forum n'est pas le bon.

207. La lettre a le mérite de donner un tableau clair de certaines préoccupations des Plénipotentiaires, mais elle n'est pas complète : il faut mettre en exergue les problèmes de la transparence dans les appels d'offres, du rééquilibrage des pouvoir de vote à la Banque, car le concept de régional - non régional n'est pas acceptable, le ratio 2/3 - 1/3 est dépassé. Pour toutes ces raisons, il recommande d'envisager le rééquilibrage des pouvoir de vote, peut-être en accélérant la prochaine augmentation du capital.

208. Il n'est satisfait de la lettre, en ce sens qu'elle se contente de faire des recommandations, sans aucune possibilité de contrôle sur ce qui se produira dans les prochains mois. Elle ne sera pas la conclusion du Rapport Knox, qui, à son avis, est insuffisant. Un groupe de haut niveau ne suffit pas pour analyser ces questions, où des intérêts d'Etats sont en cause. Il faut donc mettre en place un groupe d'Etats membres à cette fin.

209. En conclusion, il ne peut annoncer aucun niveau de souscription.

T/FT

210. Le **PRESIDENT** espère que cette incapacité de se rallier à la possibilité de la conclusion des négociations à Nairobi ne s'applique pas aux engagements souscrits dans le cadre du FAD-VI. Il remercie les Plénipotentiaires pour leur franchise et leurs positions équilibrées. Il demande aux Administrateurs s'ils veulent intervenir dans le débat.

211. M. **ABOULFADL** (Administrateur de la BAD), au nom des autres membres du Conseil d'administration de la Banque, remercie les Plénipotentiaires d'avoir accepté qu'ils assistent, ne serait-ce qu'en observateurs, aux négociations en cours. Leur présence, surtout les régionaux, revêt une importance significative, car ils peuvent saisir sur le vif les idées maîtresses qui guident le cours des débats, et comprendre plus tard les interventions de leurs collègues non-régionaux ainsi que les contraintes qui pèsent sur eux. Il en résultera, il l'espère, une plus grande coopération et une plus grande collaboration au sein du Conseil d'administration.

212. Citant la lettre du Coordinateur, dont les Administrateurs viennent tout juste de recevoir copie, il note qu'une première lecture met en relief des problèmes techniques dont les solutions relèvent de la Direction ; il ajoute que ces solutions peuvent être mises en oeuvre immédiatement. Mais il y a aussi dans la lettre des aspects politiques, et même juridiques, et il serait heureux que les Gouverneurs régionaux puissent discuter de ces aspects entre eux et avec leurs collègues non-régionaux, le niveau de communication interne n'ayant pas toujours été ce qu'il aurait dû être.

213. Le **PRESIDENT** demande qu'il soit laissé un peu de temps au Président des Conseils, au Président de la Banque et aux experts, éventuellement jusqu'au lendemain à 9 heures du matin. Pour l'heure, les Plénipotentiaires peuvent en revenir au rapport et à la proposition néerlandaise.

214. Le **REPRESENTANT** des PAYS-BAS propose de remplacer les paragraphes 7 à 9 par un nouveau texte. Il suggère également l'insertion d'un nouveau paragraphe sur la politique de mixage, qui n'a pas été envisagée pour le moment, mais n'est pas moins nécessaire. Selon lui, ce texte énonce quelques principes, qu'il importera de juger à la lumière des chiffres précis quand ils seront disponibles, notamment ceux concernant la

répartition des ressources dans la proportion de 90 % contre 10 % entre les catégories A et B. Il espère que le lendemain la Direction pourra considérer cette proposition sur la base des principes énoncés.

215. Le **PRESIDENT** fait savoir que le groupe de rédaction pourra se charger de la formulation définitive de ces principes, à l'exclusion des aspects qui appellent encore d'autres discussions.

216. Le **REPRESENTANT du ROYAUME UNI**, à propos de la classification du Nigéria comme pays mixte, souligne qu'étant donné la situation actuelle du pays, il devrait être traité comme un pays exclusivement Fonds, car il a besoin de ressources concessionnelles. Il aimerait proposer la reconduction de l'arrangement conclu dans le contexte du FAD-VI. Si cela n'est pas faisable, il faudra trouver une autre solution : le Nigeria est un pays dont le PIB par habitant est beaucoup plus faible que celui de nombreux autres pays classés comme exclusivement FAD ; c'est le plus grand pays de l'Afrique au sud du Sahara ; lui imposer un plafond pose des problèmes. Autant d'éléments dont il importe de tenir compte.

217. Pour le **REPRESENTANT du CANADA**, qui ne veut pas pour le moment un débat pays par pays, le Nigeria est un pays mixte pour la Banque mondiale, et il faut tenir compte de son degré de solvabilité. A son avis, le Nigeria devrait être classé dans la catégorie B.

218. Le **REPRESENTANT des ETATS UNIS D'AMERIQUE**, à la suite de son collègue du Royaume Uni, rappelle qu'un certain temps a été consacré à débattre de ce que devraient être les directives utiles pour la répartition des ressources du FAD. Les Etats Unis aimeraient que le Nigeria reçoive son dû sur les ressources de la Banque. Néanmoins, sa délégation est favorable à une application uniforme sur la base de la performance. Il a été question à un moment de pressions politiques, dont il aimerait connaître l'origine.

219. Le **REPRESENTANT de la NORVEGE** fait siens les points de vue du Canada et des Etats Unis d'Amérique. Le problème posé existe aussi en Asie pour les grands pays qui ont un faible revenu par habitant. Les donateurs doivent faire preuve de cohérence dans les décisions qu'ils prennent. Un autre point sur lequel il aimerait avoir une réponse, c'est la proposition recommandant que les petits pays insulaires soient classés dans la catégorie A. Or il y en a deux dans la catégorie C. Il se demande quelle est la pertinence de ce critère.

220. Le **REPRESENTANT de la FRANCE** avait l'intention de dire la même chose que le représentant de la Norvège, à savoir exprimer son soutien au Canada et aux Etats Unis sur la question nigeriane, et intervenir sur le cas des petites îles. Le critère d'insularité n'est pas à retenir. Se pose aussi la question de l'autorité du réexamen de la classification ; il ajoute à cet égard qu'il appartiendrait au Conseil d'administration de prendre une décision à titre provisoire si un évènement majeur susceptible de modifier l'appartenance d'un pays à une catégorie donnée se produisait. La revue à mi parcours du FAD-VII et le rapport du FAD-VIII donneront l'occasion de confirmer cette décision qui aura été prise à titre provisoire.

221. Le **REPRESENTANT du ROYAUME UNI**, répondant à la question posée par son collègue américain sur le Nigeria et l'exigence de performance, déclare qu'il s'attend à ce que ce pays soit performant, comme tout autre pays, pour avoir droit à son allocation. Classer le Nigeria dans la catégorie B entraînerait inmanquablement pour ce pays une allocation initiale dérisoire. A son avis, il se posera un problème si on augmente la proportion des ressources allant à la catégorie B. Par ailleurs, si la performance du Nigeria, ou de tout autre grand pays, n'est pas satisfaisante, il découlera de cette situation des difficultés de réaffectation des ressources. A cause de la relative pauvreté et de la taille du Nigeria, il lui faut une affectation initiale adéquate, sous réserve de performance.

222. Le **REPRESENTANT de l'AUTRICHE** aimerait que la délégation néerlandaise explique la différence entre le critère des 543 dollars EU et le critère de "pays exclusivement AID". Ce débat pourra peut-être permettre de ramener les trois critères à un seul.

223. Le **REPRESENTANT de l'ITALIE**, attirant l'attention des Plénipotentiaires sur la cinquième ligne du cinquième paragraphe, aimerait savoir quelle est l'utilité de la référence 90 - 10 au titre du FAD-VI. Il suggère de supprimer la mention inscrite entre parenthèses.

224. Le **REPRESENTANT de l'ALLEMAGNE**, citant dans ce même paragraphe, l'expression "les allocations aux pays relativement mieux lotis qui ...", aimerait savoir si les pays qui appartenaient auparavant à la catégorie B viennent maintenant en tête des pays de la catégorie A, ou s'il y a d'autres dans cette dernière catégorie qui sont maintenant mieux lotis que d'anciens pays B.

T/FT

225. A l'avant-dernier paragraphe, il suggère l'amendement suivant : "... notamment lorsque les modifications apportées aux données les concernant indiquent la nécessité d'un changement de catégorie" ["particularly when data changes indicate the necessity of a switch in category"]

226. Quand à la liste des pays, il suggère de maintenir la classification de la Banque mondiale, à moins que des raisons importantes ne s'y opposent. Mais de telles raisons n'existent ni pour le Nigeria ni pour la Namibie.

227. **Le PRESIDENT** rappelle que la délégation néerlandaise cherchait à simplifier la démarche.

228. **Le REPRESENTANT des PAYS-BAS** fait sienne la déclaration du Canada concernant le Nigeria. Il reconnaît aussi qu'il faut harmoniser la classification du Fonds avec celle de la Banque mondiale, et ajoute que c'est cet impératif qui a donné naissance à la proposition de son pays. Il convient également que le critère "petits pays insulaires" peut disparaître, le Cap Vert étant déjà classé comme pays exclusivement AID.

229. A la question posée par l'Autriche, il répond que le Cameroun, le Cap Vert, la Côte d'Ivoire, le Lesotho et le Sénégal sont des pays exclusivement AID, mais avec un PIB par habitant supérieur à 543 dollars EU. Suivant la suggestion apportée par la France, des précisions pourront être apportées lors de la revue à mi-parcours. Ayant mal compris la proposition italienne, il n'est pas en mesure d'y répondre. Quant à l'intervention de l'Allemagne, les pays "relativement mieux lotis" étaient des pays B ayant par conséquent une faible allocation de ressources FAD ; après avoir connu une dévaluation monétaire, ils sont devenus des pays exclusivement AID, et par conséquent exclusivement FAD. Leur allocation sera donc augmentée. Il en résultera une grande diminution des allocations aux pays classés traditionnellement dans la catégorie B. Le but de l'opération était d'introduire plus d'équité en affinant la classification.

230. **Le REPRESENTANT de la FRANCE** signale qu'il y a six pays entre la marge des 543 dollars EU et l'éligibilité exclusive à l'AID. Ce sont l'Angola, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Cap Vert, le Lesotho et le Sénégal, avec des différences notables surtout en ce qui concerne les pays de la zone franc affectés ou non par la dévaluation. L'Angola, le

Lesotho et le Cap Vert étaient déjà et restent entre la limite de 543 dollars EU et la catégorie AID exclusive. A l'inverse, le Cameroun, le Sénégal et la Côte d'Ivoire sont devenus AID exclusifs non pas au titre de la dévaluation, mais au titre de leur PNB atteint soit en 1992 soit en 1993, donc avant la dévaluation. Ces pays se retrouvent en dessous du seuil de 543 dollars EU après la dévaluation.

231. Pour répondre à la question de l'Allemagne sur la Namibie, il se demande s'il ne faudrait pas prévoir pour les pays de la catégorie B une disposition qui dirait en substance "les pays estimés par la Banque mondiale comme insuffisamment solvables pour ne bénéficier que de ressources non concessionnelles (c'est-à-dire les pays mixtes Banque mondiale/AID)".

232. Il reconnaît avec la délégation du Royaume Uni qu'il y aura peu de pays en catégorie B, d'où la possibilité d'un reliquat important de ressources non allouées. Il serait sans doute judicieux de prévoir dans le contexte de la revue à mi-parcours un mécanisme pour traiter cette situation.

233. **Le PRESIDENT** retient le principe d'un mécanisme de classification par pays et sa révision en fonction des développements ultérieurs. Il aimerait renvoyer cet aspect au groupe de rédaction.

234. **Le REPRESENTANT de la SUISSE** n'avait pas bien compris les critères de révision des catégories, et n'est pas particulièrement heureux de la proposition d'un reclassement provisoire des pays par le Conseil, sous réserve de confirmation par les Plénipotentiaires à la revue à mi-parcours. Il pense que la responsabilité du Conseil du FAD devrait aller plus loin. Pour lui, les critères à mettre en oeuvre restent imprécis. Il se demande s'il faut que les Plénipotentiaires les explicitent comme concepts, ou s'il faut s'en tenir aux définitions données par la Banque mondiale.

235. **Le PRESIDENT des CONSEILS des GOUVERNEURS** note qu'il est inhabituel que le titulaire de cette fonction intervienne à ce stade des débats. Aussi ce qu'il va dire s'inscrit-il uniquement dans la recherche du rapprochement entre la Banque et le Fonds africains de développement, auquel toutes les parties sont attachées.

T/FT

236. Il saisit l'occasion de cette première intervention pour remercier les autorités suisses pour leur chaleureuse hospitalité et les dispositions qu'elles ont prises en vue du succès des négociations.

237. Il soumet une observation à la considération du Président, à savoir qu'il est prévisible que la réaction des pays membres régionaux face à la classification des pays se traduise par une forte objection du point de vue politique, objection qui peut n'être pas pertinente dans ce forum ni dans les capitales non régionales. Mais il faillirait à son devoir s'il ne soulevait pas ce point. Des pays membres régionaux, actionnaires de l'institution, ne pourront pas emprunter à la Banque africaine de développement parce que les prêts de la Banque reviennent trop cher. Il comprend ces raisons. Mais il y a d'autres aspects, entre autres celui de la souveraineté, au regard desquels il est difficile d'admettre la situation de pays qui ont investi dans une banque, et qui ne peuvent plus en obtenir des prêts, par décision du Fonds africain de développement. La question peut être renvoyée au Comité consultatif. Naturellement la Banque africaine doit être une banque saine, mais il y a aussi cet aspect de la souveraineté, et son vœu est de ne pas voir empirer la situation des pays les plus pauvres du continent, ni la Banque mise en danger.

238. Il souhaite voir mis en place et appliqués des mécanismes d'équilibrage et de compensation. La politique des sanctions en est un. Pour volatile qu'elle soit, la question de la souveraineté n'en est pas moins importante.

239. Naguère, les catégories A, B et C pouvaient passer, mais il est difficile de faire accepter une catégorie exclusivement FAD, et la BAD n'est pas la Banque mondiale. Cette proposition pourrait entraîner de longues discussions. Une approche alternative pourrait permettre de concilier tous les intérêts en présence.

240. Le **REPRESENTANT du ROYAUME UNI** signale que les mécanismes visés ci-dessus n'ont pas fonctionné depuis longtemps, ce qui a amené la présente position des Plénipotentiaires, et il faudra du temps pour que la situation soit redressée à leur satisfaction.

241. S'agissant du Nigeria, il ne pense pas que le traitement du cas de ce pays par la Banque mondiale soit comparable aux autres.

T/FT

242. Enfin, il aimerait savoir ce que la Direction pense de l'harmonisation demandée des pratiques entre le FAD et l'AID.

243. Le **PRESIDENT** fait savoir qu'au paragraphe 14 il peut se présenter une autre formulation pour le Nigeria.

244. Le **REPRESENTANT de la NORVEGE** pense que la déclaration du Président des Conseils des Gouverneurs est la formulation la plus succincte et la démonstration la plus claire de la teneur des débats qui ont précédé la pause-café. Pour lui, il est alarmant pour l'avenir de l'institution de s'attaquer aux problèmes sous l'angle de la souveraineté, car de telles difficultés ne sont pas propres à l'Afrique ; l'Asie aussi les connaît. Hypothétiquement, l'Afrique a eu une voie de sortie il y a huit ans, quand une politique de mixage des ressources a été demandée à la Banque. Malheureusement, cette politique n'a jamais été formulée.

245. Le **Vice-Président LOUNES (BAD)** se rappelle que ce matin même, plusieurs Plénipotentiaires ont exprimé le souci d'une rationalisation des critères adoptés au sein aussi bien de l'AID que d'autres institutions du même genre que le FAD. Le Délégué de l'Allemagne a néanmoins ajouté que cette rationalisation devait laisser la place à certaines exceptions justifiables. Mais il ne faut pas négliger deux limites dans le cas présent : le passage d'une catégorie mixte à une catégorie exclusive (Cameroun, Côte d'Ivoire, Sénégal) pourrait entraîner une tendance faisant apparaître très rapidement des transferts nets négatifs, les profils antérieurs ayant occasionné des décaissements importants en volume ; la deuxième limite, c'est que les pays ayant accès aux ressources mixtes BAD/FAD auraient des possibilités de mixage étroites. A son avis, le groupe de travail devra se pencher sur ces points avant qu'une formule définitive ne soit arrêtée.

246. Le **REPRESENTANT des ETATS UNIS d'AMERIQUE** note que la délégation des Pays-Bas a offert une approche très raisonnable. Mais il faut que le consensus laisse des créneaux pour que chaque délégation puisse exprimer son point de vue individuel. Par ailleurs, les exemples de reclassification mentionnés par le Président et le délégué de la France en fonction du PIB par tête soulignent les préoccupations qui ont engendré ces débats. Ensuite, la proposition du Royaume Uni, qui trouve la proposition néerlandaise inacceptable, aurait la conséquence fonctionnelle d'affecter toute la contribution du Royaume Uni au FAD

à un seul pays. Enfin, il lui semble que les Plénipotentiaires devraient considérer les conditions spécifiques des pays dans leur évolution au cours de la période triennale. Il est difficile de s'imaginer que le PIB d'un pays chute de 1830 dollars à l'éligibilité au FAD, tout en maintenant les conditions exigées pour avoir un programme économique. Plusieurs possibilités se présentent : laisser la révision de l'éligibilité soit au Conseil d'administration, soit au Conseil des Gouverneurs, soit à la Direction. Il espère que les Plénipotentiaires ne vont pas étudier le cas individuel de chaque pays. Une politique de mixage des ressources est requise. A la faveur de deux exemples malheureux, il appuie la proposition néerlandaise, et est disposé à discuter d'un processus rationnel de prise de décision pour faire face aux réalités.

247. Pour terminer, il déclare avoir bien compris les points soulevés par le Président des Conseils des Gouverneurs, et est désireux de trouver des voies de sortie aux problèmes soulevés. Le Fonds ne dispose pas de ressources pour compenser l'impossibilité de prêter de l'argent aux conditions de la Banque à des pays qui ne peuvent supporter de tels crédits. Si l'on se préoccupe de l'avenir du Groupe de la Banque, il faut chercher à s'appuyer sur des règles financières fiables bien établies. S'agissant des transferts nets de la Banque pour les années qui viennent, il rappelle qu'il y a trois ans, les réactions des actionnaires devant les signaux de danger étaient différentes. Certains votaient contre les niveaux de prêt, d'autres pour. Mais aujourd'hui tous sont à la recherche de solutions. Il conclut en déclarant que les problèmes de la Banque sont le reflet de ceux du continent, et que tous doivent maintenant s'asseoir ensemble et travailler à réconcilier leurs positions.

248. **Le REPRESENTANT de la FRANCE** appuie l'intervention du délégué américain.

249. **Le REPRESENTANT de l'ALLEMAGNE** apporte un éclaircissement sur son intervention de la matinée concernant la classification des pays, à savoir que les donateurs devraient être cohérents avec eux-mêmes, et ne pas prendre des positions différentes sur les mêmes questions en fonction des institutions concernées. S'il y a des cas d'espèce, l'exception doit être justifiée de manière convaincante. Par exemple, le fait qu'au sein du Groupe d'une banque un pays soit à jour dans ses remboursements ne justifie pas un traitement exceptionnel. Or il ne peut trouver dans la situation présente de cas méritant que l'on s'écarte de la classification de la Banque mondiale.

T/FT

250. Le **PRESIDENT** demande au groupe de rédaction de se pencher sur la proposition néerlandaise, notamment sur l'aspect souligné par la Suisse, sur les changements éventuels dans la classification à effectuer de manière équilibrée, et sur l'invitation adressée à la Direction de préciser certaines données qui pourraient amener une décision claire sur d'autres principes tels que la répartition 90 % - 10 % entre les catégories A et B ; et éventuellement un débat général sur la limitation de certaines allocations par pays serait certainement utile; mais ce serait faire fausse route que de vouloir étudier individuellement le cas de chaque pays.

La séance est levée à 18 heures 40.

**COMPTE RENDU ANALYTIQUE PROVISoire DE LA DEUXIEME SEANCE  
TENUE AU "SALON ROYAL", HOTEL BELLEVUE PALACE, Berne (Suisse), le  
vendredi 22 avril 1994 à 9 h 20**

- PRESIDENT :** **M. Ruud TREFFERS**  
Directeur général adjoint de la Coopération internationale,  
Ministère des Affaires Etrangères, Pays-Bas
- POUR LE GROUPE  
DE LA BANQUE :** **M. Babacar NDIAYE**  
Président
- SECRETAIRE :** **M. H. MELIANE**  
Secrétaire Général
- SOMMAIRE :** Déclaration du Président du Groupe de la Banque africaine de  
développement sur le Rapport Knox
- :** Déclaration du Président du Conseil des Gouverneurs sur le  
Rapport Knox
- :** Questions diverses.



# **DECLARATIONS DU PRESIDENT DU GROUPE DE LA BANQUE ET DU PRESIDENT DES CONSEILS DES GOUVERNEURS SUR LE RAPPORT KNOX**

251. Le **PRESIDENT du GROUPE de la BANQUE** explique que la lettre du Coordonnateur n'est arrivée par fax à la Banque que le vendredi 15 avril 1994, et a été immédiatement transmise au Vice-Président Lounès et aux autres responsables concernés, dont la plupart faisaient leurs préparatifs de voyage sur Berne cette même fin de semaine. Ce n'est que le lundi 18 avril que le Vice-Président a reçu la copie qui lui était destinée, et que le Président lui-même a pu prendre connaissance du contenu de la lettre, avec celle adressée au Président des Conseils des gouverneurs, après son arrivée à Berne. Il s'est immédiatement mis au travail avec ses collègues, pour étudier le contenu et préparer ses réactions avec soin. C'est donc en toute sérénité qu'il peut dire qu'il est très heureux d'être à même de répondre maintenant aux Plénipotentiaires.

252. L'enjeu est d'une importance capitale, et leur décision de progresser ou de ne pas progresser en dépendra. En même temps, il faut qu'il soit aussi mesuré et clair que possible, car sa déclaration pourrait éventuellement engager la Direction et même s'aventurer dans des domaines qui ne sont pas de son ressort.

253. Il rend ensuite compte de la teneur des appels téléphoniques reçus de M. Ted Roosevelt III de Lehman Brothers and Goldman Sachs après la séance de la veille sur l'anxiété apparue chez les détenteurs d'obligations de la BAD, qui cherchent à s'en débarrasser à tout prix parce que les arriérés auraient atteint des niveaux si alarmants qu'ils mettent sérieusement en danger la viabilité financière de l'institution. La situation est évidemment très sérieuse. La Direction apprécie l'esprit clairement constructif dans lequel la lettre a été écrite, mais comme cela arrive quelquefois en pareils cas, la forme du message semble avoir déformé le raisonnement sur lequel il se basait, et l'une des conséquences initiales apparaît maintenant.

254. Ceci dit, il confirme sa réaction de la veille, à savoir qu'il n'est pas pratique de faire une distinction significative entre le FAD et la BAD, ou entre leurs politiques financières et opérationnelles respectives. Le seul problème, c'est que ce sont deux entités légales séparées qui, malheureusement, n'ont pas eu l'occasion de tenir des négociations simultanées sur la reconstitution de leurs ressources, ce qui serait une merveilleuse coïncidence comme c'est

la pratique dans les autres organisations. Ainsi est-il nécessaire de déterminer comment les problèmes peuvent être débattus de manière complémentaire. Ce qui ne voudra pas forcément dire uniformité, mais une manière harmonieuse, complémentaire et efficiente de réaliser les objectifs du Groupe de la Banque.

255. Les Gouverneurs régionaux apporteront bien sûr leur contribution au débat. A cet égard, il est étonnant d'entendre soulever des questions sur le programme de prêt de 1994, et même exprimer l'intention de soulever la question devant les Conseils des gouverneurs sous prétexte que les délibérations du Conseil d'administration ont été mal conduites. Si c'était la substance, non un exercice de sémantique qui était en cause, il demanderait que soit vérifiée la substance des délibérations du Conseil. Il rappelle qu'il a travaillé de concert avec le Conseil pendant plusieurs journées et plusieurs séances pour réconcilier les différents points de vue au Conseil, afin de rassembler le maximum d'appui au sein des Administrateurs pour le programme de prêt. Cet exercice avait débuté au cours de la session budgétaire et s'est poursuivi jusqu'à la dernière réunion du Conseil au cours de laquelle le programme, - un document de compromis élaboré par un Administrateur régional et un non régional, - a obtenu le soutien actif des douze Administrateurs régionaux (Administrateurs de la BAD) qui pouvaient déjà constituer une majorité, et trois Administrateurs non régionaux. En termes de vote, le soutien au programme atteignait près de 80 %.

256. On a consacré beaucoup de patience et de temps pour parvenir à un tel résultat pour éviter la tendance de renvoyer tous les ans au Conseil des gouverneurs une question qui peut et doit être tranchée résolument par le Conseil d'administration. Etant donné que l'habitude de soulever une question particulière pour de chaudes discussions aux Assemblées annuelles n'est pas souhaitable, et que dans le cas présent le compromis a été élaboré sans qu'aucun membre de la Direction ou du personnel n'en ait écrit un seul mot, il semblait incontestable que la décision était un consensus.

257. A son avis, une proposition qui est endossée par tous les membres d'une partie, et par quelques uns des membres de l'autre partie, dans un organe de direction, n'est rien d'autre qu'une approbation par compromis, ou selon la terminologie habituellement appliquée au Bureau et au Conseil des Gouverneurs, "une large majorité". Le coeur de problème, c'est de savoir l'importance qu'il faut accorder à la voix de deux ou trois Administrateurs qui n'ont pas pris part à une décision prise par la majorité des membres du Conseil. Une telle

décision doit-elle être annulée à cause de la voix en désaccord, ou bien faut-il que la Direction soit accusée de violer les règles ? La question doit être abordée avec toute la gravité qu'elle mérite. Si elle doit être soulevée pour être discutée au niveau du Conseil des Gouverneurs, alors la discussion sera ouverte, et la Direction écoutera, mais n'aura pas à répondre à des questions.

258. Revenant aux problèmes plus cruciaux des politiques financières et de la qualité des projets (en laissant de côté la question de l'administration de la Banque qui a été ajoutée aux termes de référence du groupe de travail en août 1993), il fait remarquer que le ferme engagement de la Direction à mettre en oeuvre les recommandations du Rapport Knox est attesté par le fait que c'est sur la propre initiative du Président que M. Knox et son équipe se sont vu confier cette tâche. La Direction a attendu la présentation du rapport avant de le placer dans son contexte historique.

259. L'idée a germé à l'occasion d'une de ses réunions régulières avec le personnel en décembre 1992, lors d'un diagnostic sur le Groupe de la Banque au cours duquel la nécessité d'un changement qualitatif a été reconnue, étant donné qu'il n'y aurait jamais suffisamment de ressources pour faire face aux besoins de l'Afrique, et que les répercussions du Rapport Wapenhans sur les autres institutions appellerait obligatoirement une étude semblable pour le Groupe de la BAD. Ce n'est donc pas par un accident de parcours qu'une ligne budgétaire a été inscrite pour un consultant dans le budget de la présidence, sur la base d'une approche initiale portant sur le recrutement d'un consultant qui serait appuyé par les fonctionnaires de la Banque. Le premier candidat, M. Fritch, qui achevait à ce moment son mandat à la CEE et aurait pu exécuter la tâche pour presque rien, a désisté, après un échange de correspondance, au motif qu'il était plus familier avec les réformes de politiques que la qualité des projets. La recherche d'un autre expert a été renforcée par la suggestion de l'Administrateur H.M. Schmid au cours d'une mission conjointe à Lisbonne et d'une visite à la Baronnesse Chalker, le Ministre britannique de la coopération, quand il l'a informée des projets de la Direction sur la qualité des projets.

260. Ce rappel historique visait à assurer les Plénipotentiaires qu'il ne peut y avoir de doutes de quelque nature que ce soit sur l'engagement de la Direction par rapport au suivi des recommandations du rapport Knox, puisque l'étude a été commandée à l'initiative de la Direction, qui voulait savoir dans quel sens orienter les réflexions sur l'avenir de la Banque,

spécialement dans le domaine des opérations financières et opérationnelles lancées en 1989 au cours du 25ème anniversaire avec l'étude menée par le Comité présidé par M. Mamoun Beheiry, dont M. Robert McNamara faisait partie.

261. Il convient aussi de se rappeler que la qualité des projets et les politiques financières ont été au centre de sa déclaration de 1993 à Abidjan. Il avait alors attiré l'attention sur la nécessité de faire quelque chose sur la qualité des projets et indiqué des lignes d'action en matière de politiques financières. C'est à la suite d'une planification, non par pure coïncidence, qu'il a été possible d'avoir un document sur l'examen des politiques financières en juin, un mois après avoir recruté M. Knox. L'examen se base sur la méthodologie de hiérarchisation des priorités, en tirant des études actuellement disponibles un document à soumettre à l'examen du Conseil sans rechercher un appui ou des études supplémentaires.

262. Il explique que le problème du ciblage du revenu net est encore à l'étude. On avait pensé que l'approche juste consistait à examiner les commissions des emprunts et la marge qui était jugée insuffisante, car le revenu est la résultante du compte des pertes et des gains. Il s'en suit que le ciblage du revenu ne revient pas à jouer sur un élément au détriment des autres. Une réunion de la Direction a été convoquée immédiatement en juillet 1993 à la suite de laquelle il a été convenu qu'il fallait centrer l'attention sur le contrôle budgétaire en plafonnant les dépenses de téléphone, de voyages en première classe, etc. et en donnant les directives appropriées au Département de la planification financière et du budget. Le concept de la réintroduction des commissions a été suggéré, mais une fois encore, il faut réfléchir au résultat. Quelle est la justification de l'imposition de commissions de prêt sur les prêts BAD? Vise-t-elle à garantir le recouvrement de l'investissement et à faire des profits raisonnables, ou à faire de la BAD une institution commerciale et à rechercher le maximum de profit, en réduisant par là de manière fort considérable le nombre des emprunteurs potentiels? Il y a une limite à ce qu'on peut faire pour réduire le provisionnement pour les pertes au titre des prêts en augmentant la marge de sorte que l'emprunteur le plus solvable paie pour les autres. La politique doit-elle viser à ce que les commissions sur les prêts de la Banque reflètent les coûts de ses emprunts et à avoir une marge raisonnable pour l'administration de la Banque? Ou vise-t-elle à compenser les différences par rapport aux autres points qui échappent au contrôle des pays solvables? Voici un autre problème où la Direction ne cherche pas à esquiver quoi que ce soit, mais est prête à considérer la situation de manière rationnelle.

263. Le document de juin n'a pas été présenté à nouveau au Conseil d'administration pour approbation, puisqu'aucun Conseil ne l'aurait adopté globalement, car il comprenait une telle variété de problèmes, allant du risque-pays et du ciblage du revenu net à l'adéquation et à l'augmentation du capital. Il ne pourrait avoir de pertinence que dans la mesure où il sert d'ouvrage de référence sur les politiques financières de la Banque dont des chapitres précis traitant de ces politiques auraient été adoptés.

264. La Direction a été réconfortée par les félicitations adressées par le Conseil à travers l'Administrateur Reding sur la mise en oeuvre et le suivi de la politique de risque en Tunisie. Mais, même à présent, malgré les réunions régulières sur cette question, la Banque n'a pas encore été capable de tout maîtriser. Il est nécessaire de résoudre le problème des conflits d'intérêt dans la politique des engagements par pays. Il a dans ce sens plaidé pour la création à la BAD d'un groupe de pays du genre Mexique et Brésil, comme à la BiAD et à la BASD où certains pays emprunteurs ont la possibilité de dépasser leurs plafonds respectifs. Tout en admettant l'importance du risque-pays, il se demande laquelle des trois institutions du Groupe de la Banque fournira les ressources pour financer le développement quand une majorité de pays récipiendaires du guichet BAD auront été éliminés. Là encore, la Direction pense qu'il faut réfléchir davantage avant de proposer quelque chose d'acceptable. Il reviendra plus tard sur la désignation des pays de la catégorie exclusivement FAD.

265. Le but du rappel historique qui précède était d'indiquer que certaines des questions relevées dans la lettre du Coordonnateur étaient déjà dans les préoccupations de la Direction. Elles n'ont pas été négligées, mais comme les PAS, certaines politiques doivent être éprouvées avant d'être suffisamment affinées pour être formellement adoptées. Même là, il précise que la Direction n'a pas de problèmes particuliers sur la circulation des documents de politique, spécialement ceux qui concernent le risque-pays, les directives sur la lutte contre la pauvreté et l'examen de l'adéquation du provisionnement pour les pertes sur prêts, qui figurent tous dans la résolution du Conseil. Il avait en fait à titre indicatif mentionné 4 % à ses collaborateurs, mais la Banque doit avancer progressivement, et il a besoin des orientations que fournit l'évaluation de ses experts.

266. En outre, pour prévenir tout malentendu ou toute fausse interprétation, il a clairement prévu dans sa déclaration de l'année précédente une baisse importante du revenu net par suite de l'application des politiques nouvellement adoptées. La baisse est donc une décision volontaire du Conseil d'administration, agissant sur les recommandations de la Direction.

267. Avant de répondre à la lettre du Coordonnateur et de souligner le plan d'action de suivi sur le Rapport Knox, il attire l'attention des Plénipotentiaires sur l'accent de l'interview qu'il a accordée à Jeune Afrique au cours de sa récente visite officielle en Suisse. En substance, il a prévenu les membres régionaux le plus clairement possible du danger sérieux qu'ils font courir à la position financière de la Banque en la traitant comme leurs banques nationales de développement où ils pouvaient puiser des fonds sans penser au remboursement. Ce message a son importance dans le débat actuel sur les arriérés, car il montre la constante préoccupation de la Direction dans ce domaine. La Direction a déployé une série d'initiatives dont les interventions du Président de l'Organisation de l'unité africaine et de son Ministre des finances de l'époque, qui était aussi Président des Conseils des Gouverneurs de la BAD, ainsi que du Président Hosni Moubarak d'Egypte et du Président Arap Moi du Kenya et son Ministre des Finances, pour sensibiliser les dirigeants africains sur la nécessité de donner un traitement préférentiel au règlement de leurs obligations.

268. Il profite de l'occasion pour exprimer sa profonde gratitude aux Plénipotentiaires pour leur appui et leur compréhension dans ce domaine, ainsi qu'à la Banque mondiale et au FMI pour avoir accepté de partager leur documentation sur les pays africains avec le Groupe de la BAD et de les avoir poussés, spécialement le Gabon et les Comores, à donner à la BAD la priorité dans l'apurement de leurs arriérés. Il est important d'applaudir et d'enregistrer l'importance de tels gestes pour la coopération et la solidarité.

269. Lors d'un récent échange de vues avec ses collègues de Washington sur la question de la catégorie exclusivement AID ou FAD, ces derniers ont reconnu la différence entre leur situation et celle de la BAD, surtout parce qu'ils n'ont que deux pays africains exclusivement AID, alors que la BAD en a près de 40. Le problème est donc de savoir comment transférer des ressources dans ces pays. Plusieurs idées ont été avancées, y compris celles de la création d'un fonds spécial ou d'une cinquième dimension, qui sont toutes les deux louables. Il revient lui-même d'une visite officielle en Arabie saoudite où il s'est rendu avec des documents de travail détaillés pour solliciter de l'aide en vue de la création d'un fonds de subvention des

intérêts, étant donné la pénurie de ressources concessionnelles et le niveau de la reconstitution du FAD-VII qui sera probablement modeste. La Direction aimerait alléger le poids des taux d'intérêt sur les emprunteurs du guichet BAD. Une autre source d'inquiétude importante, qui n'a été confirmée que ce matin même, est l'adhésion imminente de l'Afrique du Sud à la Banque. Bien qu'elle soit plus solvable que nombre de pays sub-sahariens, son admission pourrait présenter au Groupe de la Banque le même problème que la Namibie, en ce sens qu'il se pourrait que la Banque soit incapable d'intervenir immédiatement ou de manière importante en faveur de la majorité de la population de ce pays, à moins qu'un plan de subvention des intérêts ne puisse être introduit pour lui permettre d'y financer les secteurs sociaux avec l'appui des institutions de Bretton Woods et de la communauté internationale.

270. Par ailleurs, la Direction reconnaît le problème fondamental qui a motivé la recommandation de la catégorie exclusivement AID ou FAD. L'idée n'aurait pas pris forme actuellement si chacun des pays de la catégorie A s'était comporté comme l'Ethiopie, la Mauritanie et le Ghana pour leurs obligations financières vis-à-vis de la BAD, s'il n'y avait pas actuellement d'arriérés, ni aucune nécessité de provisionnement ou d'inquiétudes sur la position financière de la Banque. Mais le problème est à appréhender par rapport à sa substance, à la philosophie qui le sous-tend, à son orientation et au but souhaité. Il se pourrait fort bien que le problème réel soit en fait un problème de solvabilité ou de crédibilité financière. Il revient aux Plénipotentiaires d'apprécier la situation, mais de toutes les recommandations qui ont été faites, celle qui concerne la catégorie exclusivement FAD ne peut être adoptée par la Direction sans le jugement préalable du Conseil d'administration, à la lumière du principe que le bon argent ne doit pas être rejeté avec le mauvais. Il importe également de comprendre qu'une conséquence certaine du refus aux pays bénéficiaires de l'accès des ressources de la BAD sera un transfert négatif vers quelque 13 pays susceptibles d'être affectés, puisque le niveau de la reconstitution du FAD-VII ne sera probablement pas assez élevé pour faire face aux besoins du continent africain. Cette éventualité est fort loin de l'objectif recherché.

271. M. Knox a officiellement présenté son Rapport au Conseil d'administration le 15 avril 1994 et la Direction a promis de fournir son plan d'action sur la mise en oeuvre du rapport à sa prochaine réunion. La Direction considère le rapport comme globalement positif. Il souligne à juste titre quelques uns des points soulevés par la Direction à Dakar, et propose des remèdes concernant la qualité des projets et l'administration générale, notamment les

intérêts divergents auxquels la Direction doit faire face ; l'existence à la Banque de politiques et de procédures de prêt saines, mais qui ne sont pas suivies de manière permanente ; la nécessité de relever la présence de la Banque dans les pays récipiendaires qui veulent même qu'elle assiste aux négociations et au dialogue sur les politiques économiques ; et la restructuration en mettant l'accent soit sur les pays soit sur les secteurs. Il est beaucoup plus important de noter que le rapport en appelle également à tous les partenaires du Groupe de la Banque, c'est-à-dire le Conseil des gouverneurs, le Conseil d'administration, le Président, la Direction et le personnel, pour qu'ils assument la responsabilité collective de garantir le succès de l'effort d'amélioration de la performance globale de l'institution.

272. A cette fin, la Direction a distribué le rapport à tous les organes de la Banque, et continuera de sensibiliser toutes les parties concernées par les recommandations qui y sont contenues. Cela sera suivi par un plan d'action détaillé sur le suivi des recommandations à travers un comité interdépartemental élargi pour diffuser les dimensions de la qualité des projets dans tout le personnel de la Banque. Dans ce contexte, il souligne que les toutes les recommandations qui sont du ressort de la Direction et peuvent être mises en oeuvre immédiatement sans ressources budgétaires supplémentaires comprennent tous les problèmes relatifs aux projets, tels que la révision du format et du contenu des PEPP et des DSP, pour lesquels un plan d'action en 32 points a été formulé. Il appartient aux Gouverneurs de se prononcer sur les autres recommandations telles que la création d'un comité de revue investi de pouvoirs étendus, bien que la Direction soit prête à fournir des idées si elle est sollicitée à cet effet.

273. Telles sont les grandes lignes de l'engagement de la Direction vis-à-vis de la mise en oeuvre des recommandations d'une étude commandée par elle. Elle n'a pas l'intention de ranger le rapport dans les tiroirs, mais plutôt de s'en servir comme un instrument pour l'amélioration de la performance, et en particulier pour donner une réponse efficace aux besoins du continent africain. Tel est l'hommage de la Direction à l'équipe Knox.

274. Il y a, inévitablement, des problèmes de procédure. Voici un Rapport maintenant à la disposition de tous, autour de la table. Il a été jugé opportun, pour des raisons de procédure, de le mettre à la disposition de tous les Gouverneurs, et de permettre au Conseil d'administration de prendre note du plan de mise en oeuvre de la Direction. Mais au bout du compte, le message essentiel du Rapport est son appel formel pour le soutien collectif au

Groupe de la Banque, particulièrement par les pays africains, qui n'ont pas de forum consultatif, pour qu'ils accordent plus d'attention à leur institution. Comme il l'a dit auparavant, il reviendra aux Gouverneurs de se prononcer lors des Assemblées de Nairobi sur les autres points du rapport qui sont de leur ressort afin de prendre la direction dans la mise en oeuvre de toutes les recommandations en commençant par celles qui peuvent être exécutées immédiatement, et en programmant la mise en oeuvre des mesures de long terme.

275. En conclusion, il assure les Plénipotentiaires qu'il est prêt à développer tout aspect de son intervention qu'ils souhaiteraient le voir développer.

276. Le **PRESIDENT** remercie le Président du Groupe de la Banque pour sa réponse exhaustive aux problèmes énumérés dans sa lettre, bien que le ton ait peut-être manqué de mesure çà et là. Avant de rédiger la lettre, les Plénipotentiaires ont pleinement reconnu l'importance des différentes mesures précédemment prises par la Direction sur les problèmes en jeu, mais c'est sur la base de préoccupations sincères sur certains indicateurs opérationnels et financiers qu'ils ont demandé des mesures supplémentaires. Ils réalisent aussi que la tâche est difficile, et exige le partenariat de toutes les parties intéressées. Il félicite donc le Président pour la manière dont il a énoncé le programme de travail que la Direction entend mener jusqu'aux Assemblées annuelles de Nairobi. L'essentiel, c'est de transmettre aux Gouverneurs, au Conseil d'administration et à la Direction l'invitation à l'unité et au programme d'action pour l'avenir du Groupe de la Banque.

277. Le **PRESIDENT DU CONSEIL DES GOUVERNEURS** exprime sa gratitude pour l'occasion qui lui est offerte de répondre à la lettre du Coordonnateur. Prenant la parole immédiatement après le discours éloquent du Président de la Banque, il a l'intention de se limiter à quatre aspects principaux de la lettre. Mais avant de le faire, il aimerait remercier le gouvernement suisse de lui avoir permis de renouveler son amitié avec tant de ses collègues qui ont récemment achevé les négociations sur la restructuration du Fonds mondial pour l'environnement et de souligner les dispositions matérielles prises pour la célébration du 30ème anniversaire de la BAD et les Assemblées annuelles 1994 à Nairobi.

278. Il rappelle avoir, depuis les dernières Assemblées annuelles à Abidjan, assisté à plusieurs réunions du Bureau du Conseil des gouverneurs et du Comité consultatif ainsi qu'aux négociations sur la reconstitution des ressources du FAD-VII. Il a remarqué toute une

gamme de sentiments : bonne volonté, désespoir, méfiance, colère, frustration, courage, assurances d'espoir et engagement envers le Groupe de la BAD. Il aimerait s'appesantir sur les espoirs positifs que la BAD suscite comme instrument pour le transfert des ressources en vue du financement du développement de l'Afrique. Les négociations sur la reconstitution du septième FAD se poursuivent sur la toile de fond de ces sentiments et à un moment où l'Afrique continue d'expérimenter la famine et les privations, les guerres civiles, les exodes massifs de populations, la transition vers une démocratie politique multipartisane, l'alourdissement du fardeau de la dette et des arriérés, et la mise en oeuvre de programmes d'ajustement structurel, facteurs qui exigent des flux de ressources nets réels pour permettre à l'Afrique d'exécuter ses programmes de développement.

279. La lettre du Coordinateur est elle-même une réponse à un appel lancé par le Bureau du Conseil des gouverneurs dans la ligne de leur détermination de se rencontrer régulièrement pour aborder les problèmes que rencontre le Groupe de la Banque africaine de développement.

280. Il rappelle aux Plénipotentiaires que les négociations sur la reconstitution du FAD-VII se tiennent dans le contexte des conséquences désastreuses du manque à gagner du FAD-VI, des projets ayant été traités qui n'ont pu être financés. Pour cette raison, le Bureau du Conseil des gouverneurs a estimé nécessaire d'envoyer un appel écrit aux Plénipotentiaires pour les inviter à accélérer l'achèvement des négociations, étant donné que le FAD-VII aurait dû entrer en vigueur le 1er janvier 1994.

281. Il donne ensuite ses réactions préliminaires à la lettre du Coordinateur qui, comme au Président du Groupe de la Banque, lui est parvenue juste au moment où il quittait Nairobi pour Berne. Il n'a donc pas eu le loisir de consulter ses collègues régionaux au préalable. Etant donné les difficultés matérielles de le faire avant les Assemblées annuelles, il serait malheureux d'imposer une telle condition pour le lancement du FAD-VII à Nairobi.

282. Partant du sens général que la lettre du Coordinateur est une invitation à un dialogue plus effectif, il informe les Plénipotentiaires que les délibérations du Comité consultatif ont été très constructives, que ses membres sont unanimes et sans équivoque sur une conclusion, à savoir qu'ils veulent une Banque africaine de développement financièrement forte et opérationnellement saine, et qu'un projet de résolution à cet effet sera proposé à Nairobi. Il

donne donc l'assurance aux Plénipotentiaires, en sa qualité de Président des Conseils des gouverneurs, que tous les gouverneurs, particulièrement les non régionaux, seront informés de tous les problèmes majeurs évoqués dans cette lettre, avec une recommandation ferme à l'effet de prendre des mesures positives sur ces questions à Nairobi et après. Telle est la première décision qu'il a arrêtée la veille avec ses collègues du Bureau.

283. S'agissant de certaines des expressions utilisées dans la lettre pour décrire la situation financière de la Banque, il s'inscrit en faux contre de telles déclarations dans une lettre ouverte, car elles sont susceptibles d'être déformées dans les journaux, au grand préjudice de la Banque. Il est judicieux de taire sur un sujet aussi délicat toute déclaration qui pourrait involontairement sceller le destin de l'institution.

284. Il réaffirme sa détermination, non seulement comme actionnaire, mais aussi comme Président en exercice des Conseils des gouverneurs, de veiller à ce que les Gouverneurs régionaux soient activement impliqués dans un dialogue constructif sur les problèmes soulevés dans la lettre. Comme première réplique concrète à la lettre, il propose la formation d'un Comité ad hoc des Conseils des gouverneurs ayant pour mandat de s'intéresser à l'ensemble des problèmes auxquels sont confrontés la BAD et le FAD, les deux principales institutions du Groupe de la Banque, sans omettre l'adéquation du capital et les autres questions de long terme. Le Comité, dont la durée du mandat sera déterminée sur la base de ses termes de référence, pourra être assisté par un Groupe technique de haut niveau, tel que proposé par les Etats Unis d'Amérique, mais les implications budgétaires devront être soigneusement examinées et énoncées. Le Groupe de haut niveau devra, dans un laps de temps déterminé, fournir au Comité des gouverneurs des idées professionnelles ayant trait à l'administration, à la réorganisation de la Banque, et aux questions financières et opérationnelles ayant directement ou indirectement trait aux aspects plus vastes de l'avenir de la Banque.

285. La création d'une catégorie de pays exclusivement FAD est l'un des points les plus importants de la lettre. Bien qu'il comprenne ce qui sous-tend ce concept, il est tenu, en tant que gouverneur et actionnaire africain, de recommander la plus grande prudence possible sur cette question, car elle est au coeur du Groupe de la Banque en tant qu'instrument de confiance en soi au sein de ses actionnaires africains. Elle est également fondamentale pour la cohésion de leur appartenance à l'institution. La question de l'éligibilité aux prêts BAD

doit donc être abordée de manière scientifique et calculée. Car ce qui compte, ce n'est pas tant la pauvreté d'un pays donné que sa solvabilité. Elle ne doit pas être utilisée simplement comme outil de sélection pour sauvegarder l'intégrité de la Banque, mais aussi comme un mécanisme pour incorporer les plus grandes considérations pour les pays en croissance et qui sont capables d'honorer leurs obligations à son égard. D'un autre côté, le bilan des fonds du FAD est l'aspect des ressources disponibles. La Banque mondiale dispose d'une réserve considérable de ressources pour son programme AID uniquement, alors que les ressources disponibles pour le FAD ne sont pas encore connues. En outre, il y a un danger pour le maintien de la BAD en vie, en ce sens qu'elle aboutira à la création d'une catégorie de 38 pays exclusivement FAD, cinq pays mixtes et 8 pays exclusivement BAD, y compris les petits pays insulaires. En laissant les trois gros emprunteurs de la catégorie Banque exclusivement, la Banque n'aura plus besoin d'une augmentation de capital, et elle perdra même sa raison d'être, puisqu'elle n'aura plus d'emprunteurs.

286. La question de la qualité des projets qui est traitée avec sérieux dans le Rapport KNOX est une question pressante. Comme le Conseil d'administration a commencé à examiner le Rapport, il attend d'en recevoir officiellement un exemplaire dans les semaines à venir. Il donne l'assurance à tous les Plénipotentiaires présents que le document recevra l'attention urgente et soignée qu'il mérite de la part des Gouverneurs du Groupe de la Banque, et probablement aussi au niveau du Comité ad hoc envisagé. Les efforts les plus soutenus devront être déployés pour étudier le Rapport et veiller à ce que les mesures nécessaires soient prises pour permettre à l'institution une fois renforcée de mieux répondre aux défis des années à venir.

287. Il souligne que les actionnaires africains sont profondément préoccupés par les problèmes des arriérés dus à la BAD, et confirme la déclaration du Président du Groupe de la Banque disant que la question a été traitée au plus niveau des dirigeants africains sous forme de contacts personnels et de correspondance. Les pays sous arriérés chroniques ont été avertis que le défaut de règlement de leurs arriérés est une manière sûre de tuer la BAD. Le Comité consultatif a également traité cette question en long et en large. C'est donc sans réserve qu'il souscrit aux préoccupations des Plénipotentiaires et à leur opinion qu'il revient aux Gouverneurs africains de leur trouver une solution définitive. Non seulement le Comité ad hoc envisagé traitera ce problème, mais en plus, il sera demandé aux pays concernés, eu

égard aux promesses non tenues depuis longtemps, de s'asseoir avec les organes dirigeants de la Banque pour élaborer un mécanisme satisfaisant en vue d'éliminer leurs arriérés dans des délais raisonnables.

288. Par ailleurs, il met l'accent sur la série de mesures positives prises par les différents organes de la Banque qui n'ont pas encore produit de résultats tangibles. La semaine suivante, il transmettra à tous les Gouverneurs régionaux les préoccupations exprimées dans la lettre du Coordonnateur, en leur recommandant de leur accorder une sérieuse attention dès à présent et après les Assemblées annuelles. Il déclare toutefois que ne plus emprunter n'est pas la réponse appropriée, car cela reviendrait à abandonner la bataille pour le développement. Les actionnaires de la Banque sont capables de résoudre les problèmes de la Banque, il n'est pas nécessaire d'agir dans la précipitation, mais de suivre des approches calculées et mesurées capables de contenir la situation dans un laps de temps raisonnable et de permettre de renforcer la Banque. Par conséquent, les Assemblées de Nairobi devraient offrir l'occasion de réfléchir sur ces problèmes de bonne foi et dans un esprit de consensus et de coopération pour adopter des solutions reflétant leurs préoccupations communes pour le Groupe de la BAD.

289. L'un des problèmes connexes à la gouvernance est celui des pouvoirs de vote. Il est régi par les dispositions de l'Accord portant création de la Banque. Le Président demande le temps de la réflexion, et invite les Plénipotentiaires à ne pas fermer la porte à une telle occasion au cours des discussions préliminaires sur la Cinquième augmentation générale du capital, on espère à Nairobi, en la rattachant aux négociations sur la reconstitution des ressources du FAD-VII. Le deuxième problème concerne la relation fonctionnelle entre la Présidence et le Conseil d'administration, chacune en tant qu'institution prévue dans l'Accord de la BAD. Bien que le Bureau ait pris des mesures pour contenir la situation, la question a été rouverte par le Rapport Knox. Au nom des 76 Gouverneurs de la BAD, et pour l'information du Président du Groupe de la BAD et des Administrateurs présents, il souligne que la question est du ressort des actionnaires ; qu'il n'y a aucun malentendu au niveau de ceux-ci, et que le Président et les Administrateurs sont les employés des actionnaires. Il assure les Plénipotentiaires que le Bureau est convaincu d'avoir fait le nécessaire pour contenir la situation. Mais les Plénipotentiaires devraient avoir l'amabilité de l'informer de

toutes questions qu'ils pensent devoir être rattachées personnellement au Président du Groupe de la Banque ou concerner directement les Administrateurs, pour lui permettre de s'en faire l'écho auprès de ses collègues Gouverneurs.

290. En conclusion, il répète l'appel lancé dans sa lettre aux Plénipotentiaires sur les effets du manque à gagner au titre du FAD-VI, le retard de l'entrée en vigueur du FAD-VII, le fait que les personnes présentes ont la capacité de soutenir la Banque ou de la ruiner, sa croyance qu'il n'est dans les intérêts de personne de creuser la tombe de la Banque, et son espoir d'une Banque encore plus forte.

291. Le **PRESIDENT** remercie le Président du Conseil des Gouverneurs d'avoir su allumer l'intérêt des Plénipotentiaires pour Nairobi, et s'attend au suivi des problèmes essentiels qui sont en jeu. Il apprécie sa disponibilité et sa détermination à transmettre les messages d'intérêt réciproque à ses collègues Gouverneurs africains. C'est un pas important dans l'effort visant au renforcement du dialogue entre la Direction et ses membres sur les questions fondamentales ayant trait à l'avenir de l'institution.

292. Le **REPRESENTANT de l'ITALIE** déclare qu'il se réserve le droit de faire une communication écrite sur la question du pool de ressources pour la capacité d'engagement du FAD.

293. Le **REPRESENTANT des ETATS UNIS D'AMERIQUE**, commentant la déclaration du Président du Groupe de la BAD, fait savoir que sa délégation n'a rien à voir avec l'appel de M. Roosevelt de Lehman Brothers sur la vente des obligations de la BAD. Il pense que cette information ne doit être ni exagérée, ni sous-estimée. Mais elle met les Plénipotentiaires dans l'obligation de quitter Berne avec un programme d'action suffisamment prospectif qui aille au-delà du contexte des présentes négociations sur la reconstitution des ressources. Ils ne peuvent se permettre le luxe de quitter Berne sans avoir des idées claires sur le cours des événements à venir. Les répercussions négatives ne peuvent être évitées au cours des quatre jours alloués aux Assemblées annuelles à Nairobi.

294. Son double rôle de représentant de son Gouverneur au Conseil et au Bureau des Gouverneurs, et de participant aux négociations sur la reconstitution, est un rôle difficile, mais il a enrichi sa compréhension des problèmes à l'ordre du jour. Il pense qu'il sera

nécessaire de se présenter à Nairobi avec un dossier équilibré et des suggestions pragmatiques. Ce dossier pourrait revêtir la forme d'une résolution utilisant la reconstitution du FAD-VII comme thème central.

295. Mais quel que soit le langage diplomatique élaboré, il n'est pas possible de demander aux Gouverneurs régionaux et non régionaux d'exprimer leurs positions respectives sans mentionner ce qu'ils considèrent comme les problèmes fondamentaux. Il ne semble pas qu'il y ait d'alternative viable, à l'heure actuelle, à la création d'une catégorie exclusivement FAD, une catégorie mixte et une catégorie BAD uniquement, qui pourrait être étayée par les délibérations initiales sur l'adéquation du capital de la Banque, et des possibilités de reconstitution du capital. Il a confiance en l'idée dont le Président du Bureau s'est fait l'avocat, à savoir la création d'un Bureau ad hoc des Gouverneurs ou d'un groupe de revue de haut niveau, et de sa déclaration sur l'engagement des pays membres régionaux défaillants à élaborer des programmes pour éliminer leurs arriérés à l'égard de la Banque. Tous ces éléments peuvent prendre une armature législative dans une résolution à Nairobi, en s'inspirant de la lettre des pays du Groupe de l'OCDE et des indicateurs financiers clés soulignés dans le rapport Knox, ainsi que de la suggestion relative au mécanisme stand-by non financé de la dette. Ainsi, côté positif, il y a eu des discussions sur l'adéquation du capital et les perspectives de la reconstitution du FAD-VII. Le mécanisme stand-by non financé de la dette n'a pas été conçu nécessairement pour faire plaisir aux Plénipotentiaires, mais pour tranquilliser les personnes telles qu'Edouard Roosevelt et vendre leurs obligations.

296. Il concède qu'il y a eu quelque confusion sur la signification d'un mécanisme stand-by non financé de la dette. Il illustre ensuite le fonctionnement de la directive révisée du plan, qu'il décrit comme abaissant essentiellement le flux des intérêts et échangeant les actifs entre la BAD et le FAD.

297. Il fait observer que le problème du programme de prêt de la BAD est une source de malaise parmi les Plénipotentiaires présents. Il faudrait l'aborder avec la création d'une catégorie de pays exclusivement FAD. Il est certain qu'à moins qu'une formule satisfaisante ne soit trouvée sur les deux questions, si possible de la manière diplomatique et pragmatique que le Président du Groupe de la Banque a suggérée dans le passé, il est peu probable qu'ils souscrivent à une action nécessitant l'injection de ressources du FAD dans un mécanisme BAD stand-by de la dette. Pareillement, il convient avec le Président que le processus de

prise de décision au sein du Conseil d'administration deviendra une question centrale, quand les Gouverneurs entameront les discussions sur l'adéquation du capital, qui mènera probablement à une augmentation du capital. Les non régionaux feront vraisemblablement tout leur possible pour que la structure des pouvoirs de vote du FAD devienne celle de la BAD. Sa propre position serait favorable au maintien du système actuel des affectations un tiers deux tiers, mais non celui du système de vote.

298. Ayant eu le privilège d'assister aux réunions du Conseil des Gouverneurs, du Bureau du Conseil des Gouverneurs et des négociations sur la reconstitution du FAD, il reconnaît que la Banque va vers un tournant décisif à Nairobi. L'ordre du jour qu'il a esquissé est une approche constructive quant on le prend avec les suggestions du Président du Bureau. Il répète son appel aux Plénipotentiaires pour qu'ils terminent leurs réunions avec un message positif et se rendent à Nairobi avec des assurances fermes que l'avenir de la Banque est brillant et qu'une consolidation est en train d'être mise en place pour s'assurer que les buts fixés pour l'Institution seront réalisés dans un proche avenir, ou dans les douze prochains mois.

299. Le **GOVERNEUR REPRESENTANT LA MAURITANIE** remercie les autorités suisses pour leur chaleureux accueil et les excellentes dispositions prises pour la présente réunion.

300. Il appuie sans réserve la déclaration exhaustive du Président du Bureau du Conseil des Gouverneurs. Il a écouté avec attention toutes les interventions faites depuis le début de la rencontre, particulièrement celles concernant les inquiétudes exprimées dans la lettre du Coordinateur sur l'avenir du Groupe de la Banque et les réactions du Président du Groupe de la Banque à ces inquiétudes, les références au précédent appel lancé par écrit par le Bureau, et l'opinion du représentant des Etats Unis d'Amérique disant que la BAD doit être dorénavant perçue non comme une institution africaine, mais comme une institution commune des régionaux et des non régionaux pour le développement du continent africain. Mais nul ne doit ignorer la nature spécifique des problèmes de l'Afrique.

301. Le Président du Groupe de la Banque a traité de manière exhaustive la question de la création d'une catégorie de pays exclusivement FAD, et les besoins particuliers des pays du Groupe A. Il ne serait pas juste de pénaliser les pays qui honorent scrupuleusement leurs

obligations et ont démontré leur capacité d'absorber des ressources de la BAD et du FAD. On ne doit pas non plus sous-estimer le nombre croissant de pays qui ont droit aux prêts FAD, ni la nécessité de tenir compte du cas particulier de pays tels que le Nigeria et du manque à gagner du FAD-VI, tous éléments qui justifient un niveau de reconstitution plus élevé. Son pays est l'un de ceux qui pensent que tout pays membre emprunteur doit honorer ses obligations. De même, il semble légitime de s'attendre à ce que tous les Etats participants honorent les engagements qu'ils ont librement souscrits. La persistance du déficit dans les ressources du FAD-VI a créé de sérieuses difficultés pour le Fonds comme pour les pays emprunteurs potentiels dont les projets déjà traités sont restés en souffrance par manque de ressources.

302. Il est également nécessaire que le Groupe de la Banque mène ses opérations à la manière d'une institution financière saine, particulièrement dans le domaine de la solvabilité des pays. La bonne solution n'est pas d'abandonner un pays quand il est incapable de faire face à ses obligations, mais de formuler un plan de recouvrement viable. Pareillement, il n'est pas conforme à la bonne pratique bancaire d'empêcher des pays comme l'Ethiopie, le Ghana et la Mauritanie, qui sont à jour dans leurs obligations vis-à-vis du FAD, d'emprunter à la BAD. Au contraire, il faut plutôt rechercher une approche plus cohérente.

303. En outre, il convient que de rapides mesures de précaution doivent être prises par les actionnaires et les organes compétents du Groupe de la Banque pour redresser tout signal négatif qui pourrait être perçu sur sa position financière.

304. Enfin, en sa qualité de membre du Bureau du Conseil des Gouverneurs, il confirme son désir constant, comme l'orateur précédent l'a souligné, d'apaiser les préoccupations de tous les membres du Groupe de la Banque, notamment sur la crédibilité et la viabilité de l'Institution ainsi que les conditions politiques et financières qui prévalent.

305. Le **PRESIDENT** informe les Plénipotentiaires qu'ils doivent maintenant faire face à une contrainte de temps. Le Président de la Banque a en effet livré l'information que dans les milieux des marchés financiers, on se pose des questions sur la situation de la Banque. La lettre qui a été débattue vise à sortir celle-ci de l'ornière. Mais, il voudrait maintenant s'adresser à eux en sa qualité de Directeur général par intérim de la Coopération au Ministère des Affaires Etrangères de son pays. Il leur faut, à son avis, en tant que représentants de

pays membres de la Banque, poser pour la réunion de Nairobi les conditions d'une stratégie, dont les résultats seront d'ouvrir un avenir pour la Banque. Il pense que les Plénipotentiaires se doivent d'informer leurs autorités en toute confiance, et émettre depuis Berne un message positif.

306. Il rappelle que M. Hennesey a souligné une approche pratique inévitable, mais douloureuse, pour la plupart d'entre eux. Le Président des Conseils des Gouverneurs a décrit ce qu'il a l'intention d'entreprendre auprès de ses pairs, et le Président de la Banque a fait état pour sa part de ce que la Banque a fait et fera dans ce sens.

307. Il aimerait demander aux délégations ce qu'elles pensent des conditions minimales requises pour que la réunion de Nairobi consolide la position du Groupe de la Banque, du point de vue stratégique. Il note qu'en tant que technicien du développement, il se rend compte que les enjeux sont de taille, et que pour remplir leur rôle, il faut avoir cette réalité présente à l'esprit. Les Plénipotentiaires doivent élargir les perspectives, mettre de côté leurs responsabilités de délégués, se considérer comme actionnaires du Groupe de la Banque et formuler les mesures à prendre pour que la réunion de Nairobi soit couronnée de succès.

308. Le **REPRESENTANT de la NORVEGE** estime que la première condition est celle exprimée par plusieurs délégués, entre autres le représentant des Etats-Unis, à savoir que ces négociations doivent être conclues à Nairobi. A ce niveau, deux problèmes ardues se posent : la mesure dans laquelle des solutions peuvent être trouvées au besoin de ressources substantielles pour le renforcement de la position de la Banque, et le problème de la catégorie exclusivement FAD. La deuxième condition, c'est que la Direction de la Banque montre les progrès dont le Président de la Banque a parlé. Il faut que la preuve manifeste de ces progrès, ou celle de la volonté de les accomplir, soit donnée très vite, si possible avant la réunion de Nairobi. Le troisième élément, c'est que les présentes discussions, et les négociations sur la prochaine augmentation du capital, soient perçues comme faisant partie d'un processus continu. Pour être constructif et pour résoudre les problèmes posés, il importe d'avoir l'esprit ouvert sur le moment de l'augmentation du capital. Pour lui, un délai de deux ans est trop long et risquerait d'empirer la situation. Le quatrième défi concerne les Régionaux, qui doivent consentir des efforts pour apurer leurs arriérés, faute de quoi la reconstitution des ressources du FAD et l'augmentation générale du capital seront en danger. Mais là, des efforts peuvent être fournis avant Nairobi. En outre, les pays régionaux devront

se pencher sur les problèmes que pose l'existence d'une catégorie exclusivement FAD. Il faut éviter de penser que le seul fait d'honorer ses obligations envers la Banque justifie l'éligibilité aux ressources de la Banque.

309. Il importe également de se rendre compte que les transferts nets de la Banque vers chacun des pays emprunteurs ne pourront pas être toujours positifs. C'est un processus naturel qu'il faut reconnaître. Enfin, s'agissant du rapport Knox, le Président a envoyé un signal très positif en notant que ce rapport constitue un défi pour la Direction et qui implique la participation de tous.

310. Le **REPRESENTANT de la SUISSE** estime que Nairobi devrait marquer un nouveau départ, et que les négociations du FAD-VII devraient se terminer à ce moment, avec le lancement des négociations de l'augmentation du capital, qui sera accompagné d'une série de mesures d'amélioration de la qualité des projets et de la situation financière de l'Institution. A son avis, les deux obstacles à surmonter sont la catégorie exclusivement FAD, et le mécanisme de gestion de la dette. Concernant le premier obstacle à lever, il faudra étudier les questions relatives à la solvabilité et au passage de la catégorie A à la catégorie B. Il pense qu'il serait également utile de rendre souple et équitable le mécanisme de répartition des ressources du FAD, mais sur la base du critère de la performance. D'autre part, il est inévitable que des pays qui passent de la catégorie B à la catégorie A connaissent des transferts nets négatifs (Côte d'Ivoire, Cameroun, Sénégal). Il faudrait examiner si ces transferts nets négatifs peuvent être compensés par d'autres mécanismes ou institutions. Il fait allusion à cet égard au rôle modeste que peut jouer la Cinquième dimension.

311. Quand au mécanisme de gestion de la dette, il n'y a pas pour le moment de consensus sur la nécessité et les modalités d'un tel mécanisme. La communauté des donateurs devra prendre acte de ce constat.

312. D'ici la réunion de Nairobi, les contacts avec les gouvernements africains devront s'intensifier. Le projet de résolution devra être rédigé en termes concrets pour que les Gouverneurs puissent l'avaliser sans difficulté. Il pense aussi qu'il faudra laisser suffisamment de temps aux réunions du Comité directeur à Nairobi pour qu'il travaille sans trop de pression. La réduction du volume des arriérés avant les Assemblées annuelles sera un geste très important.

313. S'agissant du processus de l'augmentation du capital, il ne doit pas être long, et il sera à mettre en rapport avec les questions relatives aux politiques financières ainsi qu'à la gouvernance. Ce processus devrait durer au maximum un an, et prendre fin aux Assemblées annuelles de 1995. L'augmentation ne doit pas nécessairement être de grande taille, car si le nombre des clients de la Banque est réduit, le niveau de prêts sera aussi réduit, et le FAD ne compensera pas le manque à gagner par un volume plus grand, car on ne peut raisonnablement supposer que les Etats auront subitement les ressources qu'ils ont dit ne pas avoir.

314. Le **REPRESENTANT du CANADA** partage la plupart des points de vue exprimés par les précédents orateurs. Ce que l'on attend des prochaines Assemblées annuelles, c'est de donner l'assurance aux marchés financiers que la Banque est saine. Se demandant pourquoi les marchés financiers sont nerveux au sujet de la BAD, il répond que c'est en raison de la viabilité financière, de la baisse du revenu indiquée par la Banque elle-même, les actionnaires, et les observateurs de la Banque. Cette nervosité est probablement accrue par quelques événements récents tels que le départ du Directeur de la Trésorerie. Ce qui peut être fait pour tenter de calmer cette nervosité, c'est de renforcer la situation financière de la Banque à long terme, d'augmenter l'adéquation du capital à travers une augmentation du capital. Les négociations du FAD ayant été longues, il estime qu'il ne faut pas hâter une augmentation de capital, qui apaiserait peut-être les marchés, mais pour peu de temps. Dans l'intervalle, il faut manifester l'appui au Groupe de la Banque. L'accélération des négociations du FAD-VII ne calmerait pas nécessairement la nervosité des marchés, à moins qu'elle ne soit accompagnée des réformes demandées. Dans le contexte de cette nervosité, il recommanderait que la Direction de la Banque, le Conseil d'administration et le Conseil des Gouverneurs adoptent le conservatisme en matière financière.

315. Pour lui, c'est parce que la Banque n'a pas eu dans le passé de catégories exclusives qu'elle est maintenant confrontée à ces problèmes financiers. Si elle n'avait pas prêté à des pays non solvables, elle n'aurait pas maintenant ses problèmes d'arriérés. La justification de la création d'une catégorie exclusivement FAD est d'éviter la résurgence de ces difficultés à l'avenir, et de le dire aux marchés de capitaux.

316. Reprenant les commentaires du Président des Conseils des Gouverneurs, il admet que l'adoption des mesures préconisées se traduira par un rétrécissement de la Banque, mais

uniquement pour 1994 et 1995 ; il espère en effet que les pays monteront progressivement de la catégorie exclusive FAD à la catégorie exclusive Banque. L'intention n'est pas de tuer la Banque, mais au contraire de la structurer, à la faveur de la réduction du nombre des emprunteurs. Dans le contexte de la révision de la gouvernance du Groupe de la Banque, il serait envisageable de combiner les deux Conseils d'administration. La question pourrait être examinée collectivement par les membres régionaux et non régionaux au cours des mois à venir.

317. Le **REPRESENTANT de la FRANCE** déclare que son pays a en ce moment deux objectifs sur le Groupe de la Banque, à savoir une meilleure contribution au développement des pays africains, et la solidité financière de la Banque. C'est dans le cadre de ce double objectif que doivent être comprises toutes les actions et toutes les exigences de son pays. Il reste encore beaucoup à faire pour la réunion de Nairobi, avec pour fins la conclusion des négociations du FAD-VII, le renforcement de la base financière de la Banque et l'amélioration de son efficacité, pour qu'en contre-partie les donateurs augmentent la part de ressources qu'ils consacrent au Groupe de la Banque. Certaines mesures, telles que celles qui concernent le FAD-VII, peuvent être rapidement mises en oeuvre, d'autre prendront plus de temps. Le cadre devra donc être celui d'un dialogue continu entre les différents actionnaires du Groupe, d'une part, entre eux et la Direction de l'autre. A cet égard, il convient de rappeler que le déficit de communication et d'information est considérable. Plusieurs points, présentés dans la lettre du Coordinateur, méritent d'être réglés.

318. Au premier chef il faut citer la création, dans le dialogue et la nécessaire concertation, d'une catégorie de pays exclusivement FAD, et la recherche d'une amélioration de la situation financière. Cette création, intéressante pour les pays bénéficiaires, est indispensable pour la Banque, si l'on veut éviter l'accumulation généralisée des arriérés. Mais il faut noter que cette décision particulière est appelée à évoluer dans le temps. Il ne faut pas y voir une brimade, mais plutôt une chance pour ceux qui bénéficieront de financements concessionnels. Néanmoins, cette mesure est à compléter par une politique de risques-pays fondée sur des critères clairs et transparents, décidée par le Conseil et appliquée de manière transparente par ce même Conseil.

319. A ce propos, la discussion par le Conseil d'un document de risque - pays avant la réunion de Nairobi serait un signal clair et positif vis-à-vis des Gouverneurs, car il faut

contrebalancer des décisions telles que celle relative à l'adoption du programme de prêt 1994, à laquelle quatre Administrateurs, dont celui représentant son pays, s'étaient opposés. A ce sujet, conformément à la résolution du Conseil des Gouverneurs tenue à Dakar en 1992, cette décision devra être évoquée à nouveau à Nairobi, cette fois sur l'initiative consensuelle et concertée du Conseil et de la Direction.

320. A Nairobi seront également lancées les négociations sur l'adéquation du capital et les possibilités d'une augmentation de ce capital. Ces négociations serviront de base pour une concertation entre Gouverneurs régionaux et non régionaux. Il se félicite à ce sujet de l'idée lancée par le Président des Conseils des Gouverneurs concernant la poursuite des travaux du Comité consultatif des Gouverneurs, les enseignements à tirer de la dernière augmentation de capital, le renforcement de la base financière de la Banque, le rééquilibrage des pouvoirs de vote, la structure du capital, et les autres points opérationnels.

321. Il ajoute qu'il faudra aussi étudier de près à Nairobi comment parvenir à une stabilisation des tensions institutionnelles récentes au travers de décisions appropriées sur la gouvernance, dans le respect des pouvoirs respectifs du Président et du Conseil.

322. Un certain nombre de réformes organisationnelles pourront être mises en oeuvre très rapidement ; un début d'application avant Nairobi constituerait un signal positif appréciable: décentralisation des structures de pouvoir, redéploiement du personnel, cessation de contrats. Et ces sujets ne sont pas nouveaux. Enfin, s'agissant des turbulences qui agitent la Banque, de la nervosité des marchés financiers et de la création du filet de sécurité approprié pour la Banque, il faut se garder de tout catastrophisme déplacé. L'appel éventuel au capital souscrit mais non libéré auquel il a été fait référence ne saurait être fonction du comportement des prêts obligataires de la Banque sur les marchés des capitaux, mais du non respect par la Banque d'une échéance d'emprunt. Or il n'y a pas de risque immédiat en la matière, les réserves de la Banque correspondant à environ un an et demi d'échéances financières.

323. Par ailleurs, l'utilisation des ressources du Fonds pour fournir le filet de sécurité pose des problèmes, dont certains, entre autres la question de droit, sont mineurs, et les autres plus importants. Au nombre de ces derniers, il faut dire que le Fonds n'aura jamais trop de ressources pour répondre aux besoins des pays africains. La piste à explorer est auprès de la Banque, dans la concertation entre pays régionaux et non régionaux, et à travers la mise

en place d'un Trust Fund (Fonds spécial) alimenté de manière quasi automatique en tant que de besoin. Pour sa part, au lieu d'une augmentation de capital rapide, il recommanderait une décision rapide sur un mécanisme intérimaire faisant la soudure entre le capital d'aujourd'hui et celui de demain.

324 Enfin, son pays est vivement préoccupé par la question de la trésorerie de la Banque, notamment par l'utilisation sans directives du Conseil des produits dérivés (stop-loss entre autres). De plus, l'encadrement de FTRY n'est plus assuré comme par le passé.

325 Le **REPRESENTANT DU JAPON** déclare que la teneur du message à envoyer de Berne doit être l'expression du désir de conclure les négociations du FAD-VII aussi tôt que possible, et avant les Assemblées annuelles. En ce qui concerne la situation financière de la Banque, les marchés japonais ne sont pas aussi nerveux que les marchés américains ou canadiens.

326 En bref, il ajoute qu'il faut s'attaquer avec détermination aux difficultés financières : il faut une catégorie exclusivement FAD ; de plus une augmentation des taux d'intérêts serait la bienvenue ; la politique de sanctions est à renforcer, la future augmentation de capital à accélérer.

327. S'agissant du Fonds spécial, le Japon est opposé à l'utilisation des ressources du FAD. La question devra être abordée dans le cadre de la Banque. Mais à cet égard, il apprécie le document élaboré par son collègue des Etats-Unis ; néanmoins certains aspects appelleraient des éclaircissements techniques et juridiques assez importants pour que l'on tienne actuellement cette idée pour prématurée. A l'inverse, comme compromis, en ce qui concerne la Cinquième dimension, le Japon est disposé à accepter l'utilisation des remboursements au Fonds pour subventionner les intérêts. Le montant de 135 millions d'UC est en effet un montant substantiel, et si ces questions peuvent être abordées lors des Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale, il y aura de sérieuses chances de parvenir à un processus.

328. Le **REPRESENTANT DE LA SUEDE** reconnaît que les discussions de ce jour ont été très constructives. Il ajoute que la situation est très sérieuse, et que l'institution entre dans une dure période de transition. Il a écouté avec beaucoup d'attention les interventions du

Président des Conseils des Gouverneurs et du Président de la Banque, qui l'ont rassuré. Les changements et les réformes sont nécessaires, et il recherche une approche globale avant les Assemblées de Nairobi, avec comme éléments de renforcement de la confiance entre régionaux et non régionaux, et la prise des mesures nécessaires à l'avènement du développement. Il est favorable à ce que la conclusion des négociations intervienne soit avant, soit pendant les Assemblées de Nairobi.

329. Son pays est aussi favorable à la création de la catégorie exclusivement FAD, au lancement des négociations sur l'augmentation générale du capital lors des Assemblées annuelles, ou peu de temps après, à la création d'un groupe de travail composé de Gouverneurs dans la perspective de plus de compréhension entre régionaux et non régionaux.

330. Sa délégation attend avec intérêt le mécanisme de gestion de la dette, et espère qu'un train de résolutions sortira du Rapport Knox, susceptibles d'être appliquées de manière graduelle, à l'instar des recommandations contenues dans la lettre du Coordinateur. Du point de vue procédural, il encourage le Président à oeuvrer de telle manière que les problèmes de politique trouvent leur conclusion dans le cadre du FAD-VII. Enfin, à l'adresse du Président, il fait observer qu'il est très important qu'un signal positif émane de la présente réunion.

331. **Le REPRESENTANT du ROYAUME-UNI** rappelle que le Président a confirmé au Président des Conseils des Gouverneurs que les pays de l'OCDE étaient unanimes dans leur désir de voir le Groupe de la BAD se renforcer. Tel est son point de départ. Mais il est évident qu'il y a une crise de confiance de leur part avec, au coeur de cette crise, un manque de confiance dans le processus de prise de décision au sein de l'Institution. A titre d'exemple, il cite l'adoption du programme de prêt 1994, qui n'est pas issue d'une décision consensuelle. De plus, la haute priorité accordée à l'occasion des dernières Assemblées annuelles à l'apurement des arriérés est restée un voeu pieux, et n'a pas arrêté la montée de ceux-ci. En outre, la décision arrêtée par le Comité consultatif en décembre 1993 de n'entreprendre aucune action nouvelle à ce sujet est le signe d'une autre occasion manquée. A son avis, l'une des grandes priorités à Nairobi sera de lancer un effort déterminé pour que les pays actuellement sous arriérés changent leur attitude. La différence de comportement des pays membres régionaux à l'égard de leur Banque et de la Banque mondiale est tout à fait frappante. Cette attitude amène à douter du degré d'engagement des PMR vis-à-vis de l'Institution.

332. Il faut, à son avis, un changement décisif dans la politique de prêt de la Banque, car le Royaume-Uni ne pense pas qu'il soit approprié de concéder aux pays à faible revenu des prêts aux conditions de la Banque. D'où la nécessité de la pénible création d'une catégorie exclusivement FAD. En effet, les Plénipotentiaires ne voient pas les raisons pour lesquelles les membres africains acceptent de la part de la Banque mondiale des conditions et un traitement qu'ils veulent refuser de la part de la Banque africaine de développement.

333. S'agissant de la conclusion des négociations du FAD-VII, il a l'esprit ouvert, mais est sceptique sur la rapidité de la mise en oeuvre des mesures posées comme préalables à la conclusion de ces négociations avant ou pendant les Assemblées annuelles. Il fait siennes nombre des réserves posées à la mise en place du filet de sécurité, entre autres le fait que la proposition est prématurée. Enfin, concernant le lancement des négociations sur l'adéquation et l'augmentation du capital, le processus devrait démarrer à Nairobi, avec l'aide du groupe spécial (Blue Riband) préconisé par les Etats-Unis. A cet égard, il n'est pas convaincu que le travail du Comité des dix en son temps ait fait oeuvre utile pour la Banque ; il se peut même qu'il ait contribué à ce que le rapport Knox appelle des tensions conflictuelles entre les actionnaires sur le rôle précis que la Banque devrait jouer. Pour en revenir à l'AGC, le processus pourrait fournir le prétexte pour laisser en veilleuse des préoccupations pourtant urgentes.

334. **Le REPRESENTANT des PAYS-BAS** déclare que son pays est déterminé à travailler de manière constructive avec toutes les parties pour parvenir à une conclusion des négociations du FAD-VII à Nairobi. Mais le FAD-VII entre dans un cadre plus vaste ; le représentant des Etats-Unis a énuméré quelques éléments de ce cadre global, et sa délégation les approuve.

335. Commentant ces éléments, il fait observer qu'il est dans l'intérêt de la Banque et des pays emprunteurs de disposer d'une catégorie FAD exclusive. Il reconnaît qu'il faut situer la question des transferts nets négatifs dans le contexte global des activités des donateurs ; il est d'importance cruciale qu'un climat de confiance soit créé. Ce climat permettra de lancer rapidement les négociations de l'AGC. Enfin, son pays est disposé à examiner favorablement la création d'un mécanisme de gestion de la dette. En conclusion, telle est la contribution que les pays non régionaux sont disposés à faire, dans un esprit de compromis, et reconnaissant que la situation présente appelle une réponse orthodoxe de la

part des représentants régionaux comme non régionaux, qui auront soin de ranger leurs réflexes traditionnels.

336. **Le REPRESENTANT de la FINLANDE** déclare que la position de son pays reste inchangée depuis la veille. A la fin des Assemblées de Nairobi, il sera crucial que le consensus de tous les 77 pays membres soit affirmé. Il convient que les questions relatives au FAD doivent être insérées dans un contexte global. Les négociations sur la septième reconstitution peuvent se conclure à Nairobi, en parallèle avec les Assemblées annuelles. Son pays est en faveur de la création d'une catégorie exclusivement FAD, mais en s'assurant de l'approbation d'un système de passage. Il est également en faveur du lancement du processus de l'AGC à Nairobi et de la mise en place du Groupe de haut niveau. Enfin, son pays est convaincu de la nécessité d'un contrôle par les Gouverneurs, non par les donateurs du FAD, de l'application des mesures préconisées.

337. **Le REPRESENTANT de la BELGIQUE** déclare qu'il est souhaitable que les bailleurs de fonds déploient tous les efforts requis pour rassurer les marchés et sauver le Groupe de la Banque. Il estime qu'une action sérieuse ne peut être envisagée que si un certain nombre de mesures concrètes sont prises, avant même la conclusion des négociations du FAD-VII : la création de la catégorie exclusivement FAD, et d'autres contenues dans la lettre du Coordinateur.

338. Il s'interroge pour sa part sur la possibilité d'obtenir satisfaction avant ou à Nairobi, et craint que les décisions que les Plénipotentiaires pourraient être amenés à prendre sous la pression du temps ne répondent pas à terme aux aspirations qu'ils s'étaient fixées, et ne correspondent aux souhaits ni du Groupe de la Banque, ni des bailleurs de fonds, ni des emprunteurs.

339. S'agissant des mécanismes proposés en vue de résoudre le problème de la dette et des arriérés, il rappelle son opposition au Fonds spécial. Quant à la Cinquième dimension, elle ne serait acceptable pour son pays que financée par les remboursements des prêts accordés par le Fonds. En conclusion, pour l'augmentation générale du capital, il souhaite que lors de son examen, la réflexion qu'elle suscitera s'accompagne d'une reconsidération de la structure de l'actionnariat.

340. **Le REPRESENTANT de l'ALLEMAGNE** craint qu'aucun message ne puisse être envoyé de cette réunion, bien qu'elle ait contribué à approfondir la compréhension de la situation et de ce qui est attendu de toutes les parties. Il espère qu'un message pourra être envoyé de Nairobi : à savoir que l'engagement des non régionaux envers l'Afrique à travers la BAD et le FAD se poursuivra ; il déclare que le temps des promesses est révolu, et qu'il faut mettre en oeuvre les décisions prises ; qu'en matière de budget il n'y a pas de petites économies.

341. Il ajoute que les inquiétudes des marchés financiers et des capitaux ont été avivées par le départ de M. Bucknor, et qu'une conclusion hâtive des négociations avant l'entrée en vigueur de certaines mesures ne serait pas un élément positif. S'agissant de la résolution sur le programme de prêt, il comprend le consensus d'une autre manière : si une seule opposition s'exprime au stade final, il n'y a pas de consensus. Pour conclure, il espère que le regain de confiance dans les partenaires africains pour qu'ils contribuent au sauvetage de cette Banque commune posera les bases du soutien de tous les pays de l'OCDE.

342. **Le PRESIDENT** déclare qu'à son avis, les enjeux se sont clarifiés ; la détermination à conclure bientôt le FAD-VII, d'engager les négociations de l'AGC, d'apurer les arriérés, et d'amener les Gouverneurs à prendre leurs responsabilités a été affirmée. Il est convaincu que tous conjugueront leurs efforts pour l'avenir du Groupe de la Banque africaine de développement.

343. **Le REPRESENTANT des ETATS-UNIS d'AMERIQUE** suggère de mettre en perspective les nouvelles annoncées par les médias américains sur la situation financière de la Banque. Les chefs de file et les garants de la Banque ont la responsabilité de vendre les titres sur le marché. Le Trésor américain fait une vente aux enchères tous les mercredis. Il arrive des moments où les bons du Trésor ne se vendent pas. Actuellement, les taux d'intérêt ne grimpent pas aussi facilement que le chef de file responsable des 500 000 000 dollars EU l'avait espéré. Ses profits ne sont donc pas aussi substantiels qu'il l'aurait voulu.

344. **Le PRESIDENT de la BANQUE** ajoute que c'était une information de Wall Street, et qu'aucun autre marché n'a été troublé par cette information. Les garants sont entrés en contact avec la Direction de la Banque pour savoir ce qu'il convenait de faire. Il y a sur le marché américain un mécanisme relatif à l'information. Si la situation s'est détériorée, il faut

le faire savoir. A cette fin, les garants et chefs de file sont prêts à envoyer des experts indépendants à Abidjan pour s'enquérir de la situation et faire rapport aux marchés. Cela apaisera la situation aux Etats Unis.

La séance est suspendue à 14 h et reprise à 15h30.

345. Le **PRESIDENT** fait observer que les délibérations ont été très utiles et très intenses, allant même au-delà du cadre strict du FAD-VII. Il aurait aimé aller aussi loin que possible dans l'examen du rapport. Il demande néanmoins aux Plénipotentiaires qui le souhaiteraient d'apporter leurs contributions aux travaux de la matinée sur les questions stratégiques, et éventuellement à la Direction et au Président de la Banque de réagir. Il propose un tour de table sur la situation du financement du FAD pour avoir un tableau actualisé des possibilités de souscriptions avant la réunion de Nairobi.

346. Le Comité de rédaction a produit un document qui sera distribué dans les deux langues. Il suggère que les Plénipotentiaires étudient ce document d'ici les Assemblées de Nairobi, car il n'envisage pas une lecture commune des paragraphes 19 et suivants au cours de la présente réunion. S'agissant du projet de résolution, il reconnaît que certains de ses aspects sont perfectibles.

347. Il annonce la réunion consultative suivante sur la reconstitution des ressources pour le 7 après-midi et le 8 mai 1994, avant les Assemblées annuelles, tout en reconnaissant que cette date est trop proche de l'Assemblée annuelle de la Banque asiatique de développement.

348. Le **REPRESENTANT de la SUEDE**, soucieux de donner un contenu concret au désir unanime de voir un signal positif sortir de la réunion, suggère que la présente concertation soit sanctionnée par la publication d'un communiqué destiné aux milieux concernés.

349. Le **REPRESENTANT de l'ESPAGNE** suggère, en vue d'accélérer le processus de la reconstitution du FAD, d'étudier la possibilité de conditionner l'entrée en vigueur du FAD-VII par l'exécution de plusieurs actions, comme préconisé dans la lettre de M. Treffers.

350. Le **REPRESENTANT du ROYAUME UNI** a des interrogations sur l'audience d'un tel communiqué, ainsi que l'écho qu'il recevrait, et le temps presse. Il émet des réserves sur cette proposition.

351. Le **PRESIDENT** partage le point de vue du représentant du Royaume Uni, surtout s'il est attendu de ce communiqué qu'il réconcilie les points de vue divergents. Mais la Direction pourrait émettre ce communiqué, aidée par quelques Plénipotentiaires, en insistant sur la détermination des différents partenaires d'une Banque solide à se présenter au coude à coude à Nairobi.

352. Le **REPRESENTANT des ETATS UNIS d'AMERIQUE** ne pense pas qu'un "communiqué" soit la cible appropriée. Il serait plutôt favorable à une déclaration du Président insistant sur les points de consensus et de convergence, et faisant l'économie de toute discussion.

353. Le **REPRESENTANT du ROYAUME UNI** s'aligne sur l'avis du précédent orateur, et exprime sa préférence pour un message qui ne soit pas formel. Il est du droit de la Direction de rassurer les marchés que les bailleurs de fonds collaborent de manière constructive.

354. Le **REPRESENTANT de la SUISSE** est favorable à une brève déclaration.

355. Le **REPRESENTANT de la FRANCE** trouve peu d'avantages à négocier un communiqué. Par contre, la Direction peut préparer une déclaration sur les aspects qui concernent la Banque. Pour le FAD, les choses ne sont pas suffisamment avancées. Un discours apaisant qui exprimerait l'engagement des pays non régionaux serait, à son avis, plus payant. Pour ce faire, la Direction n'a nul besoin d'un quelconque encouragement des Plénipotentiaires.

356. Le **PRESIDENT de la BANQUE** exprime ses remerciements à tous les orateurs pour les idées émises. Sa réaction va dans le sens indiqué par le représentant de la Suisse. Il pourrait inviter ses collaborateurs à s'isoler pour préparer la déclaration convenue. Il explique que dans la mesure où les marchés des capitaux ne sont pas en Afrique, et que le capital callable qui supporte les opérations sur les marchés financiers n'est pas celui des

pays africains, une telle communication n'aurait pas l'impact souhaité si elle est signée par la seule Direction. Pour cette raison, il suggère que la communication soit faite par le Coordinateur, d'autant qu'il est le signataire de la première lettre.

357. Ceux qui pensent qu'il est difficile de négocier un communiqué ont tout à fait raison à son avis, car cela demanderait du temps.

358. Le **PRESIDENT** demande aux Plénipotentiaires de l'autoriser à préparer un communiqué avec le Président de la Banque.

Il en est ainsi décidé.

359. Le **PRESIDENT** de la **BANQUE** déclare que s'il avait à tirer les leçons de la réunion, il ferait savoir que les différentes déclarations ont bien montré que les problèmes du Groupe de la Banque ont été abordés dans un esprit très positif. Il subsiste une pierre d'achoppement dans les négociations du FAD, à savoir la création de la catégorie exclusivement FAD. Il donne l'assurance que la Direction ne peut fondamentalement être opposée à cette idée, car il serait dangereux de continuer à prêter des ressources à des pays qui n'ont pas la capacité de rembourser, ou qui se sont montrés si défaillants qu'ils pourraient mettre la Banque en danger. Il convient donc d'affiner cette proposition. S'il faut développer le critère de la crédibilité, et cela est vrai, la Direction le fera avant les Assemblées annuelles de Nairobi. Il pourrait être envisagé de refuser aux pays défaillants l'accès au reste des ressources de la quatrième reconstitution.

360. Il précise à nouveau que l'appartenance d'un pays à une catégorie donnée n'est pas définitive. La Direction s'attachera à faire comprendre pourquoi il convient de limiter les prêts de la Banque à une certaine catégorie de pays, et à rechercher si des mécanismes de compensation peuvent mitiger les effets de l'application de cette proposition.

361. Il admet, avec le représentant de la Norvège, qu'à un certain moment les transferts nets puissent être négatifs. La Direction est soucieuse de faire comprendre aux Plénipotentiaires les problèmes sous-jacents à cette proposition, et aux pays régionaux concernés les préoccupations des Plénipotentiaires.

362. Ensuite, sur la question des arriérés, il est surpris d'entendre dire que la Direction n'a pas fait d'efforts, ni tenu ses promesses de contrôle des arriérés. Depuis les précédentes Assemblées annuelles, des mesures financières ont été prises, dans le cadre desquelles les démarches de la Banque, les missions des fonctionnaires et les déplacements du Président de la Banque ont permis de résoudre une partie des problèmes. Il suggère d'atténuer l'affirmation selon laquelle la Direction n'a pas tenu ses promesses. Le rapport Knox a beaucoup retenu l'attention des Plénipotentiaires. A ce niveau, il est en mesure d'annoncer ce qui sera fait.

363. Le programme proposé par le Coordinateur ne présente aucune difficulté de fond. Mais le calendrier d'exécution tel que demandé par certains délégués, à savoir la mise en oeuvre de certaines mesures avant Nairobi, ne peut faire l'objet de promesses de la part de la Direction. Du reste, il est important de noter qu'il n'y aura qu'une réunion des Conseils avant les Assemblées annuelles, et il y a des procédures pour la soumission des dossiers. De plus, il y a eu une concentration sur le rapport Knox.

364. Les informations demandées sont disponibles et pourront être ventilées la semaine suivante, mais cela ne saurait être suffisant.

365. Il salue l'esprit qui a présidé à la rédaction de la lettre du Coordinateur, ainsi que l'engagement pris par les pays participants au Fonds africain de développement, actionnaires de la Banque africaine de développement, pour leur soutien au Groupe. La Direction leur en est reconnaissante, et est déterminée à traduire cette reconnaissance en conjuguant ses efforts avec les leurs, et le plus rapidement possible.

366. Le **PRESIDENT** signale qu'à la réunion de Nairobi, les Plénipotentiaires auront à coeur de trouver la formulation diplomatique convenable pour faire accepter la création de la catégorie exclusivement FAD.

367. Concernant les arriérés, la précédente déclaration du Président de la Banque illustre le déficit de communication déjà évoqué. Il recommande que d'ici la réunion de Nairobi le bilan des actions menées dans ce domaine soit établi.

368. S'agissant du financement du FAD, il fait observer que la situation est préoccupante, la capacité d'engagement étant épuisée. Le déficit qu'accuse actuellement le FAD-VI peut être probablement traité sous divers angles. Différents scénarios ont été déjà débattus, sur la base des besoins de ressources des pays africains et des contraintes des bailleurs de fonds. Avant d'inviter les Plénipotentiaires à présenter leurs positions respectives en la matière, il s'excuse d'avoir omis de signaler la présence de la délégation argentine, dont il salue le retour après quelques moments difficiles pour l'Argentine.

369. Le **REPRESENTANT de la FRANCE** pense qu'il serait utile que les Plénipotentiaires complètent leurs interventions pendant ce tour de table en précisant quand leurs pays respectifs pourront déposer leurs instruments de contribution, afin de permettre de prévoir la date d'entrée en vigueur du FAD-VII.

370. Le **REPRESENTANT de l'ALLEMAGNE** avait déjà évoqué la situation prévalant dans son pays depuis l'automne précédent. Sa délégation ne peut plus négocier sous réserve de l'approbation du Parlement. Le Parlement doit être saisi au préalable. L'aide bilatérale allemande ayant par ailleurs été substantiellement accrue, son pays ne pourra pas aller au-delà des 9,0 du niveau de la reconstitution, c'est-à-dire le niveau de la précédente. Il ne peut non plus annoncer un montant en chiffres absolus. Si l'approbation de la Commission du budget est obtenue, le montant de la contribution pourra être inscrit dans le budget de 1995.

371. Le **REPRESENTANT de l'ARABIE SAOUDITE** exprime les remerciements de sa délégation aux autorités suisses. Son pays est conscient du rôle que le Groupe de la Banque joue dans le développement économique et social du continent ainsi que des ressources requises pour la reconstitution du FAD. Les autorités compétentes examinent la situation, et la décision qu'elles prendront sera communiquée au moment opportun.

372. Le **PRESIDENT** espère que cette décision pourra être communiquée avant la réunion de Nairobi.

373. Le **REPRESENTANT de l'ARGENTINE** remercie les autorités suisses pour la qualité de leur accueil. Il déclare ensuite que la présence de l'Argentine à cette réunion consultative doit être perçue comme un symbole. Depuis 1979, son pays a souffert d'une inflation très sévère, due en grande partie à une fiscalité mal adaptée. Mais des mesures

d'ajustement structurel ont été prises pour redresser la situation, entre autres un programme de privatisation de l'économie et de réforme de l'état. Les comptes fiscaux sont en voie d'amélioration.

374. Il annonce que son pays a l'intention de participer à la prochaine reconstitution en maintenant le même pourcentage du partage des coûts qu'à la précédente.

375. Le **REPRESENTANT de l'AUTRICHE** déclare que c'est dans l'espoir d'une augmentation du niveau de la reconstitution qu'il a appuyé l'idée de la création d'une catégorie exclusivement FAD. Ses autorités invitent les pays africains à accepter cette initiative, qui permettront à l'Autriche d'augmenter sa participation. Il estime qu'il n'y a pas de ressources pour la mise en place d'un filet de sécurité ; son pays maintient son appui à une augmentation du volume total de la reconstitution. Les échéances électorales de son pays lui interdisent d'indiquer une date de dépôt des instruments avant la fin de l'année.

376. Le **REPRESENTANT de la BELGIQUE** rappelle qu'il a déjà fait état des difficultés budgétaires que rencontre son pays, confronté en plus à la détérioration du franc belge par rapport à l'unité de compte. Il s'en suit que le montant de la contribution belge ne pourra certainement pas excéder le montant nominal souscrit au FAD-VI, ce qui voudra dire une diminution de la part relative. Le dépôt de l'instrument ne pourra intervenir que début 1995.

377. Le **REPRESENTANT du BRESIL** exprime tout d'abord les remerciements de sa délégation au gouvernement suisse pour son accueil et son hospitalité. Le projet de résolution ayant introduit des restrictions aux contributions en monnaie nationale, il sera difficile à son pays de maintenir le niveau de sa contribution antérieure. Cette situation s'est déjà présentée dans le contexte de l'AID. La contribution brésilienne aura donc valeur de symbole.

378. Le **REPRESENTANT du CANADA** fait remarquer que l'équité dans le partage de la charge est importante pour son pays. Et le Canada a supporté une part trop importante des reconstitutions antérieures, occupant la quatrième place si l'on cumule les reconstitutions de ressources depuis la création du FAD, et pour le FAD-V, il vient au cinquième rang pour les ressources libérées. Etant donné que le Canada ne vient qu'au septième rang des pays du G-7, il a donc joué un rôle disproportionné par rapport à sa taille. Lors de la récente réunion du Fonds global pour l'environnement (Global Environment Fund), la communauté

internationale a convenu qu'une formule d'AID ajustée est la manière la mieux appropriée pour déterminer un partage équilibré de la charge. Le Canada pense à réduire et sa part et sa contribution nominale. Mais le niveau effectif dépendra du niveau de satisfaction du Canada au sujet des réformes financières demandées.

379. Le **REPRESENTANT de la SUEDE** n'a pas encore obtenu d'instructions de Stockholm. De fortes pressions vont s'exercer sur le budget de son pays, et il ne peut garantir le maintien du niveau de sa participation au FAD-VI.

380. Le **REPRESENTANT de la CHINE** exprime ses remerciements aux autorités suisses pour leur hospitalité. La Chine continuera à déployer les efforts qu'elle consent, en maintenant le niveau de 1,642 % de la reconstitution, qu'elle libérera en trois tranches égales, libellées en dollars EU.

381. Le **REPRESENTANT de la COREE** annonce que la souscription de son pays sera de 0,696 % du total. C'est le niveau de souscription le plus élevé qu'elle fait aux banques de développement, et il lui est difficile d'aller au-delà, car le nouveau gouvernement coréen a lancé l'année précédente un programme de restriction budgétaire.

382. Le **REPRESENTANT de l'ESPAGNE** déclare que le processus parlementaire dans son pays s'étendra sur un an une fois la résolution approuvée.

383. Le **REPRESENTANT des ETATS UNIS d'AMERIQUE** annonce que son pays a l'intention de contribuer pour cent cinq millions de dollars EU par an sur trois ans pendant la période de la reconstitution, ce qui représente une baisse en valeur nominale sur les reconstitutions précédentes. Il signale un montant d'arriérés de 800 millions de dollars, consécutifs à une augmentation de 25 % à l'AID, de 29 % au FAD-VI, et de 15 % à la Basd. Malheureusement, les Etats Unis n'ont pas pu respecter les échéanciers. Le Secrétaire d'Etat a annoncé récemment une réduction des arriérés. Il est bon d'avoir à l'esprit que les Etats Unis ont contribué chaque année pour 100 millions de dollars EU par an sur quatre ans au Fonds mondial pour l'environnement, ce qui est un montant substantiel. La première tranche au titre de la souscription au FAD-VII pourrait être versée autour du 1er octobre ou du 1er novembre.

384. Le **REPRESENTANT de la FINLANDE** a déjà expliqué à Copenhague la position de son pays sur le financement du FAD-VII. Il annonce une augmentation nominale de la souscription de son pays, qui se traduira par une contribution de 200 millions de marks finlandais, dont la première tranche pourrit être versée cette année même.

385. Il ajoute que pour les autorités de son pays, le calendrier d'encaissement annuel des bons est important. Il aimerait à cet égard que le département des finances donne des explications sur les prévisions des encaissements.

386. Le **REPRESENTANT du DANEMARK** déclare que sous condition de la réalisation des améliorations financières et opérationnelles substantielles telles que soulignées dans la lettre de M. Treffers, et de l'obtention d'un partage équitable de la charge, son pays peut appuyer une reconstitution de 2,6 milliards d'UC en maintenant la valeur réelle de sa contribution.

387. Le **REPRESENTANT de la FRANCE** indique que la contribution de son pays sera fonction des réponses concrètes à ses exigences telles que reflétées dans la lettre du Coordinateur. La France a contribué pour 7,02 % à l'AID ; elle a consenti des efforts importants aux quatrième, cinquième et sixième reconstitutions du FAD, occupant ainsi la troisième place parmi les donateurs au FAD-VI. Le FAD devra maintenant administrer la preuve qu'il a un avantage comparatif significatif par rapport à l'AID, d'autant plus que les demandes africaines auprès des bailleurs bilatéraux sont par ailleurs importantes. L'apport de la France au FAD-VI représentait 10,7 % de l'ensemble des concours des autres pays. Ce niveau sera probablement un plafond pour la prochaine reconstitution des ressources.

388. Il note qu'il faut recalibrer, à la lumière des annonces de baisse des contributions, parfois même en valeur nominale, le montant total de la reconstitution du FAD pour éviter de susciter des espérances dont tout laisse penser qu'elles ne seront pas satisfaites.

389. Le **REPRESENTANT de l'INDE** remercie le gouvernement suisse pour son hospitalité ainsi que les facilités prises à la disposition de la réunion, et le Coordonnateur pour son efficacité. L'Inde avait déjà fait connaître sa position à la quatrième réunion consultative. Malgré le désir de l'Inde de renforcer la base des ressources du FAD, les contraintes budgétaires du pays amènent ses autorités à limiter leur contribution à 8.450.000

UC en valeur réelle. Il ne peut pas pour le moment annoncer le calendrier suivant lequel ce montant sera libéré.

390. Le **REPRESENTANT de l'ITALIE** ne peut au stade actuel prendre aucun engagement formel. Il espère que la situation aura évolué d'ici la réunion de Nairobi.

391. Le **REPRESENTANT du JAPON** signale que son pays connaît un déficit budgétaire de 19 %, le paiement des intérêts est à 16 % du budget, la dette courante se monte à 53 % du PNB. Il faut que les autorités stimulent le marché interne, et opèrent des réductions fiscales importantes dans le cadre des négociations Etats-Unis - Japon. Les contraintes budgétaires sont donc très sévères. En même temps, le FAD n'a plus de capacité d'engagement, et il lui faut néanmoins accorder des ressources aux pays pauvres le plus tôt possible.

392. Son pays est prêt à conclure les négociations sur une base équitable du partage de la charge ; il annonce une contribution de 13,60 % ; si les grands pays donateurs diminuent leurs concours respectifs, le Japon sera obligé de faire de même. Le niveau global doit donc être réaliste et faisable. Il doit être arrêté une fois pour toutes, sans laisser de montants en suspens.

393. Il exprime une fois de plus ses préoccupations sur les arriérés, auxquels la contribution japonaise est liée. La proposition de contribution au FAD n'ayant pas été prise en compte dans le budget de son pays pour l'exercice 1994, la question sera à l'ordre du jour après avril 1995, à moins qu'il n'y ait une session extraordinaire du Parlement.

394. Le **REPRESENTANT du KOWEIT** indique qu'en tant que pays dépendant des revenus pétroliers, son pays est confronté à de nombreuses difficultés, et ne pourra maintenir le niveau de sa contribution au FAD-VI. Son concours sera de 25 millions de dollars, et sera libéré dans le courant de l'année.

395. Le **REPRESENTANT de la NORVEGE** n'a aucun mandat ce jour, et ce pour diverses raisons, dont le retard des négociations, l'ensemble des questions évoquées, les problèmes liés à la formule de partage des charges. Il constate qu'une grande importance est attachée au partage de la charge, et est attristé par la proposition de son collègue canadien

relative au transfert des avatars d'une institution à une autre, qui aura pour effet de briser le mécanisme bilatéral. Son pays espère pouvoir maintenir le niveau de sa précédente contribution. S'il y a une possibilité que la souscription puisse être faite en 1994, il en fera l'annonce à Nairobi ; sinon, il faudra attendre 1995.

396. Le **PRESIDENT** note que la manière dont est considérée la question d'un partage équitable de la charge tend à engendrer une spirale négative, qui pourrait priver le Fonds de toutes ressources. Cela mérite réflexion, si l'on veut éviter l'impasse.

397. Les **PAYS-BAS** sont entrés dans le processus de la reconstitution des ressources avec l'espoir d'une augmentation des ressources par rapport à la reconstitution précédente, en raison de l'arrêt de l'octroi de fonds BAD aux pays de la catégorie A, de la nécessité de fournir une compensation à travers l'augmentation des concours concessionnels, et pour aider les pays des catégories A et B à lutter contre la pauvreté, sans compromettre leurs perspectives de croissance. Or on parle ce matin de la mise en place d'une stratégie globale permettant de conclure les négociations du FAD. Une reconstitution importante serait un bon signal en direction des marchés financiers.

398. Le délégué néerlandais appelle l'attention de ses collègues sur l'importance des réunions de Nairobi, qui risquent d'être un tournant décisif pour le Groupe de la Banque dans son ensemble. Dans ce contexte, il est impératif que les Etats participants fassent une contribution spéciale au Fonds, en vue de célébrer ce tournant. Si les négociations se concluent à Nairobi, son pays, où des élections vont être organisées dans deux semaines, pourra soumettre son instrument de souscription avant fin 1994. En tout état de cause, tout retard dans la conclusion des négociations introduit un élément d'incertitude dans la contribution de son pays au FAD-VII.

399. Le **REPRESENTANT du PORTUGAL** continue de soutenir un scénario de croissance zéro, et maintient sa part des charges au niveau du FAD-VI, sur une base de 2,4 milliards d'unités de compte, mais pouvant aller jusqu'à 2,6 milliards.

400. Le **REPRESENTANT du ROYAUME UNI** rappelle qu'il avait confirmé à Copenhague la haute priorité que l'Afrique occupe dans l'assistance étrangère du Royaume Uni. Cette priorité vient de s'exprimer dans le concours de son pays au PSA-III. Mais il a

de sérieuses préoccupations au sujet de l'efficacité des opérations du Groupe de la Banque sur le développement. La participation du Royaume Uni à la reconstitution du FAD sera fonction des mesures qui seront prises pour corriger cet état de choses. L'adoption d'une politique de prêt claire et sans ambiguïté est une condition essentielle, ainsi que la distribution d'un plan d'action pour s'attaquer aux problèmes de la qualité des projets, identifiés dans le Rapport Knox. Le Royaume Uni serait heureux d'un engagement ferme sur les autres questions évoquées dans la lettre du Coordonnateur.

401. Le **REPRESENTANT de la SUISSE** pense que la contribution de son pays pourrait enregistrer une légère augmentation en francs suisses par rapport à sa participation au FAD-VI. Dans l'hypothèse d'un niveau de reconstitution de 2,6 milliards d'UC, cela correspondrait à une légère diminution de la part de la Suisse. L'instrument de souscription pourrait être déposé dans quelques mois.

402. Le **REPRESENTANT de l'ALLEMAGNE** annonce que des progrès considérables sur les exigences posées par sa délégation sont une condition préalable à toute action en direction du Parlement.

403. Le **PRESIDENT** fait observer que le tableau qui se dégage de ces interventions est plutôt sombre, avec les incertitudes sur la valeur nominale du FAD-VII, et les longs délais des négociations. En effet, la prochaine reconstitution n'entrera pas en vigueur avant fin 1994. Le Fonds se trouve donc dans une période prolongée de manque de capacité d'engagement. Il invite les Plénipotentiaires à faire preuve de créativité pour réconcilier la longueur des délais dont ils ont besoin avec la nécessité de mettre en place le plus tôt possible la capacité d'engagement du Fonds.

404. Il a déjà indiqué que la question relative à la formule de partage des coûts ne devait pas annihiler la possibilité de mobiliser des ressources pour le Fonds africain de développement. Il demande enfin à la Direction de préparer pour la réunion de Nairobi des tableaux sur la formule de partage des coûts appliquée au titre du FAD-VI. C'est une référence utile pour voir les changements éventuels qui naîtront des annonces de contributions.

405. Les Plénipotentiaires ont reçu deux documents, l'un concernant les résultats du comité de rédaction sur les paragraphes 4 à 18 pour examen, et un autre sur le calcul de l'affectation résultant de la prise en compte de la proposition néerlandaise.

406. Le **REPRESENTANT de la FRANCE** note, sur un point de détail, que la dernière colonne du tableau de simulation des allocations est trompeuse, car c'est une moyenne arithmétique des augmentations de chacun des pays, qui n'est pas bien significative. Les chiffres correspondant à l'augmentation pour l'ensemble des pays sont légèrement différents, car pour l'ensemble des pays de la catégorie A on passe d'un peu plus de 1,4 milliard à près de 1,6 milliard, soit une augmentation totale de 10,5 % ; à l'inverse, la catégorie B n'enregistre pas une augmentation de 5 %, mais une baisse de 20 %.

407. Le **PRESIDENT** fait observer que les Plénipotentiaires sont parvenus à la fin de leurs délibérations, du moins pour le moment; mais le programme en attente reste ambitieux; il rappelle que la prochaine réunion se tiendra les 7 et 8 mai à Nairobi, et indique que la Direction enverra la documentation comme à l'accoutumée. Il demande l'indulgence des Plénipotentiaires pour qu'ils étudient cette documentation malgré le peu de temps dont ils disposent.

408. En conclusion, il pense que malgré tout la réunion a été dense, consacrée qu'elle était à une institution cardinale pour le développement de l'Afrique. Les assurances ont été données de toutes parts que le maximum sera fait à Nairobi pour que se poursuivent de solides relations avec le Groupe de la Banque. Il remercie les Plénipotentiaires pour leurs interventions, ainsi que les autorités suisses, et souhaite bon voyage à ceux qui partent, enfin un bon séjour à Berne à ceux qui y restent encore.

La réunion prend fin à 17 heures 05.

